

INSTITUT
MONTAIGNE



Quelle Allemagne après Merkel ?



NOTE SEPTEMBRE 2021

INSTITUT
MONTAIGNE



Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. À travers ses publications et les événements qu'il organise, il souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique avec une approche transpartisane. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros.

Quelle Allemagne après Merkel ?

NOTE – SEPTEMBRE 2021

*Il n'est désir plus naturel
que le désir de connaissance*

À PROPOS DES AUTEURS

Marion Van Renterghem est grand reporter, lauréate du prix Albert-Londres et auteure de *C'était Merkel* (Les Arènes, 2021). Dans son dernier essai intitulé *Mon Europe, je t'aime moi non plus* (Stock, 2019) elle retrace, à travers une série de portraits et de rencontres, l'histoire de l'Europe de la chute du mur de Berlin aux replis nationalistes d'aujourd'hui. Elle prépare pour la télévision française un nouveau portrait de la Chancelière allemande qui sera diffusé en septembre 2021.

Alexandre Robinet Borgomano est responsable du programme Allemagne de l'Institut Montaigne. Il a travaillé auparavant au Bundestag, comme attaché parlementaire d'un député allemand, et pour la Fondation du patrimoine culturel prussien. Il a également participé au lancement d'un fonds d'investissement européen dans le domaine de la *Smart City* et pris part à l'initiative pour l'unification du droit des affaires en Europe. Il est diplômé de Sciences Po et titulaire d'une maîtrise en histoire moderne de la Sorbonne.

Cette réflexion a bénéficié des contributions d'**Édouard Michon**, *Senior strategist* chez Allianz et **Anuchika Stanislaus**, chargée d'affaires internationales à l'Institut Montaigne.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction :	7
I. L'Allemagne face au coronavirus : les révolutions d'un modèle	9
1. Le fédéralisme en question	9
2. La révolution européenne et la remise en cause du « Schwarze Null »	14
3. La confiance dans la démocratie	20
II. Les transformations du territoire	26
1. Les transformations de Berlin	26
2. Les Allemagnes : effacement et permanences de la fracture Est-Ouest	31
3. Le <i>Mittelstand</i> : une industrie en milieu rural	37
III. La recomposition de la vie politique allemande	45
1. CDU : l'impossible succession d'Angela Merkel	45
2. Les Verts et l'économie sociale de marché	50
3. Le SPD ou la société du respect	56
4. Puissance et stagnation de l'AfD	62
IV. La prospérité en débat	66
1. L'héritage d'Angela Merkel : seize ans d'une Allemagne heureuse ?	66
2. « Que tout change pour que rien ne change » : comment l'industrie s'adapte au changement climatique	81
3. Vers une meilleure répartition de la richesse ?	93
V. L'affirmation de la puissance allemande	99
1. L'Allemagne, une puissance qui s'assume en Europe ?	99
2. La géopolitique allemande est-elle toujours dominée par les intérêts de l'industrie ?	106
3. Tentation atlantiste versus autonomie stratégique européenne	120
Conclusion	125
Remerciements	127

INTRODUCTION

« Si vous faisiez un film sur l'Allemagne, que monteriez-vous ? »

« Je ne ferais pas de film sur l'Allemagne, car il n'y a plus rien à raconter.
C'est un pays prospère où il ne se passe rien. »

Ce court dialogue est extrait d'un entretien que nous avons eu en janvier 2021 avec le cinéaste Volker Schlöndorff dans sa maison de Potsdam, près de Berlin. Cet Allemand cosmopolite à l'ironie joyeuse, parti vivre sa vie aux quatre coins du monde, était revenu s'installer en Allemagne en 1989, au lendemain de la chute du mur, parce que « c'était là que les choses se passaient ». Au début de ces années 90 où le pays se réunifiait et recommençait son histoire à partir de presque zéro, et où quelques personnes de bonne volonté, venues de l'ancien Est et de l'ancien Ouest, avaient pris la décision de se réunir le dimanche pour se raconter leurs expériences respectives qui semblaient si exotiques, vues du côté opposé du Mur, il avait fait la connaissance d'une jeune ministre timide et protestante, une représentante de cet « autre côté » : Angela Merkel. En ces années 90, l'Est revenait en Allemagne. La démocratie se réinventait, la monnaie nationale disparaissait, la guerre de Yougoslavie mobilisait, l'Europe se construisait. Le pays d'aujourd'hui, en comparaison, paraît heureux, uni, stable et sans histoires. C'est d'ailleurs la principale mission que s'est fixée Angela Merkel au cours de ses seize ans à la tête du pouvoir : installer une Allemagne heureuse, unie, stable et sans histoires. Mais aussi prospère et puissante. Le pays décrit comme « l'homme malade de l'Europe » au début des années 2000 est devenu sous son règne la première économie européenne, un partenaire commercial de niveau mondial et sa dirigeante, l'interlocutrice privilégiée du nouveau président américain Joe Biden.

Les détracteurs d'Angela Merkel lui reprochent de n'avoir à son actif aucune réforme d'envergure. C'est exact. Elle a profité de la mise en œuvre de l'euro par Helmut Kohl et des lois sur le travail de Gerhard Schröder. Ses quatre mandats consécutifs auront essentiellement consisté à gérer une succession de crises européennes et mondiales. Crise financière en 2008, crise des dettes souveraines et catastrophe de Fukushima en 2011, annexion de la Crimée par Vladimir Poutine en 2014, crise des migrants en 2015, Brexit et élection de Donald Trump en 2016, crise du coronavirus en 2020... Ceux qui la jugeront à l'aune de sa vision ou de ses réformes considéreront ses mandats comme autant d'échecs. Sa principale force est d'avoir maintenu un cap au sein des crises et des conflits qui auraient pu tourner au désastre,

d'avoir su comprendre l'opinion et accompagner sa dynamique. D'avoir consolidé la puissance économique tout en la rendant, aux yeux du monde, acceptable. « Un pays prospère où il ne se passe rien ».

Cette année, pourtant, l'Allemagne s'apprête à subir une petite secousse tellurique. La Chancelière qui pendant seize ans a dirigé le pays et incarné aux yeux du monde le visage de l'Europe prépare ses adieux à la scène. À partir des élections générales du 26 septembre et jusqu'à la constitution d'un gouvernement de coalition capable de désigner un nouveau chancelier, elle se contentera de gérer les affaires courantes, avant de partir pour de bon.

De quoi Merkel est-elle la fin ? D'un style. D'une morale. D'un roc. D'un pilier dans un monde compliqué et turbulent. D'un centrisme radical, politique et diplomatique. D'une époque, aussi, où l'Allemagne pouvait encore servir en priorité ses intérêts économiques, s'abriter derrière l'alliance atlantique et éviter sa part du fardeau pour la préservation de l'ordre international. Les temps changent. La Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping aussi. La crise du coronavirus a déjà ouvert la voie à une révolution de la philosophie allemande de l'endettement et de la solidarité européenne ; la position de l'Allemagne dans le monde ne peut pas éviter d'être également redéfinie. Le départ d'Angela Merkel permet le commencement d'une nouvelle ère. Voici l'Allemagne, année zéro.

L'ALLEMAGNE FACE AU CORONAVIRUS : LES RÉVOLUTIONS D'UN MODÈLE

Parcourir l'Allemagne en ce début d'année 2021 donne avant tout l'image d'un pays immobilisé par la pandémie. Les restaurants, les magasins et les écoles sont fermés, les transports sont vides et même si l'Allemagne n'a jamais imposé à sa population un confinement aussi contraignant que dans d'autres pays d'Europe, les rues balayées par un vent froid semblent désertées par la population.

La crise du coronavirus est apparue, dans un premier temps comme une crise « sur-mesure » pour l'Allemagne, illustrant les forces du modèle allemand : la résilience dont le pays a fait preuve durant la première vague a mis en évidence la solidité du système de soins, alors que le succès des laboratoires Curevac et BioNTech témoignait de son avancée dans le domaine de la recherche médicale... Plus que son surgissement inattendu, c'est le prolongement de cette crise qui a ébranlé les fondements du modèle allemand. L'étude de la gestion allemande de la crise du Covid permet en effet de l'appréhender comme un laboratoire, un symbole des différents domaines dans lesquels l'Allemagne se transforme actuellement : le fédéralisme, l'orthodoxie budgétaire et la confiance dans la démocratie – les trois piliers du modèle allemand – sont durablement ébranlés par la crise du coronavirus.

1. Le fédéralisme en question

La Chancelière allemande, qui a fait de la gestion des épreuves et de la résolution des problèmes sa marque de fabrique, doit se résoudre à quitter ses fonctions sans avoir pu mettre un point final à une double crise majeure : la crise sanitaire la plus grave et la plus imprévisible que l'Union européenne ait jamais eu à affronter ; et les bouleversements économiques et sociaux que cette pandémie a engendrés pour plusieurs années. La crise du coronavirus est un révélateur exceptionnel des forces du système politique allemand, mais aussi de ses faiblesses, au point d'en venir à douter des bienfaits de son principal pilier : le fédéralisme.

La pandémie de Covid19 aura été, pour Angela Merkel et pour l'Allemagne, une crise « sur-mesure ». Elle l'aura été pour la dirigeante allemande, docteure en chimie théorique et, de ce fait, seule parmi ses homologues internationaux à parler couramment la langue des taux de contamination, la seule à être capable d'expliquer les courbes exponentielles de reproduction du virus, avec simplicité et pédagogie. Les Français, qui croient en la puissance de l'État de manière presque religieuse, ont tendance à expliquer la marche du monde par ceux qui le dirigent. Ce qui est une douce illusion en France est une franche aberration en Allemagne : l'impact de la Chancelière est d'autant plus relatif que son rôle est moins important dans l'Allemagne fédérale, où l'exécutif délègue une partie conséquente de son pouvoir aux 16 ministres-présidents des *Länder* et ne peut rien décider sans consultation préalable des députés du Bundestag.

Cette pandémie aura été une crise sur-mesure pour l'Allemagne, un pays doté d'au moins six atouts pour affronter un tel cataclysme : le fédéralisme et la délégation aux *Länder* de la compétence en matière de santé ; une certaine discipline individuelle et collective dans les comportements sociaux ; la fluidité des relations entre le secteur public et le secteur privé ; la forte implication du pays en terme de recherche et développement (R&D) ; et une orthodoxie budgétaire permettant la marge de réaction nécessaire en temps de crise. La première puissance européenne nous avait habitués à sa supériorité économique ; la crise du Covid19 a révélé qu'elle nous surpasse aussi dans un domaine où la France pensait avoir l'avantage : l'État social. Bien que la France reste le pays ayant le niveau de dépenses de santé ramené au PIB le plus élevé d'Europe, la pandémie a mis au jour un service de santé allemand mieux équipé que le nôtre, avec un nombre de lits en soins intensifs bien plus élevé que les autres pays de l'OCDE et un bilan complexant : en Juin 2021, le nombre de décès liés au Covid pour 100 000 habitants est de 109,1 en Allemagne, contre 143,4 en Suède, 162,5 en France et 210,3 en Italie.

Plusieurs hypothèses ont été envisagées pour expliquer la moindre mortalité affectant l'Allemagne, dont une politique de tests massifs permettant de détecter les malades plus précocement et de limiter la progression de l'épidémie en les isolant. Mais cette réussite (relative) de l'Allemagne face à la crise a surtout révélé cinq atouts structurels du pays, tout en faisant progressivement douter de la validité du premier d'entre eux, à savoir le système fédéral.

- ▀ Le fédéralisme est en effet apparu dans un premier temps comme un atout majeur – avant de révéler ses faiblesses face à cette crise. Le modèle allemand de délégation de souveraineté, qui inclut la compétence en matière de santé, est d'abord apparu comme un levier efficace pour adapter les mesures à la réalité du terrain.

La volonté d'associer les Présidents de région à la gestion de crise a permis une capacité de réactivité, de souplesse, d'adaptation et une légèreté administrative dont manque l'autoritaire bureaucratie jacobine. En s'appuyant sur la Conférence des Ministres Präsident (*Ministerpräsidentenkonferenz*) la Chancelière a pu opérer dès le début de la pandémie une « mise en scène » du fédéralisme, cette fierté allemande, en associant les deux ministres-présidents des deux *Länder* les plus opposés et les plus puissants – le Ministre-Président de Bavière Markus Söder (CSU) et le Maire de Hambourg, Peter Tschentscher (SPD) – aux conférences de presse annonçant les principales mesures prises pour lutter contre l'épidémie.

- ▀ Ce modèle fédéral allemand tient grâce à la conjonction d'autres facteurs, et n'est rendu possible que par les autres atouts dont dispose le pays, à commencer par **une discipline individuelle et collective dans les comportements sociaux**, et un esprit civique plus développé que dans bien des pays d'Europe. L'Allemagne compte bien sûr son lot de protestataires, mais d'une manière générale le port des masques et la distanciation sociale sont observés, sans besoin d'interdictions officielles, ni d'attestations de sortie. Quand le gouvernement français « interdit » les rassemblements de plus de 1 000 personnes, le gouvernement allemand se contente de « recommander » de les éviter.
- ▀ Le troisième atout est la solidité du système de santé. Non seulement il n'a été victime d'aucune politique d'austérité (les dépenses annuelles dans le secteur ont au contraire augmenté continûment afin de pallier le vieillissement de la population), mais la solidité de l'ensemble tient avant tout à **la fluidité du système entre secteur public et secteur privé**. Entre les hôpitaux publics, les cliniques privées et les médecins de ville. Entre les instituts de recherche, les industries pharmaceutiques et les producteurs de matériel. Cette fluidité se joue, plus généralement, à tous les niveaux de la société : entre les politiques et les entreprises, entre les patrons et les syndicats, pour affronter collectivement les défis qui se posent au pays. Cette fluidité et cet esprit de coopération sont à l'origine du mécanisme de chômage partiel (*Kurzarbeit*) qui existe en Allemagne depuis la crise économique et financière de 2008 et a inspiré de nombreux pays d'Europe à l'occasion de la crise du coronavirus.
- ▀ Quatrième atout, **la forte implication du pays en matière de recherche et développement**. Avec un budget en R&D de 3,1 % du PIB, l'Allemagne dépasse l'objectif européen (fixé à 3 % pour l'année 2020) et se situe à la 3^e place parmi les six pays de l'OCDE les plus importants en termes de dépense intérieure de recherche et développement expérimental (DIRD), derrière la Corée du Sud et le Japon, et devant les États-Unis. Contrairement au « pays des vaccins » – la

France – qui a manqué au rendez-vous – l'Allemagne a produit le premier vaccin anti-COVID-19 à être homologué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : le vaccin à ARN-messager mis au point par la société BioNTech, laquelle a signé un accord de partenariat avec l'américain Pfizer.

► Cinquième atout, **l'orthodoxie budgétaire permettant la marge de réaction nécessaire en temps de crise**. La religion du « *Schwarze Null* », sur laquelle l'Allemagne est revenue par nécessité face à une crise exceptionnelle, a permis à la première puissance européenne de puiser dans ses ressources et d'aborder l'épidémie avec une capacité d'endettement favorable au rebond économique d'après crise. Une démarche keynésienne qui peut, à première vue, surprendre de la part de l'Allemagne.

L'atout majeur qu'est le fédéralisme, vu comme un élément clé de la réussite allemande dans la crise sanitaire, s'est avéré plus discutable au fil de la lutte contre la pandémie. Dès le premier déconfinement et lors de la deuxième vague apparue à la fin de l'année 2020, **il est apparu, au contraire, comme un facteur d'instabilité, aboutissant à un patchwork de mesures (*Flickenteppich*) incompréhensibles pour la population**. À un début de campagne de vaccination laborieux, comme partout dans l'Union européenne, en raison de problèmes logistiques et par manque de personnels soignants, se sont ajoutées des délibérations entre *Länder* virant à la cacophonie. Ni le ministre fédéral de la Santé, ni le ministre de l'Éducation n'ont le pouvoir d'imposer la fermeture des restaurants, des lieux culturels ou des écoles. Ils ne peuvent que les préconiser. La Chancelière n'est pas habilitée à décréter l'état d'urgence si elle l'estime nécessaire. En vertu de la loi de 2001 sur la prévention des infections qui lui permet de prendre des mesures sanitaires nationales, elle avait interdit les rassemblements publics de plus de deux personnes, mais les *Länder* gardent les prérogatives sur la mise en œuvre de telles décisions. Certains ont suivi les recommandations de Berlin, d'autres non. L'hétérogénéité des mesures adoptées d'un *Land* à l'autre, et leur volatilité face à l'évolution rapide de la situation, contribuent incontestablement à diminuer l'acceptation de ces mesures par la population.

Les Allemands tiennent à leurs identités régionales, d'autant plus que les expériences du nazisme et du communisme en RDA les ont vaccinés contre toute forme de centralisme. Le fédéralisme est perçu à la fois comme une garantie démocratique par le système de contre-pouvoirs, et comme un facteur de concurrence stimulante. Si l'attachement au fédéralisme reste une constante en Allemagne, un sondage montrait que pendant la pandémie, deux tiers des Allemands étaient favorables à la mise en place de mesures unifiées à l'échelle du pays.

Ce n'est pas la première fois que sont constatées les failles du système fédéral, inscrit dans la constitution allemande imposée par les Américains au lendemain de la Guerre. Les compétences des *Länder* dans les secteurs culturel, scolaire et universitaire entraînent des difficultés pour les ministres fédéraux, notamment pour négocier au sein du Conseil de l'Union européenne. Chaque *Land*, par exemple, possède son propre programme d'éducation et le baccalauréat n'a pas la même valeur partout. En 2006, alors que l'Allemagne décrochait brutalement dans les classements Pisa, une modification de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne a été adoptée pour réformer les relations entre la Fédération et les *Länder*, visant à améliorer le pouvoir d'action et de décision. Mais la question du fédéralisme se repose à chaque crise importante : lors de la crise des migrants de 2015, l'Allemagne avait pâti de la mauvaise coordination entre *Länder*, due à l'absence de centralisation des données. Le système fédéral avait également été mis en cause, notamment au moment de l'attentat au camion-bélier commis sur un marché de Noël à Berlin, en décembre 2016. Le terroriste islamiste, de nationalité tunisienne, avait pu se procurer des papiers attestant de 14 identités différentes par autant d'administrations régionales. Le modèle fédéral allemand, à qui l'on attribue si souvent le bénéfice de l'efficacité allemande, s'est trouvé là encore mis en accusation : dans un État plus centralisé, le terroriste aurait-il pu ainsi déjouer les contrôles des autorités allemandes ? Les inondations dramatiques qui ont submergé la Rhénanie et le Palatinat, en juillet 2021, ont également relancé le débat sur le fédéralisme : alors que la candidate des Verts à la Chancellerie, Annalena Baerbock, appelait à renforcer les compétences de l'État fédéral pour lutter contre les catastrophes naturelles à venir, le Ministre de l'intérieur Horst Seehofer, ancien pilier des conservateurs bavarois, affirmait quant à lui que « la centralisation n'apporte rien ».

Dans la crise sanitaire, c'est l'affaiblissement de l'autorité de la Chancelière par rapport aux *Länder* qui a été constatée et qui a conduit à remettre en cause les équilibres traditionnels. Alors que l'harmonie régnait plus ou moins, lors de la première vague, sur les limitations de la vie publique, les ministres-présidents se sont naturellement trouvés sous la pression de leurs opinions publiques et des milieux industriels hostiles à la prolongation du confinement. La division s'est creusée entre partisans d'une politique plus souple dans les restrictions et ceux qui, comme la Chancelière, voulaient un renforcement des mesures au niveau fédéral. La cacophonie l'a emporté. Incapable de discipliner ses troupes, Angela Merkel ne parvenait pas à imposer sa conception des mesures à prendre pour endiguer la pandémie. En octobre 2020, au cours d'une réunion qui a duré près de huit heures avec les présidents de régions pour se mettre d'accord sur des directives nationales, elle a critiqué une « orgie » de discussions. Son autorité est apparue discréditée.

Sans aller jusqu'à dénoncer explicitement le principe du fédéralisme, Angela Merkel n'a pas caché son exaspération face aux réticences de certains *Länder* à mettre en place les mesures appropriées pour contrer la pandémie, allant jusqu'à leur reprocher de « violer » les engagements pris avec le gouvernement fédéral. L'affaire prend une tournure politique dans la mesure où la région la plus visée par la Chancelière est la Rhénanie-du-Nord-Westphalie qui n'est autre que le *Land* dirigé par Armin Laschet, le candidat CDU à sa succession à la chancellerie. En avril 2021, la Chancelière a franchi le pas : elle a fait adopter en conseil des ministres un projet de loi restrictive des pouvoirs des *Länder* en cas de crise sanitaire, donnant au gouvernement fédéral la compétence dans un des domaines où ce sont normalement les *Länder* qui légifèrent. Parmi ces domaines, listés à l'article 74 de la Loi fondamentale, figurent « les mesures contre les maladies humaines et animales constituant un danger public ». D'éventuelles mesures de confinement peuvent désormais être imposées aux régions. Autrement dit, la loi permet à l'État fédéral de court-circuiter les *Länder*. **C'est une mini-révolution dans le modèle fédéral. Celui-ci ne peut être remis en cause en tant que système politique global en Allemagne, dans la mesure où il bénéficie toujours du soutien d'une majorité de la population, mais le prochain gouvernement ne pourra faire l'économie d'une réflexion sur la répartition des compétences.**

2. La révolution européenne et la remise en cause du « *Schwarze Null* »

La nécessité d'apporter une réponse massive aux conséquences économiques de la pandémie a provoqué en Allemagne une double révolution : en proposant un plan de sauvetage qualifié par le Ministre des finances de « Bazooka », l'Allemagne est parvenue à remettre en cause son attachement à l'orthodoxie budgétaire ; pour éviter le risque d'explosion du marché unique, elle a soutenu un plan de relance européen historique appuyé sur une capacité d'endettement en commun.

Une telle décision était impensable jusqu'alors dans un pays qui utilise les mêmes mots pour « endettement » (*Schulden*) et pour « faute » (*Schuld*). L'endettement y est une faute morale et l'équilibre budgétaire un principe de valeur constitutionnelle, inscrit dans la Loi fondamentale. La règle d'or selon laquelle « les recettes et les dépenses doivent s'équilibrer » est en effet inscrite dans la loi fondamentale de la République fédérale (art. 115). Elle est renforcée en 2009, par la loi « *Schuldenbremse* » (« frein à l'endettement »), proposée par le ministre des finances d'alors,

Wolfgang Schäuble, et votée aussi bien par la droite (CDU/CSU) que par la gauche (SPD). L'objectif fixé par la règle d'or allemande impose des contraintes plus restrictives encore que les règles européennes : un déficit structurel de 0 % sur la période 2015-2019 – le « *Schwarze Null* », littéralement « zéro noir », que l'on pourrait traduire par « zéro pile ». Ce frein supplémentaire à l'endettement, qui interdit à l'État de s'endetter au-delà de 0,35 % de son PIB chaque année (le Pacte de Stabilité révisé et entré en vigueur en 2013 prévoit un déficit structurel autorisé de 0,5 %), est inscrit dans la constitution et demanderait une majorité de trois cinquièmes au parlement pour être modifié, ce qui semblait inatteignable compte tenu de l'opposition ferme des conservateurs et des libéraux. La stratégie de la première économie de la zone euro est ainsi fondée sur le principe de la responsabilité budgétaire et Angela Merkel s'était engagée à réduire simultanément les déficits et la dette publique : les comptes publics sont revenus à l'équilibre en 2015, pour la première fois depuis 1969.

Une question se pose aujourd'hui : l'Allemagne est-elle devenue keynésienne à la faveur de la crise ou l'a-t-elle toujours été ? Une logique contracyclique proprement keynésienne sous-tend l'action de l'Allemagne sur le long terme. En constituant des excédents budgétaires en période d'expansion, l'Allemagne dispose de coudées franches pour réagir en période de récession. La religion du « *Schwarze Null* », objet de reproches récurrents de la part de son partenaire français, permet à l'Allemagne de puiser dans des ressources et de mettre en œuvre une politique « keynésienne » lorsque la situation l'exige. En attestent les sommes astronomiques¹ que l'Allemagne a mises en place dès le début de la crise sanitaire. Un gigantesque plan de soutien de 1 100 milliards d'euros a vu le jour dès mars 2020. Il comprenait des mesures inédites peu compatibles avec l'ordolibéralisme, telles que le Fond de stabilisation économique (*Wirtschaftsstabilisierungsfonds*) prévoyant jusqu'à 600 milliards d'euros pour permettre à l'État de recapitaliser les entreprises les plus durement touchées par la crise. Berlin est ainsi devenu, à la faveur de la crise, le premier actionnaire de la compagnie aérienne Lufthansa et l'un des actionnaires principaux de l'entreprise de tourisme TUI. En juin 2020, l'Allemagne adoptait un plan de relance (*Konjunkturprogramm*) de 130 milliards d'euros. En novembre et décembre 2020, au début d'un deuxième confinement particulièrement long, l'Allemagne a mis en place deux programmes très généreux, les *November und Dezember Hilfe*, permettant aux entreprises d'être indemnisées à 75 % de leur chiffre d'affaires de 2019... L'Allemagne a ainsi présenté sa version du « quoi qu'il en coûte » : « *kostet, was es wolle* », en termes de sommes disponibles. **De nombreuses voix se sont**

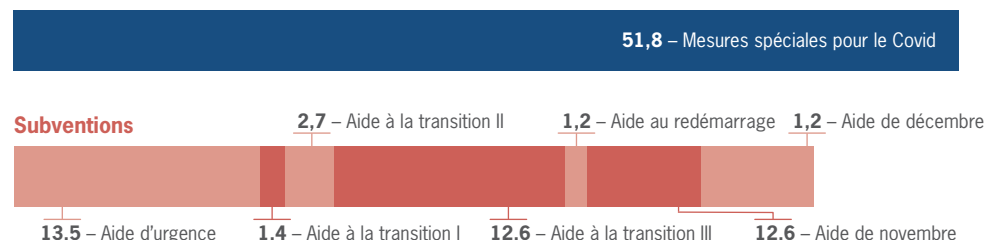
¹ Ministère fédéral de l'Économie, *Aide pour le Coronavirus : Les instruments de financement en un coup d'œil*, Mars 2021.

cependant élevées pour dénoncer la lenteur du versement de ces subventions et une bureaucratie excessive. À la fin du mois de juin 2021, près de 109,6 Milliards d'euros avaient été réellement décaissés pour soutenir l'économie allemande face à la pandémie.

Soutien à l'économie allemande dans le cadre de la pandémie

(Total des approbations/déboursés : 109,6 Mrd d'euros)

Aide de la KfW



Recapitalisations



Garanties



Total : 109,6

Quelles sont les conséquences de ce tournant ? **Le débat agite la politique allemande, entre les partisans d'une pérennisation de l'endettement et ceux qui insistent pour un retour rapide au zéro déficit.** D'un côté les Verts et dans une moindre mesure les sociaux-démocrates du SPD entendent donner valeur de jurisprudence au plan de relance et pérenniser l'endettement afin de favoriser les investissements et de limiter la casse sociale. Ils bénéficient pour cela d'un soutien puissant, celui des syndicats. Reiner Hoffmann, Président du Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB), qui affirme ainsi : « *Nous devons reconnaître que si nous voulons façonner notre avenir, nous avons besoin d'un programme d'investissement massif. C'est pourquoi nous sommes très favorables à ce que nous sortions de la crise par des investissements, et à ce que les règles de l'endettement soient*

réformées ». Cette voix est loin d'être isolée au sein des milieux économiques. Dès 2019, le président de la Banque centrale allemande, Jens Weidmann, avait lui aussi remis en question le dogme du « *Schwarze Null* », et ce avant même la crise sanitaire. Dans une interview au *Süddeutsche Zeitung* de décembre 2019, alors que la première économie européenne entrait dans une période de stagnation, il déclarait que la règle de l'équilibre budgétaire strict devait servir comme « *un objectif pédagogique pour garantir des finances saines* », mais qu'elle « *ne doit pas être un fétiche* ».

D'autre part les libéraux du FDP et les conservateurs de la CDU/CSU réitèrent leur refus de la dette publique et veulent revenir au « *Schuldenbremse* » (frein à l'endettement), qui fonde leur identité. « *Des finances saines sont une valeur en soi, elles créent la confiance, assurent la justice intergénérationnelle et donnent au gouvernement la capacité de réagir en temps de crise* », résume le député Rüdiger Kruse, rapporteur (CDU) pour les transports et les infrastructures numériques au sein de la commission du budget du Bundestag. Au sein de la CDU, une voix dissonante s'est élevée contre l'avis du parti. À la fin du mois de janvier 2020, et à la lumière des contraintes budgétaires liées à la pandémie, le ministre de la Chancellerie Helge Braun a fait campagne pour un nouveau départ de la politique budgétaire et proposé de suspendre le « *Schuldenbremse* », afin de faire face à la crise du Covid-19 dans les prochaines années. Dans la mesure où il n'est pas suivi par son groupe parlementaire et où le pouvoir budgétaire appartient au parlement, Helge Braun reste isolé. **Mais sa prise de position témoigne d'un consensus de plus en plus fragile.**

Le revirement de l'Allemagne vis-à-vis de l'orthodoxie budgétaire présente également un versant européen. Le 18 mai 2020 scelle désormais une date anniversaire pour l'Union européenne : ce jour-là, Angela Merkel et Emmanuel Macron donnent une conférence de presse commune pour annoncer leur compromis né d'une volonté portée de longue date par le Président français, et d'un « *changement de philosophie* » décidé par la Chancelière allemande, à la faveur des circonstances exceptionnelles de la pandémie. L'initiative franco-allemande d'un vaste plan de relance européen reposant sur un endettement commun, qui n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien d'Angela Merkel, implique de la part de l'Allemagne un revirement à 180 degrés de ses dogmes sur l'équilibre budgétaire et sur le refus jusqu'ici radical de toute ébauche de mutualisation des dettes.

Le plan proposé par la France et l'Allemagne, repris et renforcé par la Commission européenne, est ensuite voté – dans la douleur – par l'ensemble des 27 pays membres. 750 milliards d'euros sont levés sur les marchés par l'Union européenne,

mis à disposition des États les plus touchés par la crise et remboursés par l'ensemble des Vingt-Sept – grâce à une batterie de recettes communautaires et sans peser sur les contribuables européens. L'Allemagne rompt ainsi avec l'obsession de l'austérité. Comment interpréter ce « tournant européen » de l'Allemagne ?

La mutualisation des dettes sur laquelle se fonde le plan de relance européen est un séisme politique, mais il serait erroné de voir dans ce virage radical le signe d'un changement de cap. Pour le personnel politique – à commencer par le président de la commission des Affaires européennes au Bundestag, Gunther Krichbaum, le plan de relance européen est une réponse exceptionnelle à une situation exceptionnelle. Il ne s'agit pas d'un geste subit de philanthropie de la part de l'Allemagne, mais d'une continuité et d'une clairvoyance : face à l'urgence, la prise de conscience que l'Allemagne, toute puissante qu'elle soit, a besoin de l'Europe.

► **L'Allemagne a besoin de l'Europe politiquement**, dans le nouveau monde multilatéral où seules les grandes puissances font entendre leur voix, où les États-Unis ou l'Inde ne nous attendent pas, où la Chine apparaît comme une puissance conquérante et inquiétante. *« La pandémie a révélé la rapidité avec laquelle les chaînes d'approvisionnement européennes peuvent être interrompues, et la vitesse à laquelle l'Europe peut se transformer en jeu d'échec sur lequel les puissances extérieures choisissent de faire avancer leurs pions », analyse Roderick Kefferpütz, analyste senior au Mercator institute for China studies.*

► **L'Allemagne a besoin de l'Europe économiquement**, alors qu'elle dépend principalement du marché unique : le commerce intra-européen représente 67 % des exportations de l'Allemagne, quand 65 % des importations proviennent d'États membres de l'UE (chiffres 2020). Face à cette crise sanitaire dont la conséquence a été une récession des économies européennes sans précédent en temps de paix, la Chancellerie a pris conscience qu'il était dans l'intérêt de l'Allemagne de jouer l'intérêt communautaire. *« Si l'Europe est faible, l'Allemagne est faible » reconnaît-elle. « Nous agissons aussi dans notre propre intérêt. Il est dans l'intérêt de l'Allemagne que nous ayons un marché unique fort, que l'Union devienne de plus en plus unie et qu'elle ne s'effondre pas. Ce qui est bon pour l'Europe était et demeure bon pour nous ».* En ce sens, comme l'explique encore Roderick Kefferpütz, le plan de relance européen représente moins un changement fondamental pour l'Allemagne qu'il n'est le signe d'une nouvelle « constellation politique » européenne : *« le destin de l'économie allemande est désormais inséparable de celui de l'Europe. »*

Pour en prendre conscience, il aura fallu à la Chancellerie un événement, un homme, et un déclic. L'événement : la crise la plus importante qu'ait connue l'Union européenne depuis sa création. L'homme : le président français, Emmanuel Macron, mobilisé à la convaincre de la nécessité d'une souveraineté européenne. Le déclic : l'arrêt de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe du 5 mai, qui menaçait de déclarer inconstitutionnelle la politique de rachat de dettes publiques par la BCE destinés depuis 2012 à soutenir la zone euro secouée par les crises, alors même que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) l'avait validée. Non seulement la décision de la plus haute juridiction allemande pouvait mener à l'explosion de la monnaie unique, mais elle revendiquait une forme de suprématie sur le droit européen. Ce sont à la fois la position nationaliste des juges et leur contestation du droit européen qui ont fait réagir la Chancellerie. Une semaine plus tard, elle se ralliait à la proposition française d'un plan de relance alimenté par une dette commune, auquel succéderait l'adoption du cadre financier pluriannuel 2021-2027 de 1 090 milliards d'euros.

Le résultat de ce revirement est historique. L'Union européenne, pour la première fois de son histoire, lance un emprunt d'une telle ampleur en son nom propre, par le biais de la Commission : un transfert massif de ressources des économies les plus fortes en faveur des pays les plus touchés. **Le fait que les crédits soient remboursés non pas par les seuls bénéficiaires mais collectivement, au prorata des contributions budgétaires des uns et des autres, est un élément fort de solidarité.** La Chancellerie a pu franchir ce pas car il ne s'agit pas d'eurobonds ou de coronabonds, jugés irrecevables par le parlement allemand : à la différence des autres mécanismes existants, les crédits octroyés aux États les plus touchés ne sont pas des prêts mais des subventions destinées au financement de projets. Le nouveau parquet européen né d'une coopération renforcée à 22 États, qui a pris ses fonctions le 1^{er} juin 2021, dirigé par la magistrate roumaine Laura Codruta Kövesi, aura notamment pour mission de protéger les intérêts financiers européens contre les fraudes relatives à l'attribution des 750 milliards d'euros du fonds de relance.

Le vocabulaire à lui seul manifeste une avancée gigantesque. Quelques jours plus tôt, devant le Bundestag, Angela Merkel avait déclaré son attachement indéfectible à la monnaie unique européenne et plaidé pour une plus grande « intégration » économique et politique de la zone euro pour lui permettre d'agir en solidarité avec ses membres les plus faibles. La Chancellerie osait même une référence inédite à Jacques Delors, l'ancien président français de la Commission européenne, pour lequel l'union monétaire ne pouvait se concevoir sans union politique, en reprenant ses termes : *« Nous ne devons pas oublier ce que Jacques Delors disait avant*

l'introduction de l'euro : il faut une union politique, une union monétaire ne suffira pas. » L'Allemagne n'est peut-être pas prête à aller jusqu'à « l'intégration » telle que l'entendait Jacques Delors avec notamment un budget propre de la zone euro. Pour autant, selon les mots-mêmes d'Angela Merkel, il s'agit véritablement d'un « changement de philosophie ».

Sur le plan européen, le renforcement des capacités budgétaires de l'Union est un mouvement inéluctable, mais il serait illusoire de voir dans le fonds Next Generation EU (NGEU) un changement radical de position. Ce fonds de relance, fondé sur une capacité d'endettement commun, reste une réponse exceptionnelle à une situation exceptionnelle, et impose aux États membres de mettre de l'ordre dans leurs finances publiques et de renforcer leur compétitivité pour convaincre l'Allemagne du bien fondé de cette décision. D'autant plus que la crainte d'un retour de l'inflation pourrait fragiliser ces avancées européennes. Néanmoins, il est probable que le prochain Chancelier plaidera en faveur d'une plus grande intégration économique de l'Europe, qui s'accompagnera d'un renforcement des pouvoirs du Parlement européen. La France, qui plaide depuis des années pour une nouvelle gouvernance économique de l'Europe, n'a jamais pris au sérieux la question de la légitimation démocratique de la décision budgétaire : un budget, pour les Allemands, requiert un vote préalable et un contrôle de son exécution par un Parlement.

3. La confiance dans la démocratie

La fragilisation de la confiance des citoyens allemand dans leur démocratie représente le troisième tournant provoqué par la crise sanitaire. Angela Merkel ne s'était pas trompée lorsqu'elle affirmait que « *le virus représente une mise à l'épreuve de notre démocratie* ». **Au mois d'août 2020, des manifestants anti-corona lancent l'assaut sur le Reichstag, rappelant ainsi la fragilité de l'exception démocratique allemande.**

À partir de l'été 2020, un sentiment de perte de contrôle, le renforcement prolongé des mesures de confinement et la *Corona-Müdigkeit*, la fatigue de la pandémie, ont contribué à altérer la confiance des Allemands dans leur État. Au-delà de l'apparition de nouvelles formes de violences extrêmes, suscitées par la mise en place des mesures visant à ralentir la propagation du virus, la crise sanitaire a incontestablement révélé certaines fragilités de la démocratie allemande : une certaine complaisance vis-à-vis de la corruption et la faiblesse de son administration.

L'assaut sur le Reichstag s'inscrit dans le contexte plus large d'un mouvement d'opposition aux mesures restrictives adoptées par le gouvernement allemand pour lutter contre la propagation de l'épidémie. À partir du 13 mai 2020, des manifestations éclatent dans quelques grandes villes d'Allemagne – et principalement à Stuttgart et Dresde – pour dénoncer les restrictions des principales libertés et la menace que ces mesures font peser sur l'avenir économique du pays. Organisées initialement par le comité « *Querdenken 711* » de Stuttgart, ces manifestations rassemblent un ensemble hétérogène de manifestants, mêlant des familles, des hippies armées de drapeaux arc-en-ciel, des défenseurs des libertés, aux côtés de militants d'extrême droite et d'adeptes de la théorie du complot qui tous défendent la possibilité de « penser différemment » (*querdenken*).

Si Dresde, en Allemagne de l'Est, est identifiée depuis de nombreuses années comme un foyer de la protestation d'extrême droite, le rôle de Stuttgart, capitale prospère de l'industrie automobile dans le Bade-Wurtemberg, est plus surprenant. Une étude de la Konrad Adenauer Stiftung (KAS)² a cherché à comprendre les facteurs expliquant l'origine de Stuttgart comme foyer de contestation. Outre la forte implantation des mouvements anthroposophes dans cette région, **l'étude de la KAS analyse ce mouvement comme une réaction à la centralisation berlinoise. Sur le plan culturel, cette réaction est ainsi décrite comme une réactualisation de l'opposition historique des duchés de Saxe et du Wurtemberg au Royaume de Prusse ; sur le plan économique, elle traduit un rejet de certaines régions productives d'Allemagne vis-à-vis d'une capitale politique, perçue comme « centralisatrice » et « arrogante ».** À mesure que Berlin renforce son rôle de capitale politique et médiatique du pays, apparaît, dans certaines régions riches d'Allemagne, le sentiment d'être marginalisé culturellement.

Dès le départ, ce mouvement de protestation inquiète les autorités allemandes par sa capacité à rassembler des forces hétérogènes et par la violence qui s'y exprime. Comme le rappelle Stephan Steinlein, Secrétaire d'État à la Présidence de la République allemande, « *la violence d'extrême gauche existe depuis longtemps en Allemagne : elle s'exprime à travers certains lieux investis comme des zones de non-droit, explosant parfois, comme lors du G7 à Hambourg. Le phénomène nouveau c'est la violence d'extrême droite, ces groupuscules liés notamment aux Reichsbürger qui croient à la permanence de l'ancien Reich allemand et ne reconnaissent pas la République fédérale...* ». Ces manifestations anti-corona jettent en effet une lumière nouvelle sur l'essor de la sphère conspirationniste en Allemagne.

² Konrad Adenauer Stiftung, Michel Blume, *Pour la liberté - et l'antisémitisme ? Tendances mythologiques de la conspiration dans la crise du Coronavirus*, Août 2020.

Deux mouvements particulièrement visibles dans les cortèges anti-corona ont accaparé l'attention des autorités et des médias. Le premier est celui des adeptes de « Qanon », un mouvement complotiste originaire des États-Unis dénonçant le trafic d'enfants organisé par les élites mondialisées et dont les thèses ont progressé en Allemagne et en Europe à la faveur de la pandémie. Le second est celui des « *Reichsbürger* » ou citoyens du Reich, un mouvement d'extrême droite persuadé que l'Empire allemand n'a jamais cessé d'exister et ne reconnaissant ni l'existence de la République fédérale, ni le système juridique sur lequel elle est fondée. Leur drapeau est précisément celui qui dominait les images de la « prise du Reichstag », dont la mise en scène devait révéler, comme au temps de Weimar, une démocratie affaiblie.

Le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland a tenté, sans grand succès, d'instrumentaliser politiquement ces mouvements de protestations, en reprenant notamment le concept de « *Corona-Diktatur* » dans les débats au Parlement. Mais le mouvement échappe encore largement à toute forme d'identification précise. Pour pouvoir mettre sous surveillance ce mouvement, l'Office de protection de la Constitution, le renseignement intérieur allemand, a ainsi dû créer en juin 2021 une nouvelle catégorie de menace baptisée « délégitimation de l'État de droit et de la Constitution », reconnaissant ainsi que ce mouvement ne peut être réduit aux extrémismes classiques, de gauche ou de droite. **Comme les gilets jaunes ou le mouvement antivaccin en France, ce mouvement de protestation hétérogène, cette nouvelle forme d'extrémisme installée au centre de la société, peut, sur le long terme, déstabiliser les bases de la démocratie allemande.**

La confiance des citoyens dans la politique menée par l'État fédéral et les *Länder* fut sans aucun doute l'un des fondements du succès de l'Allemagne dans sa stratégie de lutte contre le coronavirus. Une étude de la Bertelsmann Stiftung³ publiée en mai 2020 révélait ainsi la confiance inédite des Allemands dans un État, perçu par 68 % des Allemands comme « fort », soit une amélioration de 23 points par rapport à l'année précédente. Un an plus tard, la situation semble s'être inversée : dans son rapport⁴ sur la cohésion sociale au temps de la pandémie, la Bertelsmann Stiftung identifie comme « un danger pour la démocratie » l'effondrement relatif de la confiance des catégories les plus défavorisées dans le système politique allemand. Le manque de tests mais surtout l'insuffisance du nombre de doses de vaccins, apparaît à partir du mois de février 2021, comme un symbole de l'échec du gouvernement allemand.

³ Bertelsmann Stiftung, Dr. Robert Vehrkamp, Lars Bischoff, *La confiance en le gouvernement après la première phase de la pandémie atteint un niveau record*, mai 2020.

⁴ Bertelsmann Stiftung, Dr. Kai Unzicker, Robert Follmer, Thorsten Brand, Jana Hölscher, *La cohésion à l'heure du Coronavirus : la base stable menace de s'effriter*, mai 2021.

Comment expliquer le retard de l'Allemagne dans la campagne de vaccination, alors même que le vaccin développé par Pfizer, avait été inventé dans le laboratoire allemand BioNTech ? Il faut reconnaître à la Chancelière le mérite de s'être opposée à la tentation allemande de développer une stratégie de vaccination nationale, alors que le choix de confier à l'Union européenne le soin d'approvisionner l'Europe en vaccins s'avérait, pendant un temps, défaillant. En choisissant de maintenir son soutien à la Présidente de la Commission européenne, son ancienne ministre de la Défense, Angela Merkel, a parallèlement affaibli son ministre de la santé.

Éternelle figure montante de la droite allemande, le jeune et ambitieux Jens Spahn – dont la popularité dépassait en décembre 2020 celle de la Chancelière – apparaît désormais comme la première victime politique de la crise sanitaire. Pressenti un temps comme possible candidat de la CDU à la Chancellerie, il fait désormais figure de repoussoir au sein même des rangs conservateurs. La perception de son incompétence dans la campagne de vaccination n'est pas la seule cause de cette chute. Impliqué dans « l'affaire des masques », le plus grand scandale de corruption touchant la CDU depuis l'affaire des caisses noires à la fin des années 1990 (*CDU-Spendeaffäre*), Jens Spahn est accusé d'avoir favorisé l'entreprise qui emploie son mari pour l'achat de masques chirurgicaux et d'avoir proposé de distribuer les masques défaillants aux personnes handicapées et aux bénéficiaires des minima sociaux. Selon le Baromètre politique publié en juin 2021, la remontée de la CDU dans les sondages ne change rien à l'effondrement de sa popularité. **Mais « L'affaire des masques », qui a déjà contraint trois députés issus des rangs conservateurs à renoncer à leur mandat, contribue plus largement à renouveler la perception de la corruption en Allemagne.**

La confiance dans l'État atteint désormais des niveaux historiquement bas. Passé le temps de l'euphorie, la crise sanitaire a en effet levé le voile sur deux importantes failles de la démocratie allemande : un manque de transparence favorable au développement de la corruption et à l'influence des lobbies, mais également la faiblesse de son administration. **Les défaillances observées dans les campagnes de dépistage et de vaccination ont ainsi installé dans le débat public l'idée que l'Allemagne disposait d'une administration particulièrement faible.**

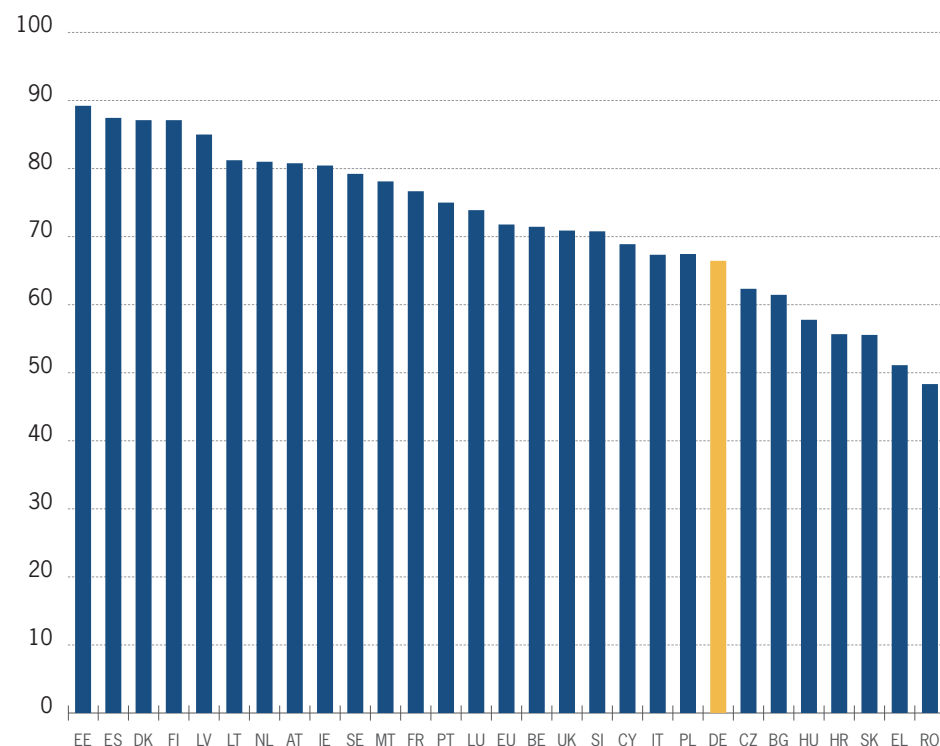
Le président du groupe conservateur au Bundestag, Ralph Brinkhaus, plaide désormais pour une « révolution » de l'administration allemande, un thème repris par le candidat de la CDU Armin Laschet qui s'engage en faveur d'une « décennie de modernisation pour l'administration ». Selon les dernières données statistiques disponibles⁵, le pays compte 4,8 millions de personnes employées dans la fonction

⁵ Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung, *Travailleurs du secteur public*, 2020.

publique (500 000 au niveau fédéral, 2,4 millions au niveau des *Länder*, 1,5 million au niveau des communes et 370 000 pour la sécurité sociale), soit un actif sur 10 employé dans la fonction publique, contre 1 sur 5 en France. Le renforcement et la modernisation de l'administration proposés par la CDU ne devrait pas passer par une augmentation significative du nombre de fonctionnaires au niveau fédéral, mais davantage par la volonté de rendre les emplois de la fonction publique plus attractifs, par l'introduction d'une plus grande flexibilité dans les carrières, par une meilleure définition des responsabilités, et la conversion au numérique de l'administration allemande. **L'Allemagne se situe en effet à la 22^e place des États européens en ce qui concerne le recours aux services publics numériques et accuse dans ce domaine un retard incontestable, désormais clairement identifié par les différents partis dans la perspective des prochaines élections.**

Indice de l'économie et de la société numériques (DESI)

(numérisation de l'administration)



Source : DESI 2020, Commission européenne.

La crise sanitaire aura permis de jeter un regard nouveau sur les forces et les faiblesses du système allemand, plaidant pour une organisation politique et administrative plus performante, en modernisant en priorité l'administration. L'impact de la crise sur les résultats des prochaines élections reste à ce jour ambivalent : si la sortie de crise et la montée en puissance de la campagne de vaccination attendue durant l'été devrait contribuer à conforter les deux partis au pouvoir, CDU et SPD, elle pourrait également avoir un effet inattendu : encore relativement bas dans les intentions de vote, le FDP, le parti libéral conduit par Christian Lindner trouve avec la crise sanitaire un nouvel élan. Sa défense des libertés fondamentales et son opposition aux mesures coercitives imposées par le gouvernement, tout comme son engagement en faveur d'un recul du rôle de l'État une fois la pandémie passée, pourraient lui permettre de séduire une partie non négligeable de l'électorat, inquiète des transformations profondes du « modèle allemand ».

LES TRANSFORMATIONS DU TERRITOIRE ALLEMAND

Comprendre l'Allemagne implique de se pencher sur l'organisation de son territoire. Pays décentralisé et récemment réuni, l'Allemagne voit aujourd'hui ses équilibres remis en cause. Un centre s'affirme, d'anciennes divisions s'estompent, et les espaces ruraux, loin de représenter une Allemagne périphérique, manifestent un dynamisme inattendu porté par le Mittelstand.

1. Les transformations de Berlin

Atterrir à Berlin au début de l'année 2021 permet d'embrasser en un regard les mutations de l'Allemagne d'aujourd'hui. La crise sanitaire, qui a immobilisé l'ensemble du trafic aérien mondial et provoqué une chute de 56 % du nombre de vols en Allemagne, n'a pas empêché l'inauguration en octobre 2020 du nouvel aéroport Willy Brandt de Berlin-Brandenburg. Livré avec dix ans de retard, marqué par une multiplication par trois des coûts de construction pour atteindre un bilan final approchant les 7 milliards d'euros – et contre l'avis des Berlinoises, qui s'étaient prononcés par référendum pour le maintien en activité de l'ancien aéroport – le nouvel aéroport de Berlin-Brandenburg incarne parfaitement les ambiguïtés de l'affirmation de la puissance allemande.

Un nouvel aéroport international

À l'instar de la Philharmonie de Hambourg ou du projet ferroviaire Stuttgart 21, le nouvel aéroport illustre les difficultés que l'Allemagne continue d'entretenir avec ses grands projets d'infrastructures. Son inauguration n'a pas manqué de soulever de nombreuses critiques. Pour les militants écologistes, qui ont tenté de bloquer son ouverture, ce nouvel aéroport est « *un musée du capitalisme fossilisé* », la négation des engagements climatiques pris par l'Allemagne alors que le « *Flugscham* » (la honte de prendre l'avion) progresse inexorablement. À l'autre bout de l'échiquier politique,

la puissante association des contribuables allemands (Bund der Steuerzahler e.V.) a profité de la mise en service du nouvel aéroport pour dénoncer l'incapacité de la société publique qui le gère d'atteindre un équilibre financier durable, alors que le trafic aérien ne devrait pas retrouver avant 2025 son niveau d'avant crise. Les errements qui ont ponctué la construction de ce nouvel aéroport, marqué par des erreurs de gestion et un excès de réglementation, trouvent leur paroxysme dans l'inauguration manquée d'un bâtiment dont se dégage à première vue un sentiment de vide.

Quel que soit le crédit que l'on accorde à ses détracteurs, le nouvel aéroport de Berlin reflète cependant l'avènement d'une Allemagne nouvelle. Les principaux aéroports de la capitale écrivent, chacun à leur façon, à différentes pages de l'histoire allemande. Construit durant la période nazie, l'aéroport de Berlin-Tempelhof fut le symbole de la folie des grandeurs propre au troisième Reich, avant de servir à la mise en place du « pont aérien » (*Luftbrücke*), qui permit de contourner le blocus de Berlin Ouest durant la Guerre froide. Arrêté en 2008, cet aéroport fut ensuite laissé à l'abandon et ses pistes d'atterrissage constituent désormais un immense espace vert au cœur de la ville. Principal aéroport de Berlin du milieu des années 70 jusqu'à sa fermeture en novembre 2020, l'aéroport de Tegel exprimait quant à lui, par ses dimensions comme par son architecture, le caractère fonctionnel et provincial de la République fédérale allemande – il ne reflétait en aucun cas les ambitions d'une capitale au cœur de l'Europe.

Baptisé en hommage au Chancelier de l'Ostpolitik, le nouvel aéroport Willy Brandt de Berlin-Brandenburg, par son gigantisme épuré inspiré de la Neue Nationalgalerie, icône de l'architecture moderne conçue par Mies van der Rohe, confère à Berlin l'aéroport international indispensable à son affirmation comme capitale de la première puissance d'Europe. Et comme l'illustre l'installation à proximité de l'aéroport de la Giga-Fabrik, la nouvelle usine de construction automobile de la marque Tesla, ce nouvel aéroport sert l'essor économique et industriel de Berlin et de sa région. **Même si elle est encore loin d'avoir le poids économique de Munich, Francfort ou Hambourg, Berlin voit désormais son développement économique accompagner son affirmation comme capitale politique et culturelle du pays.**

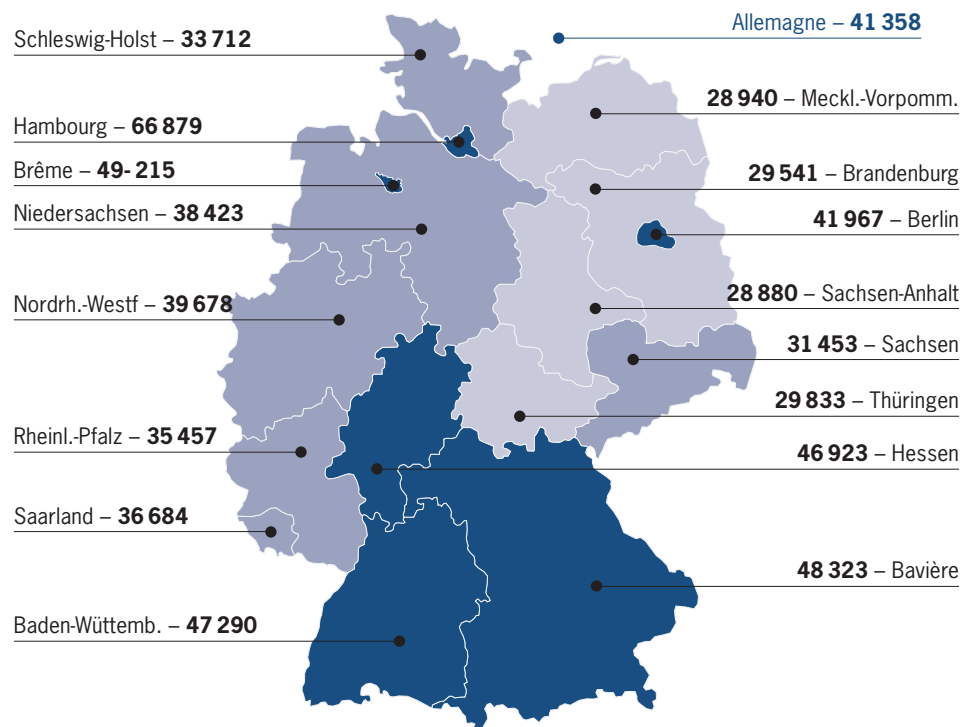
Autrefois « pauvre mais sexy », Berlin évolue

« *Berlin est pauvre mais sexy* ». C'est par cette formule lapidaire que l'ancien maire de Berlin, Klaus Wowereit, était parvenu au début des années 2000 à définir l'attractivité d'une ville éternellement en chantier, redevenue en 1991 la capitale de l'Allemagne réunifiée. Misant sur la faiblesse des loyers et le dynamisme de sa vie

nocturne pour attirer une scène créative et de jeunes entrepreneurs, Berlin aura mis près de 20 années pour achever sa mue sur le plan économique. Pour la première fois en 2020, le PIB par habitant de la Ville-État Berlin dépasse en effet la moyenne allemande.

À quel point la puissance économique des États diffère

(PIB par habitant en euros – à partir de 2020)



Source : Office statistique des Länder.

Plusieurs facteurs peuvent rendre compte de cette évolution. Le premier est incontestablement lié à l'attractivité de la capitale qui connaît ces dernières années un boom démographique, sans commune mesure avec les autres métropoles allemandes : entre 2015 et 2020 le nombre d'habitants à Berlin passe ainsi de 3,480 millions à 3,670 millions, soit une augmentation en 5 ans près de 200 000 habitants.

Cet essor démographique favorise le secteur de l'immobilier et de la construction, dans une métropole particulièrement vaste – 891 km², soit 8 fois Paris ou l'équivalent de New York – et disposant encore de nombreux espaces non bâtis.

L'autre facteur permettant d'expliquer le développement économique de la ville est lié à l'essor d'une scène de *start-ups* particulièrement dynamique : en 2020, deux sociétés berlinoises intègrent, pour la première fois, le *Deutscher Aktienindex* (DAX), le principal indice boursier dont la valeur est fondée sur le cours des actions des 30 entreprises allemandes les plus importantes. Il s'agit d'une part de l'entreprise de vente en ligne Delivery Hero et d'autre part de la société immobilière Deutsche Wohnen, qui, chacune à leur manière, symbolisent les piliers du nouveau dynamisme de la capitale allemande : le numérique et l'immobilier.

Cette évolution, particulièrement rapide, ne s'est pas faite sans heurt. L'attractivité d'une capitale de plus en plus internationale et son essor économique fulgurant ont contribué à alimenter une hausse rapide des prix de l'immobilier et un mouvement de gentrification particulièrement sensible dans les quartiers de Mitte, Prenzlauer Berg ou Kreuzberg. Si le prix moyen au m² s'établit encore à Berlin à un niveau bien inférieur à celui des grandes capitales européennes (autour de 9,1 euros à Berlin contre 28,3 à Paris et 27 à Londres en 2021) **la hausse continue des prix de l'immobilier a conduit le gouvernement de la Ville-État à faire de l'encadrement des loyers l'une des principales mesures de la coalition qui réunit actuellement à Berlin les Sociaux démocrates, les Verts, et la gauche radicale Die Linke.** Entré en vigueur début 2020, le mécanisme de plafonnement des loyers à Berlin (Berliner Mietendeckel) a finalement été invalidé la cour constitutionnelle de Karlsruhe le 25 mars 2021 ; non parce qu'il portait atteinte au droit de propriété mais parce que la Ville-État aurait, par cette mesure, outrepassé ses compétences en se substituant à l'État fédéral.

Dans la mesure où le revenu moyen reste, en comparaison des autres capitales européennes, reste particulièrement bas, le débat sur l'encadrement des loyers à Berlin a fait couler beaucoup d'encre ces derniers mois – et la décision de la cour de Karlsruhe ne devrait pas mettre un terme à cette question si cruciale dans un pays où le manque de logement est qualifié par le ministre des Finances Olaf Scholz d'une « *des plus grandes questions sociales de notre temps* ». Une initiative citoyenne (*Volkssentscheid*) pour l'expropriation des grandes sociétés qui possèdent près de 40 % des logements de la capitale a ainsi été lancée et pourrait contraindre le Sénat de Berlin à adopter une loi d'expropriation si elle parvenait à réunir suffisamment de soutiens. Bien plus à gauche que dans le reste du pays, les Verts berlinois militent quant-à-eux pour que leur parti, qui devrait intégrer le prochain

gouvernement fédéral, s'engage à inscrire ce principe d'encadrement des loyers à l'échelle de l'Allemagne. **Longtemps considérée comme une exception, la capitale berlinoise joue désormais pleinement son rôle de laboratoire politique pour le reste du pays.**

Berlin et le rayonnement culturel de l'Allemagne

L'attraction qu'exerce aujourd'hui Berlin auprès des nouvelles générations a largement contribué à renforcer le rayonnement culturel de l'Allemagne : Berlin s'est imposé ces dernières années comme l'un des principaux centres de la création culturelle en Europe, attirant les plus grands talents de la scène artistique, aussi bien dans les domaines de la musique, du théâtre que de l'art contemporain. Élément essentiel du soft power, le rayonnement culturel de l'Allemagne est sans doute l'un des éléments de la puissance allemande qui reste le moins évident aux yeux des Français. Le rayonnement artistique de l'Allemagne est pourtant une réalité : sur la liste des 100 artistes internationaux les plus cotés du marché de l'art en 2020, on dénombre ainsi 8 artistes allemands (Albert Oehlen 8^e, Martin Kippenberger 30^e, Anselm Kiefer 31^e, Günther Förg 33^e, Thomas Schütte 42^e, Andreas Gursky 65^e, Daniel Richter 72^e, Wolfgang Tillmans 78^e) – contre un français et deux italiens. Et s'il n'existe pas à Berlin de grand musée emblématique comparable au Louvre et au Prado, c'est parce que l'ensemble des musées berlinois, qui tous appartiennent à la même Fondation, forment un ensemble complexe et hétérogène, toujours en quête d'unité et continûment en travaux.

La contribution de la politique à ce rayonnement culturel reste limitée. Traditionnellement, la politique culturelle relève de la compétence des *Länder*, mais c'est précisément le renouveau de Berlin comme capitale qui donne à la politique culturelle allemande son impulsion : le BKM, l'équivalent allemand du Ministère de la culture, trouve avec l'affirmation de Berlin comme capitale sa raison d'être, puisqu'il se donne pour mission de « soutenir les institutions culturelles d'importance nationale » situées pour la plupart à Berlin, et d'assurer la « représentation culturelle de la République allemande dans sa capitale »⁶. Les chantiers de la ville, symbole d'un pays en transition depuis vingt ans, doivent ainsi illustrer l'image que l'Allemagne souhaite donner d'elle-même. Et de fait, rien ne saurait mieux exprimer la représentation culturelle de l'Allemagne que la nouvelle architecture de Berlin. Si les nouveaux quartiers qui sortent de terre autour de la gare centrale et de la Potsdamer Platz

⁶ Ministère fédéral de la Culture et des Médias, *En alliance avec la culture, Politique culturelle et des médias du gouvernement fédéral*, 2021.

manifestent la volonté d'inventer à Berlin une architecture propre au XXI^e siècle, on constate que l'essentiel des travaux menés à Berlin visent à rendre à la capitale sa splendeur passée, en restaurant en priorité son patrimoine prussien. Autour de la Bebelplatz, située en bas de l'avenue unter den Linden, s'élèvent l'Opéra, l'Université Humboldt, la cathédrale Saint Edwige, l'Hôtel de Rome et la Faculté de droit, autant de bâtiments récemment rénovés, qui rendent compte du programme architectural voulu par Frédéric II de Prusse pour sa capitale au XVIII^e siècle.

À quelques pas de cette place, sur l'Île aux musées, la reconstruction du Château de Berlin témoigne également de la volonté de l'Allemagne de lier l'affirmation de son rôle sur la scène internationale à la réappropriation de son passé prussien. Le château baroque des rois de Prusse endommagé durant la deuxième guerre mondiale, avait été rasé en 1950 par les communistes, qui érigèrent en lieu et place le Palais de la République dans un style soviétique typique de ces années. Celui-ci, infesté d'amiante et chargé de symboles, fut à son tour rasé en 2008, pour laisser place une reconstruction à l'identique de l'ancien château. L'inauguration de ce projet baroque et pharaonique, l'un des projets culturels les plus coûteux d'Allemagne (près de 644 millions d'euros) s'est déroulée dans l'indifférence la plus totale, le 16 décembre 2020. Les contraintes liées à la pandémie ne sont qu'un facteur d'explication : le Château de Berlin est supposé abriter le Humboldt Forum, lieu de dialogue de la République allemande avec les cultures du monde, mais également lieu de présentation des collections « ethnologiques » de Berlin et notamment des collections d'art africain héritées de la période coloniale, qui sont actuellement au cœur d'un intense débat sur les restitutions. **Destiné à redonner à Berlin sa gloire passée, le château des rois de Prusse est aujourd'hui un projet encombrant, qui symbolise l'aversion de l'Allemagne pour les grands projets et les difficultés du pays à définir sa place dans le monde.**

2. Les Allemagne : Effacement et permanences de la fracture Est-Ouest

Lundi 7 juin 2021, Angela Merkel a inauguré la nouvelle usine de semi-conducteurs de l'équipementier Bosch à Dresde, capitale de la Saxe. Outre l'importance stratégique pour l'Union européenne de renforcer son autonomie dans la production de microprocesseurs (son ambition est de produire 20 % des semi-conducteurs dans le monde d'ici à 2030, contre 10 % aujourd'hui), le fait que l'usine dont dépend un tel enjeu soit située dans l'un des *Länder* dits « de l'Est », constitutifs de l'ancienne République démocratique d'Allemagne (RDA), est un symbole : **la division**

Est-Ouest, toujours marquée par de profonds écarts après trois décennies de réunification, entre dans une dynamique nouvelle accompagnée par un changement de génération. En Saxe encore, il n'est pas anodin que la ville de Chemnitz, stigmatisée comme haut lieu de l'extrême droite en raison des manifestations anti-migrants de 2018, ait été recommandée pour devenir capitale européenne de la culture en 2025. Comme si le départ d'Angela Merkel, la seule dirigeante d'un grand pays occidental ayant passé la première trentaine d'années de sa vie sous la dictature communiste et dans un pays qui n'existe plus, puis une autre trentaine d'années dans la vie politique de l'Allemagne réunifiée, marquait la fin d'un cycle et la fin d'une génération. En 1990, le chancelier Helmut Kohl avait prédit que l'achèvement de la réunification prendrait « au moins une génération ». Ce temps-là est passé. Où en est l'Allemagne de l'Est disparue, dont le même Helmut Kohl avait assuré qu'elle laisserait la place à des « paysages florissants » ?

L'état des lieux peut se lire de plusieurs manières. D'une part, les divisions persistent. Les fractures – territoriales, sociales et politiques – ne sont pas résorbées. Le pays garde les stigmates de son ancienne déchirure entre l'Est et l'Ouest. D'autre part, l'essor économique de l'ancien Est, conjugué à un déclin économique et démographique de certaines régions de l'Ouest, a abouti à une extraordinaire remise à niveau des deux Allemagne en trois décennies. Aujourd'hui, les anciens *Länder* tournent peu à peu la page d'une génération sacrifiée, celle des personnes trop âgées lors de la chute du mur pour s'adapter à l'économie de marché. Un dynamisme original, porté par l'avènement d'une génération nouvelle qui n'a rien ou peu connu de la RDA, et dégagée du complexe d'infériorité voire des nostalgies de leurs parents pour un régime communiste où, faute d'y être libres, ils se sentaient chez eux. Reste la perception d'une partie de la population se considérant comme victime de la réunification et laissée pour compte, qui nourrit les mouvements protestataires et le parti d'extrême-droite AfD.

Chaque année, un rapport sur l'état de l'unité allemande est publié par le gouvernement au moment de la fête nationale du 3 octobre, date anniversaire de la réunification des deux Allemagne, en 1990. Très sérieusement documenté, il dresse un tableau précis de la situation démographique, économique et sociale. Celui de l'automne 2020 revêtait une coloration particulière, dans la mesure où il faisait le bilan du cycle générationnel des trente années passées et la conclusion est plutôt optimiste : 30 ans après la réunification de 1990, l'économie de l'ancienne Allemagne de l'Est a en grande partie rattrapé son retard sur celle de son ex-voisine de l'Ouest. « L'unité n'est plus un objectif à plus ou moins long terme, c'est un fait. Certaines choses ont pris plus de temps que prévu, mais dans la plupart des domaines, nous pouvons dire simplement : unité retrouvée, unité réalisée, unité

accomplie », a annoncé le rapporteur principal Marco Wanderwitz, député CDU de Chemnitz (ex Karl-Marx-Stadt) et délégué du gouvernement fédéral chargé des nouveaux *Länder*, lors de la remise du rapport. **L'économie dans la partie orientale du pays n'a pas encore rattrapé entièrement les niveaux des anciens Länder mais les progrès sont indéniables.** En 2020, le PIB par habitant des cinq régions de l'ex-RDA que l'on appelle encore les « nouveaux *Länder* » (le Brandebourg, la Saxe, la Saxe-Anhalt, la Thuringe et le Mecklembourg Poméranie occidentale) a été multiplié par 4 depuis 1990 et représente, Berlin compris, 79,1 % du reste du pays, contre 37 % l'année de la réunification. La perception rejoint la réalité : 90 % des Allemands interrogés se disent satisfaits ou très satisfaits de la qualité de vie en Allemagne, dont 83 % à l'Est et 91 % à l'Ouest. L'émigration des jeunes travailleurs d'Allemagne de l'Est, qui a entraîné une réduction de la population de 2,2 millions de personnes, a largement cessé.

Les « nouveaux Länder » s'avèrent même plus avancés que ceux de l'ouest dans certains domaines. À l'Est, les femmes ont un meilleur accès à un travail à temps plein qu'à l'ouest : 74 % occupent un emploi à l'Est, contre 68 % à l'Ouest. L'Allemagne occidentale est à la traîne de ce point de vue et c'est elle qui tend à rattraper son retard sur son ancienne voisine : un an après l'unification, seules 55 % des femmes d'Allemagne de l'Ouest avaient un emploi rémunéré, contre 67 % des femmes d'Allemagne de l'Est (selon une étude⁷ de la fondation Hans Böckler du syndicat DGB). L'avance de l'Est est due notamment à des modes de garde d'enfants plus performants. Dans les deux parties du pays, les femmes occupent plus d'emplois à temps partiel que les hommes, dans la mesure où elles s'occupent davantage des enfants et des tâches domestiques. Cependant l'Allemagne de l'Est a gardé sa tradition de services publics de garde d'enfants : 60 % des femmes d'Allemagne de l'Est estiment devoir travailler à temps partiel, contre 80 % des femmes d'Allemagne de l'Ouest.

Les Allemandes de l'ancienne RDA sont également plus susceptibles que leurs homologues de l'Ouest d'occuper des postes de direction. Les écarts de salaires hommes-femmes y sont moindres : alors que les Allemandes de l'Ouest gagnent 21 % de moins que les hommes, ce chiffre n'est que de 6 % à l'Est.

D'importantes différences subsistent néanmoins, et avant tout dans la perception que les Allemands de ces nouveaux Länder ont d'eux-mêmes. 42 % d'entre eux se sentent encore considérés comme des « citoyens de seconde

⁷ Fondation Hans Böckler, Dietmar Hobler, Svenja Pfahl, Aline Zucco, 30 ans d'unification allemande. L'égalité des femmes et des hommes sur le marché du travail en Allemagne de l'Ouest et de l'Est?, septembre 2020.

zone » (contre 27 % des habitants des « anciens *Länder* »), selon un sondage de l'institut Infratest dimap. Cette perception s'appuie certes sur des faits statistiques. Malgré l'extraordinaire rattrapage, le chômage reste plus élevé à l'Est qu'à l'Ouest (7,3 % contre 5,5 %). Le salaire moyen y est inférieur (2 690 euros contre 3 330 euros). Seules 37 des 500 grandes entreprises allemandes ont leur siège social dans un des cinq nouveaux *Länder* alors que leurs habitants sont sous-représentés dans les postes importants des ministères et des entreprises. La densité de population est nettement plus faible à l'Est où les zones rurales restent nombreuses et les agglomérations peu développées. Si les femmes ont davantage accès à l'emploi, c'est aussi parce que ce sont essentiellement les femmes et les jeunes qui sont partis rejoindre l'Allemagne de l'ouest tout au long des années 1990, et que l'Allemagne orientale se retrouve aujourd'hui vieillie et masculinisée.

« Malgré tous les succès du processus d'unification, l'ancienne division est toujours ressentie dans la vie des gens à l'est et à l'ouest », note Susanne Dähner, de l'Institut pour la population et le développement de Berlin. Selon elle, quatre Allemands de l'Est sur dix se sentent traités comme des citoyens de seconde zone et leurs origines jouent un rôle plus important dans leur vie que celles des Allemands de l'Ouest, « même chez ceux qui sont nés dans une Allemagne unie, qui ne connaissent de la RDA que ce qu'en disent leurs parents et les livres d'histoire ». La jeune génération a assisté au déclassement des parents, dont la vie a été bouleversée du jour au lendemain, qui ont perdu leur emploi du jour au lendemain parce que leur entreprise avait fermé, et dont certains n'ont jamais pu se réadapter. La brutalité et la douleur inhérentes au processus de réunification, pendant trente ans, a conduit à installer une forme de nostalgie à l'égard d'une période où les inégalités étaient moins fortes qu'aujourd'hui. Une rhétorique utilisée par l'extrême droite et par l'extrême gauche entretient l'idée d'une « colonisation » subie de la part des Allemands de l'Ouest après 1990.

Résultat de sentiment d'avoir été délaissés : le taux d'approbation du système démocratique et des institutions et le « manque général de satisfaction » des Allemands de l'Est à l'égard de la politique et de ses représentants. Alors que 91 % des Allemands de l'Ouest pensent que la démocratie est la « forme de gouvernement la mieux adaptée », seuls 78 % des Allemands de l'Est sont du même avis. C'est l'un des indicateurs qui témoignent le plus défavorablement d'un écart persistant entre l'Est et l'Ouest, auquel s'ajoutent, selon le commissaire du gouvernement pour le rapport 2020, les « différences » dans « les attitudes envers les étrangers ». En 2019, lors des cérémonies officielles l'occasion du même anniversaire du Jour de l'unité allemande qui avaient lieu, cette année-là dans le Schleswig-Holstein, au bord de la Baltique, la Chancelière Angela Merkel elle-même

n'avait pas cherché à dissimuler cette réalité persistante : « Les succès enregistrés sont extraordinaires », avait-elle déclaré avant d'ajouter : « Mais nous savons que ce n'est là qu'une partie de la vérité. Car le bilan des vingt-neuf années de réunification, c'est aussi le fait qu'une majorité d'Allemands de l'Est ont le sentiment d'être des citoyens de seconde classe au sein de la République fédérale, comme le montrent les sondages. »

Ce ressentiment a trouvé un canal d'expression dans le parti Alternative für Deutschland (AfD) et il est un élément déterminant pour expliquer les résultats de l'extrême droite dans les nouveaux *Länder*, considérablement plus répandus que dans la partie occidentale de l'Allemagne. Si la plupart des *leaders* de l'AfD viennent de l'Ouest, ils ont trouvé à l'Est une terre fertile qu'ils ont habilement exploitée. À l'exception de la capitale, Berlin, c'est dans les *Länder* de l'Est que l'AfD, principal parti d'opposition au Bundestag, enregistre ses plus fortes progressions et atteint les scores les plus élevés en Allemagne. Aux législatives de 2017, il a dépassé les 20 % dans les nouveaux *Länder* (deux fois plus qu'à l'Ouest). M. Wanderwitz a déclaré qu'il trouvait cette tendance « extrêmement préoccupante » et s'inquiète des citoyens de l'Est de l'Allemagne qu'il estime « perdus pour la démocratie ». L'AfD est parvenu à prendre la place du porte-voix des « perdants de la réunification » et s'est arrogé la position de défenseur du peuple face à l'arrogance du pouvoir fédéral. Les grandes manifestations organisées par l'extrême droite à Chemnitz en 2018, après la mort d'un jeune Allemand tué lors d'une bagarre avec des migrants demandeurs d'asile, ont été décrites partout comme le symptôme d'une Allemagne de l'Est mal intégrée et contestataire des institutions démocratiques pour lesquelles ils étaient eux-mêmes descendus dans la rue en 1989.

Encore faut-il établir des distinctions d'une ville à l'autre, parmi les cinq « nouveaux *Länder* » qui ne constituent pas un bloc homogène. « En Saxe, par exemple, la mentalité n'est pas la même à Leipzig, ville étudiante très à gauche, et à Dresde, ville bourgeoise très à droite », indique Stephan Steinlein, Secrétaire d'état auprès du Président de la République fédérale, Frank-Walter Steinmeier. Encore faut-il ne pas oublier que si plus de 20 % de la population de l'Est se positionne électoralement pour l'AfD, reste 75 % qui ne s'inscrit pas dans cette mouvance. Et si le vote de protestation du parti *Die Linke*, situé à la gauche du SPD, est aussi fortement présent dans ces *Länder*, ce parti qui rassemble essentiellement des retraités nostalgiques de l'Est et des étudiants radicalisés est à la fois anticapitaliste et pro-européen, et ne s'inscrit pas en contestation du système. « Il est faux de considérer *Die Linke* comme un parti d'extrême gauche », note Stephan Steinlein.

Une nouvelle génération d'Allemands et de décideurs politiques à l'Est envisage désormais l'avenir de façon positive. Ce sont les enfants des « lendemains

du tournant » (*Nachwendezeit*), des lendemains de la révolution de 1989. Ils ont souvent étudié en Allemagne de l'Ouest ou à l'étranger et n'hésitent pas à se qualifier eux-mêmes de « *Ostdeutsche* » (Est-Allemands) et assument l'héritage de l'Est sans pour autant cultiver la moindre nostalgie pour une RDA qu'ils n'ont pas connue. Ils sont de plus en plus nombreux, a constaté Thomas Wieder, le correspondant du Monde à Berlin, à « faire entendre une voix singulière » dans une Allemagne où l'Ouest s'est imposé comme la norme.

L'espoir de l'Est de l'Allemagne repose sur l'énergie de cette nouvelle génération autant que sur une dynamique de nouveaux investissements importants, notamment dans la fabrication de véhicules électriques.

Dans une note pour le *think-tank* Bruegel, en octobre 2020, l'économiste Dalia Marin en établit l'inventaire : Volkswagen produit sa voiture électrique ID.3 à Zwickau et à Dresde. BMW fabrique déjà sa voiture électrique i3 à Leipzig, tandis que l'entreprise chinoise CATL produira des cellules de batterie pour VE pour BMW dans une usine près d'Erfurt en Thuringe. Une autre entreprise chinoise, Farasis Energy, fabriquera des cellules de batterie pour VE pour Mercedes-Benz dans l'État de Saxe-Anhalt. C'est aussi le Brandebourg, près de Berlin, qu'Elon Musk a choisi pour la « gigafactory » de Tesla destinée à fabriquer des voitures électriques et des batteries.

Pourquoi ces investissements se concentrent-ils dans la partie orientale de l'Allemagne ? La raison principale est que les nouveaux *Länder* sont les premiers bénéficiaires du « Green Deal » européen, l'ambitieux programme mis en place dès 2019 par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, dont l'une des missions est de soutenir les régions dans l'abandon progressif du charbon. En effet, deux tiers des plus grands gisements de charbon du monde sont situés en Saxe et dans le Brandebourg et le Green Deal permet aux cinq *Länder* de l'Est d'offrir d'importantes subventions pour attirer les producteurs de voitures électriques dans la région, afin d'atténuer l'impact économique. La deuxième raison est la manière dont le gouvernement allemand a emboîté le pas de cette initiative de l'Union européenne. La « stratégie industrielle nationale 2030 » exposée par le ministre allemand de l'Économie Peter Altmaier prévoit, outre l'engagement en faveur des voitures électriques, une production de cellules de batterie en Allemagne et ailleurs en Europe, s'appuyant sur une « Alliance européenne des batteries » lancée par la Commission européenne en 2017 pour créer un secteur européen des batteries compétitif.

Le Green Deal et la reconversion de l'industrie automobile allemande sont pour l'Est de l'Allemagne une occasion unique de se réindustrialiser ; la perspective d'un cercle vertueux, selon Dalia Marin du *Think tank* Bruegel. Les

cellules de batteries n'auront plus besoin d'être importées d'Asie, les constructeurs automobiles localiseront leurs entreprises à proximité des sites de production des principaux composants des batteries, et l'effet se fera sentir sur la main d'œuvre et les salaires. « En devenant une centrale électrique, conclut-elle, l'Allemagne orientale peut contribuer à la transition écologique et donner raison à Kohl » – le chancelier qui prédisait à l'Est du pays des « paysages florissants ».

3. Le *Mittelstand* : une industrie en milieu rural

Melsungen, est une petite ville du centre de l'Allemagne, située dans la Hesse, à une heure de Kassel. Rien ne semble distinguer cette ville prospère, dont le centre-ville aux rues étroites est bordé de *Fachwerkhäuser*, d'élégantes maisons à colombage emblématiques de cette région. À l'écart de la ville, en lisière de la forêt, se trouve un ancien sanatorium, où les cheminots venaient jusqu'au milieu du XX^e siècle soigner leur tuberculose ; et derrière cet ancien hôpital surgit, de manière inattendue le siège industriel de l'entreprise *B Braun*, l'un des plus grands fournisseurs de produits et services médicaux au monde : présent dans 60 pays, employant près de 65 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 7,4 milliards d'euros. Le capital de cette entreprise est détenu par la famille Braun qui continue d'en assurer la direction. Le siège ultramoderne de cette entreprise peut surprendre dans une petite ville comme Melsungen, qui ne dépasse pas les 14 000 habitants... **La présence d'entreprises familiales en milieu rural est pourtant l'une des spécificités du modèle allemand.**

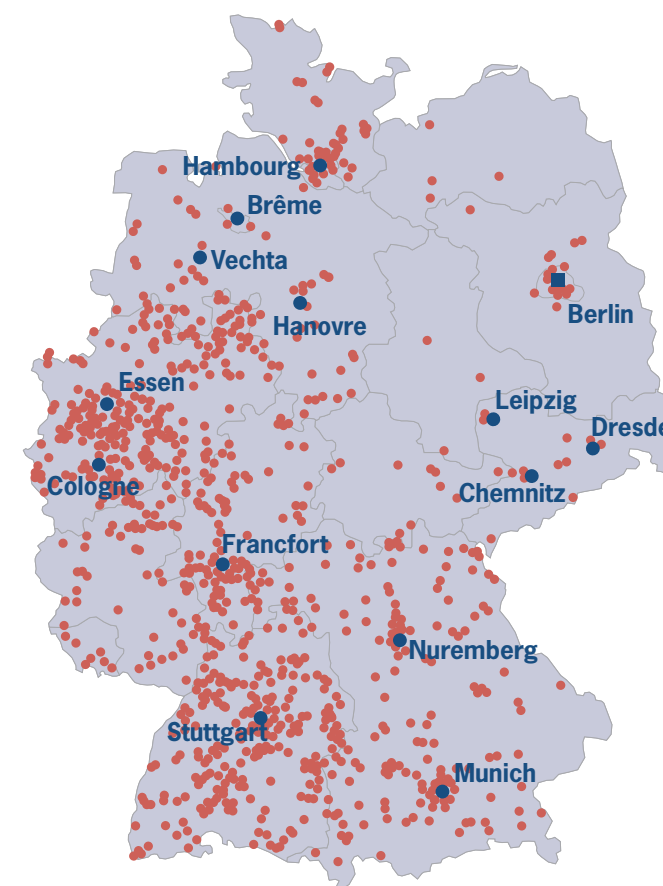
Au cœur du capitalisme « rhénan »

Publié en mars 2021, un rapport de la fédération de l'industrie allemande (BDI) sur le *Mittelstand* rappelle que ce terme désigne moins une notion statistique qu'un concept culturel qui renvoie, en Allemagne, aux entreprises familiales détenue par un actionnaire unique ou une famille d'actionnaires dirigeants. L'Institut de recherche sur le *Mittelstand* de Bonn définit quant à lui le *Mittelstand* comme l'ensemble des entreprises familiales réalisant jusqu'à 50 millions d'euros de chiffres d'affaires annuel et ayant moins de 500 salariés. Quelle que soit la définition retenue, c'est bien la dimension familiale de ces entreprises qui reste le critère déterminant. Selon les chiffres du gouvernement allemand, le *Mittelstand* représente 99,5 % des entreprises ; il génère 34,4 % du chiffre d'affaires de l'Allemagne et emploie 57,6 % des actifs dans le pays.

L'étude du *Mittelstand* comme caractéristique essentielle du capitalisme rhénan connaît un regain d'intérêt au lendemain de chaque crise économique et financière, dans la mesure où ce modèle apparaît particulièrement résilient. Deux ouvrages ont contribué à façonner la vision que le monde se fait du capitalisme allemand :

- Dans « *Capitalisme contre capitalisme* », Michel Albert oppose le modèle libéral américain, fondé sur la réussite individuelle et le profit financier à court terme, à un modèle dit « rhénan » qui valorise la réussite collective, le consensus, le souci de long terme et la responsabilité. Fondé sur l'ordolibéralisme, le capitalisme rhénan est bien plus éloigné du néolibéralisme qu'on ne le pense trop souvent. S'il se caractérise par un rejet de l'intervention directe de l'État dans la vie économique, il implique un système de protection sociale très développé, un partenariat entre des syndicats patronaux et salariaux puissant, qui limite aussi bien les conflits du travail que les interventions directes de l'État dans la vie des entreprises. D'autres caractéristiques définissent ce modèle de capitalisme « responsable » : un rôle important des *Landesbank*, les banques régionales, dans le financement des entreprises ; un système de partenariat avec les clients, fournisseurs et employés permettant une adaptation de l'activité de l'entreprise à la conjoncture ; une gouvernance des entreprises marquée par la codécision (*Mitbestimmung*) et le rôle essentiel des représentants du personnel au sein du « *Betriebsrat* », le comité d'entreprise.
- La redécouverte du *Mittelstand* comme élément caractéristique du capitalisme allemand est également liée à la notion de « *Hidden champions* », popularisée par l'ouvrage d'Hermann Simons paru en 2007 : « *Hidden Champions des 21. Jahrhunderts : Die Erfolgsstrategien unbekannter Weltmarktführer* ». Les *hiddens champions* ou « champions cachés » sont définis par le Professeur Hermann Simons comme des entreprises de petite ou moyenne taille, essentiellement industrielles, présentant les trois caractéristiques suivantes : l'entreprise est le numéro un de son secteur sur son continent d'origine ou figure parmi les trois plus grands acteurs du domaine à l'échelle mondiale ; son chiffre d'affaires est inférieur à trois milliards d'euros ; et elle est méconnue du grand public. Particulièrement bien représentés en Allemagne selon l'auteur de cette thèse, ces champions sont considérés comme « cachés » à la fois parce qu'ils opèrent à l'échelle mondiale sur des marchés de niche, mais également parce que leur ancrage territorial les maintient à l'écart des grands centres urbains dans des localités peu connues. Le groupe Würth, leader mondial des vis et des boulons, basé dans le village de Künzelsau, en est l'un des exemples les plus emblématiques. Bien souvent, ces entreprises maintiennent leur siège social dans leur lieu d'origine après qu'elles soient devenues des géants mondiaux. Gütersloh, une ville de 100 000 habitants en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, est ainsi le siège de l'entreprise d'électroménager Miele et du Groupe Bertelsmann, l'une des plus grandes entreprises de média au monde.

Répartitions des « *Hidden Champions* » sur le territoire allemand



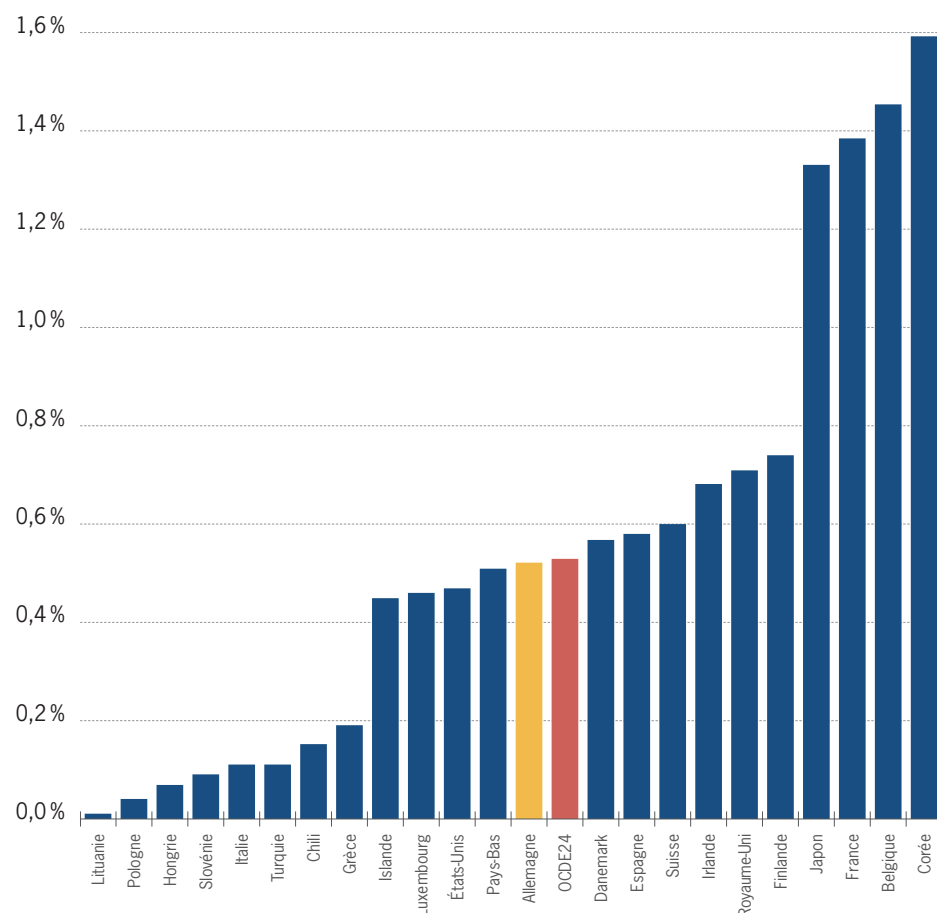
Source : *The Economist*.

Comment expliquer la permanence de ce tissu d'entreprises familiales sur le territoire allemand ? Clemens Fuest, le président de l'Institut pour la recherche économique, relève plusieurs facteurs explicatifs : un premier facteur d'explication est lié au sous-développement du marché des capitaux en Allemagne, où le financement des entreprises est essentiellement assuré par les banques régionales, ce qui aurait contribué à limiter le rachat des entreprises familiales par des investisseurs extérieurs ; un second facteur est lié au régime allemand de droits de succession,

qui prévoit des exemptions fiscales spécifiques importantes pour favoriser la transmission d'une entreprise d'une génération à l'autre. Alors que l'OCDE plaide en faveur d'une meilleure taxation des successions pour améliorer les finances des États fragilisés par la pandémie, **la proposition du SPD et des Verts de modifier le droit allemand des successions afin de taxer davantage les héritages, est ainsi vu par les entreprises familiales comme le principal enjeu des prochaines élections.**

Part des impôts sur les succession et les donations

(en % du total des recettes fiscales – 2019)



Source : OCDE 2021.

Le rôle des entreprises familiales dans l'organisation du territoire allemand

Empreintes d'un esprit que l'on pourrait qualifier de « paternaliste », ces entreprises familiales ne contribuent pas seulement au dynamisme économique des territoires dans lesquels elles sont implantées, elles jouent également un rôle social structurant. Reinhold von Eben-Worlée, le Président de l'association des entreprises familiales (Die Familienunternehmen) affirme ainsi que « ces entreprises ont conscience de leur responsabilité vis-à-vis du maintien de l'emploi de leurs salariés et financent bien souvent, soit directement soit par le biais de fondations, les activités culturelles, sociales ou sportives de leur commune, ainsi que les universités et les hôpitaux ». Le dynamisme et l'engagement des entreprises familiales a ainsi largement contribué à éviter que les campagnes ne deviennent, comme en France, de nouvelles « périphéries ».

Une importante étude publiée en août 2020⁸ par la Fondation des entreprises familiales et l'Institut de l'économie allemande à Cologne (IW) analyse l'importance des entreprises familiales pour les espaces ruraux. Il met en évidence le rôle fondamental joué par ces entreprises dans la formation des jeunes à travers le système de l'apprentissage et la création d'emplois qualifiés. Cette étude contient également plusieurs recommandations, visant à renforcer la compétitivité et l'attractivité des campagnes allemandes, dans le prolongement des travaux de la Commission « Gleichwertige Lebensverhältnisse » installée par le gouvernement fédéral en 2018, dans le contexte des gilets jaunes en France, afin de réduire l'écart de développement entre les zones urbaines et les régions rurales d'Allemagne. Il s'agit d'une part de renforcer les possibilités de coopération entre les centres de recherches d'excellence et les entreprises privées, afin de promouvoir au niveau régional des clusters d'innovation. L'un des principaux atouts de l'Allemagne dans ce domaine réside précisément dans la grande dispersion de ses universités et de ces centres de recherches appliqués (Fraunhofer Gesellschaft, Max Planck Institut, Helmholtz Gesellschaft notamment), dont les sites spécialisés sont répartis de façon équilibrée sur l'ensemble du territoire et bénéficient ainsi d'une proximité géographique indispensable à la création d'écosystèmes industriels innovants.

Il s'agit, d'autre part, d'investir dans les infrastructures de transports et les infrastructures digitales, dont l'état est jugé par de nombreux observateurs, comme « totalement défaillant ». Jorg Krämer, le Chief Economist de la Commerzbank affirme ainsi que « Les PME ont besoin de bonnes routes et de ponts durables ! Leur

⁸ Fondation des entreprises familiales, Institut de l'économie allemande, *L'importance des entreprises familiales pour les zones rurales. Contribution à la prospérité et à la cohésion*, août 2020.

situation est préoccupante car les investissements publics ne sont pas suffisants et le droit de la construction est beaucoup trop complexe. De même, les PME ont besoin d'un accès rapide à l'internet, surtout en dehors des villes, à la campagne, où se trouvent l'essentiel des PME. » Les représentants du *Mittelstand* considèrent en effet que la réussite industrielle de l'Allemagne ne repose pas sur la politique économique du pays, mais s'impose malgré elle. Publié en janvier 2021, le *Länderindex*⁹ de la fondation des entreprises familiales analyse 6 facteurs contribuant à l'attractivité du « Standort Deutschland » (Fiscalité, coût du travail, coût de l'énergie, infrastructures, régulation, productivité du capital humain, finances publiques) et dénonce un net recul de la compétitivité allemande par rapport à ses principaux concurrents, lié avant tout à la faiblesse des infrastructures numériques, à une fiscalité des entreprises trop élevées et à une baisse du niveau de la formation du capital humain.

Cette étude met néanmoins en évidence le fait que l'équilibre des finances publiques allemande a permis de limiter l'explosion des charges sociales pesant sur les entreprises, un élément considéré comme le facteur principal de la compétitivité allemande.

Le *Mittelstand* et l'intervention de l'État

Dans la perspective des élections fédérales de septembre prochain, l'association *Der Mittelstand* a publié un *position paper*¹⁰ définissant les 10 mesures prioritaires pour soutenir le développement du *Mittelstand* au-delà de 2021. On trouve, aux côtés de revendications attendues – comme la réduction d'une bureaucratie excessive, l'introduction de davantage de flexibilité pour le marché du travail ou des investissements renforcés dans les infrastructures – une mesure qui traduit le changement de position prudent des entreprises familiales vis-à-vis de l'intervention de l'État.

Traditionnellement libéral, le *Mittelstand* apparaît toujours comme le principal soutien du FDP¹¹, le parti libéral. Il plaide désormais pour la création d'un fonds public chargé d'accompagner la transformation écologique et digitale des PME. La prochaine décennie étant marquée par le changement structurel le plus profond de l'économie allemande depuis la réunification, le *Mittelstand* plaide en faveur d'une

« interaction intelligente entre l'État et les entreprises pour faire face aux besoins et aux défis que représente la triple transformation démographique, numérique et écologique », à travers la création d'un fonds de transformation pour le *Mittelstand* qui accompagnerait la décarbonation et la digitalisation des processus de production, ainsi que la qualification de leurs salariés. Ce fonds devrait s'élever à 40 milliards d'euros par an pour les dix prochaines années.

Cette proposition représente un tournant idéologique de la part du *Mittelstand*, qui s'explique en grande partie par l'impact négatif de la pandémie sur les fonds propres des PME, alors que la banque publique d'investissement KfW estime précisément à 40 milliards d'euros le déficit d'investissements généré par la crise sanitaire en 2020. **On assiste ainsi à une évolution du *Mittelstand* vis-à-vis de l'ordolibéralisme, une évolution accélérée par la crise, mais qui plonge ses racines dans la période antérieure, au moment où l'économie allemande prend conscience du danger que représente l'essor de l'économie chinoise.**

Alors qu'il s'était violemment opposé au projet de « champions européens » présenté par le Ministre de l'économie Peter Altmaier en 2019, allant jusqu'à réclamer sa démission pour éviter le glissement de l'Allemagne vers une économie planifiée, le *Mittelstand* allemand jette désormais sur la politique industrielle et l'intervention de l'État, un regard plus nuancé. À la différence des *Länder*, qui mène une politique de développement économique très active, l'État central est traditionnellement considéré en Allemagne comme un mauvais gestionnaire dès lors qu'il intervient dans le domaine économique, et la participation de l'État actionnaire est perçue comme une option de dernier recours, soit pour pallier les déficiences du marché soit pour faire face à une situation inédite.

La pandémie a incontestablement accéléré, au sein du *Mittelstand*, la conscience que l'intervention de l'État dans l'économie pouvait être justifiée. Peu avant sa disparition dans un accident de voiture, le Président de l'association *Der Mittelstand*, Mario Ohoven, alertait en mai 2020, sur le risque que représentait le rachat par des entreprises chinoises des entreprises du *Mittelstand* affaiblies par la pandémie et appelait le gouvernement à mettre en place un moratoire sur le rachat d'entreprises allemandes par la Chine. Mais ce cri d'alarme reste, au sein du *Mittelstand*, une exception. Le libéralisme du *Mittelstand* et sa volonté de maintenir de bonnes relations commerciales avec la Chine reste le principal frein à l'affirmation d'une Allemagne plus souveraine et moins naïve face à l'Empire du Milieu. **Si de nombreuses personnalités allemandes dénoncent désormais l'inconséquence des entrepreneurs allemands vis-à-vis du risque chinois, le poids électoral**

⁹ Fondation des entreprises familiales, Index par pays des entreprises familiales, Janvier 2021.

¹⁰ Association *Der Mittelstand*, Pour un agenda post-Corona orienté vers les petites et moyennes entreprises – 10 points pour l'avenir des petites et moyennes entreprises en Allemagne, 2021.

¹¹ Association *Der Mittelstand*, La classe moyenne préfère la formation d'un gouvernement par la CDU/CSU et le FDP après les élections. Juin 2021.

du Mittelstand reste un facteur important d'immobilisme. Lors du congrès des entreprises familiales qui s'est tenu à Berlin les 8 et 9 juin 2021, le candidat de la CDU, Armin Laschet, a ainsi rappelé la nécessité de maintenir vis-à-vis de la Chine et de la Russie « *un dialogue ouvert pour défendre les intérêts économiques de l'Allemagne* ».

LA RECOMPOSITION DE LA VIE POLITIQUE ALLEMANDE

Après 16 ans de pouvoir, le départ d'Angela Merkel ouvre un vide politique. C'est la première fois depuis la création de l'Allemagne, que le Chancelier sortant ne se représente pas. Compte-tenu de la popularité dont jouit encore la Chancelière, qui incarne une stabilité à laquelle les Allemands sont attachés, les principaux candidats à sa succession s'inscrivent largement dans la continuité de son action. Les deux partis traditionnels, la CDU et le SPD, devraient connaître comme dans le reste de l'Europe un recul historique de leurs résultats électoraux, lié principalement à l'essor des Verts au centre de l'échiquier politique allemand et à la permanence du parti d'extrême droite AfD. Cette fragmentation du paysage politique ouvre la voie à plusieurs coalitions possibles. Si l'alliance des conservateurs et des verts reste probable, une coalition « ampel » liant les sociaux démocrates, les Verts et les libéraux pourrait contraindre le parti d'Angela Merkel à se régénérer dans l'opposition.

1. CDU : l'impossible succession d'Angela Merkel

Angela Merkel s'est imposée à la tête de l'Union des Chrétiens Démocrates (CDU), le plus grand parti d'Allemagne, en achevant la période Helmut Kohl.

Le 22 décembre 1999, Angela Merkel, alors secrétaire générale de la CDU, publie dans le quotidien allemand FAZ une tribune par laquelle elle exhorte son parti à se défaire de la tutelle exercée par l'ancien Chancelier : « *Le parti doit apprendre à marcher seul, à se faire confiance, à engager le combat contre ses concurrents sans compter sur son vieux destrier, comme Helmut Kohl aimait se définir lui-même. Il doit, comme un adolescent à la puberté, quitter le domicile familial pour tracer son propre chemin* ». Quelques mois plus tard, elle est élue à la présidence de la CDU avec 96 % des voix et ouvre une nouvelle page de son histoire, marquée par deux décennies de conquête du pouvoir et de modernisation du parti.

La modernisation du parti conservateur

L'Union chrétienne démocrate (CDU), qui naît en Allemagne de l'Ouest au lendemain de la seconde guerre mondiale, est représentée sur l'ensemble du territoire, exception faite de la Bavière, dominée depuis 1945 par l'Union chrétienne-sociale (CSU), le parti conservateur bavarois. Depuis la tenue des premières élections fédérales organisées en Allemagne en 1949, la CDU a dominé la vie politique allemande en parvenant à placer des Chanceliers chrétiens démocrates à la tête de l'Allemagne pendant plus de 50 ans. Avant l'irruption de la première Chancelière, Konrad Adenauer fut le Chancelier du miracle économique (*Wirtschaftswunder*) et celui du rattachement à l'Ouest (*Westbindung*), alors que Helmut Kohl s'est imposé comme celui de la réunification. Angela Merkel, quant à elle, restera dans l'histoire la Chancelière de la stabilité et de l'unité allemande.

La CDU est un parti de droite original : son succès et sa longévité procèdent de sa capacité à lier les différentes tendances qui coexistent en son sein : l'aile libérale, l'aile chrétienne-sociale et l'aile conservatrice. Animée par un rejet historique du communisme mais également par la volonté de conquérir et conserver le pouvoir, la CDU présente aujourd'hui un profil politique complexe. Pour la politologue Claire Demesmay, directrice du programme franco-allemand de la DGAP, trois éléments fondamentaux déterminent le positionnement la CDU : l'attachement à l'économie sociale de marché, le respect de l'individu fondé sur l'image chrétienne de l'Homme (*christliches Menschenbild*), et la défense du projet européen.

Angela Merkel accède à la tête de la CDU en 2000, à un moment où la démocratie chrétienne traverse en Europe une crise sans précédent. En 1994, la puissante Democrazia Cristiana qui dominait la vie politique italienne depuis la guerre, est dissoute à la suite de scandales de corruption. En Allemagne la CDU a basculé dans l'opposition et voit ses fondements ébranlés par l'affaire des caisses noires (CDU-Spendeaffäre), révélation d'un système de financements occultes au temps d'Helmut Kohl qui pourrait condamner la CDU à une disparition prochaine. **Angela Merkel, s'attache alors à rompre avec la période Kohl**, en faisant émerger une nouvelle génération de dirigeants – les *Junge Wilde* – et en définissant pour la CDU un nouveau programme intitulé « Sécurité et Liberté », adopté lors du congrès annuel du parti en 2007.

Les années Merkel furent marquées par un processus de modernisation de la CDU, inséparablement lié à la volonté de la Chancelière de gouverner au centre. Comme l'explique Caroline Kanter, directrice à Paris de la Konrad Adenauer Stiftung « *Angela Merkel a réussi à comprendre les évolutions de la société allemande et à accompagner ces transformations en emmenant avec elle son parti* ». **La plupart des réformes soutenues par la Chancelière ont pourtant contribué à priver de repères l'aile la plus conservatrice de la CDU.** De l'abolition du service militaire à la révision de la politique familiale, de la sortie du nucléaire à la

politique d'accueil des réfugiés, de l'adoption du mariage homosexuel à la création d'une capacité européenne d'endettement, **Angela Merkel est parvenue à transformer l'Allemagne et à se maintenir au pouvoir, mais au prix d'une désorientation profonde de son parti.** L'adage de Joseph Strauss, ancien Ministre-Président de Bavière selon lequel « *aucun parti démocratique légitime ne doit pouvoir exister à droite de l'Union* », fut balayé durant l'ère Merkel, marquée par l'ancrage au centre (Mitte) de la CDU et par l'apparition de l'AfD (*Alternative für Deutschland*). Si elle a pu attirer des électeurs traditionnels du parti social-démocrate qui n'auraient jamais voté pour la CDU avant elle, elle a perdu en partie la fidélité des plus conservateurs et des plus libéraux qui ont rejoint les rangs soit de l'AfD, soit du FDP, soit de l'abstention.

La guerre de succession

Dominée par la figure d'Angela Merkel pendant près de 20 ans, la CDU est aujourd'hui confrontée à l'impossibilité de s'émanciper de la figure de la Chancelière. En décembre 2018, Angela Merkel, fragilisée par un revers électoral lors des élections régionales, contestée en interne au point de ne pouvoir imposer son candidat à la présidence du groupe parlementaire, renonce à la présidence de la CDU et annonce la même année qu'elle ne briguera pas de cinquième mandat.

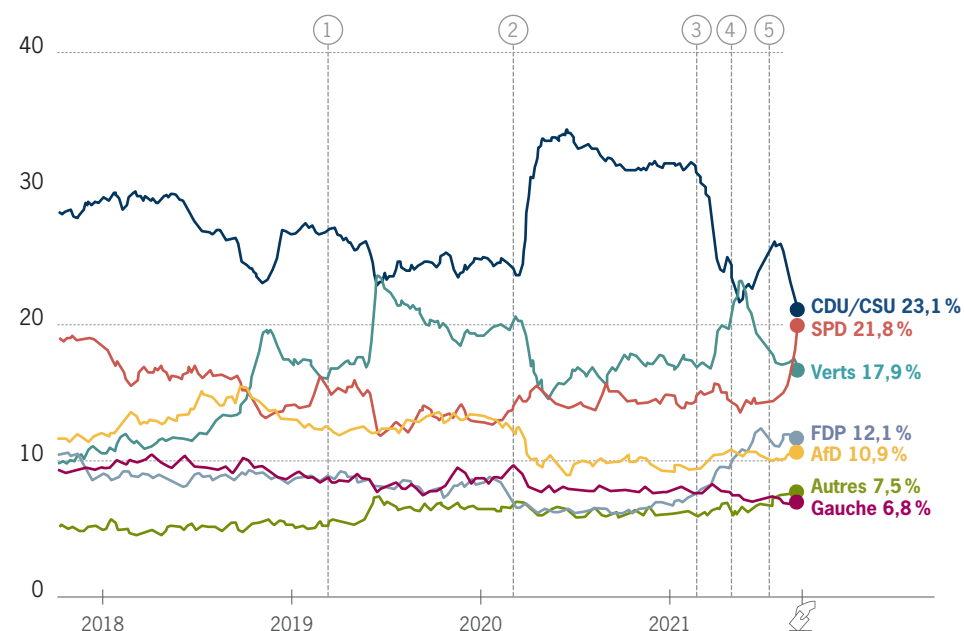
Soutenue par la Chancelière, Annegret Kramp Karrenbauer (AKK) prend la tête d'un parti divisé sur lequel elle ne parvient pas à imposer son autorité. Après plusieurs erreurs de communication, relatives aux minorités sexuelles ou à la liberté d'expression, AKK échoue à s'opposer à l'élection d'un Ministre-Président libéral en Thuringe soutenu conjointement par la CDU et l'extrême droite. Merkel sort alors de sa réserve et condamne une alliance « impardonnable ». Désavouée, AKK se démet. **Le 16 janvier 2021 Armin Laschet, Ministre Président du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie est élu à la présidence de la CDU**, mais ce n'est qu'au mois d'avril 2021, à l'issue d'une guerre fratricide contre le Président des conservateurs bavarois, qu'il parvient à s'imposer comme candidat de la droite allemande pour les élections.

Longtemps sous-estimé, Armin Laschet n'en est pas moins parvenu à défaire son principal rival, le charismatique Ministre Président de Bavière Markus Söder, une figure volontariste et déterminée, et qui demeure encore après la Chancelière, la personnalité politique préférée des Allemands. Incarnable et opportuniste, récemment converti à l'écologie, son style politique, parfois qualifié de populiste, tranche résolument avec la modération raisonnable de la vie politique allemande. Son accession au poste de Chancelier aurait signifié un saut dans l'inconnu, une « expérimentation » pour laquelle l'Allemagne n'est pas encore préparée.

Armin Laschet Chancelier ?

« *Keine Experimente* » (pas d'expérimentation), c'est avec ce slogan que le Chancelier conservateur Konrad Adenauer avait remporté les élections allemandes de 1957 et c'est avec ce slogan qui sous-tend sa campagne, qu'Armin Laschet pourrait devenir le prochain Chancelier d'Allemagne. Les divisions internes affichées par la droite allemande au début de l'année 2021 ont abîmé l'image de stabilité et la responsabilité qu'Angela Merkel avait conféré à son parti, comme en témoigne l'effondrement dans les sondages de la CDU, un parti qui n'était jamais descendu en dessous de 30 % de votes, désormais stabilisée autour de 23 %.

Évolution des intentions de vote en Allemagne depuis les dernières élections (2017)



- ① 15 mars 2019 : début des manifestations mondiales pour le climat.
- ② 28 février 2020 : premières mesures contre le Covid-19.
- ③ 10 février 2021 : le confinement est à nouveau prolongé.
- ④ 20 avril 2021 : Baerbock se présente pour les Verts, Laschet pour la CDU/CSU.
- ⑤ 28 juin 2021 : allégations de plagiat contre Baerbock, débat sur le *Curriculum Vitae* (depuis le 10 mai).

Le choix d'Armin Laschet comme nouveau leader de la CDU révèle avant tout la volonté de la CDU d'inscrire son avenir dans la continuité de la politique menée par Angela Merkel. Du point de vue de leur parcours personnel, tout oppose Angela Merkel, – femme divorcée et sans enfant, fille de pasteur ayant grandi à l'Est qui s'est imposée au sein de son parti comme un « phénomène exceptionnel » (*Ausnahmeerscheinung*) – et Armin Laschet, père de famille catholique de la Ruhr, prototype presque banal de ce que fut la CDU depuis son origine, au point d'être qualifié par Marcus Söder de « Kohl 2.0 ». Pourtant, leur style et leur ligne politique sont parfaitement conformes.

La force d'Armin Laschet réside précisément dans sa capacité à incarner les différentes tendances de la CDU : Catholique pratiquant, reçu en audience par le Pape en octobre 2020, Armin Laschet fut l'un des principaux soutiens de la politique migratoire de la Chancelière à laquelle l'aile chrétienne sociale reste profondément attachée. Allié en Rhénanie du Nord aux libéraux, Armin Laschet incarne également une politique favorable aux milieux d'affaires et à chercher durant la crise à limiter l'impact des mesures restrictives sur l'économie. Président d'un *Land* traumatisé par les agressions perpétrées par des migrants le soir de la saint Sylvestre en 2015, Armin Laschet a également fait de la sécurité intérieure en Rhénanie-du-Nord-Westphalie son cheval de bataille, ce qui peut lui permettre de s'attacher le soutien des conservateurs allemands.

La volonté d'inscrire l'avenir du parti dans la continuité de l'ère Merkel témoigne du pragmatisme de la CDU, qui reste convaincue que les élections en Allemagne, se gagnent au centre. Pour autant, Armin Laschet, en proposant un *weiter so* qu'il voit comme « la continuation du succès » prend le risque d'occulter les fragilités internes du parti. Profondément divisée, la CDU est également marquée par un recul du nombre d'adhérents (entre 2000 et 2020, le nombre d'adhérents de la CDU passe de 616 000 à 405 000) et un recul du nombre d'électeurs lors de toutes les élections régionales qui se sont tenues en 2021. La CDU est par ailleurs privée de marqueurs idéologiques clairs : le *Schwarze Null* (zéro noir) qui était devenu au cours des dernières années le fétiche de la CDU, a perdu de sa pertinence avec la pandémie et nul se sait désormais ce que défend la CDU. Publié le 21 juin 2021 et intitulé « Programme de stabilité et de renouvellement », le programme de la CDU-CSU recense tous les domaines dans lesquels le parti veut peser sans définir aucune priorité. La figure d'Angela Merkel et la domination qu'elle exerçait sur le Parti ont par ailleurs empêché l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante véritablement compétente. Les inondations, qui ont submergé l'Allemagne en juillet 2021, en révélant la fragilité de son successeur, pourraient avoir sur le cours des élections une influence décisive. Le grand perdant de cette

séquence est précisément le candidat des Chrétiens démocrates et Ministre-Président du *Land* de Rhénanie du Nord Westphalie, Armin Laschet. Alors que son manque d'engagement sur les questions climatiques contribue à le décrédibiliser sur le fond, son hilarité, filmée par des journalistes alors que le Président fédéral exprimait sa compassion envers les victimes, a suscité un torrent d'indignation sous le hashtag #LaschetLacht. Cette faute politique devrait contribuer à l'affaiblir dans les sondages, révélant encore davantage le vide devant lequel la CDU se trouve après le départ d'Angela Merkel.

La volonté d'incarner l'héritage d'Angela Merkel ne peut suffire à donner à la CDU un nouvel élan et symbolise d'un certain point de vue la faiblesse d'un parti, réduit à une personnalité et privé d'idéologie. Dans sa lettre à la FAZ qui marque en 1999 l'achèvement de la période Kohl, Angela Merkel pose les conditions permettant au parti de tracer son propre chemin : « *il lui faut disposer de valeurs fondamentales, de militants convaincus, d'un mélange de volonté de conservation et d'expériences nouvelles, mais également d'un concept pour l'avenir* ». Ce sont précisément ces éléments qui font défaut à la CDU. La volonté de stabilité qui anime l'Allemagne pourrait permettre à la CDU de rester le premier parti. Mais s'il parvient à se hisser à la Chancellerie, Armin Laschet sera un Chancelier faible, chargé d'administrer l'héritage de Merkel, avant de permettre à l'Allemagne de tourner une page de son histoire.

2. Les Verts et l'économie sociale de marché

La victoire des Verts aux élections régionales organisées dans le Bade-Wurtemberg le 14 mars 2021 apparaît comme une étape décisive vers l'accession au pouvoir du parti vert en Allemagne. En remportant plus de 32,5 % des voix dans l'un des *Länder* les plus riches et les plus industrialisés du pays, les Verts, qui gouvernent dans le Bade-Wurtemberg depuis 2011, ont démontré leur capacité à mener une politique économique pragmatique, alliant la promotion de l'écologie à la défense de l'industrie. Dans le cadre de la « super année électorale » en Allemagne, la force des Verts allemands repose sur leur capacité à construire un discours économique cohérent démontrant la compatibilité entre développement économique et protection de l'environnement. Les Verts incarnent aujourd'hui parfaitement le « *Zeitgeist* » (l'esprit du temps) allemand.

La conversion des Verts au réalisme

Fondé en Allemagne de l'Ouest en 1980, le parti Les Verts (Die Grünen) se conçoit à l'origine comme un parti anti-système, l'émanation de mouvements pacifistes, pro-environnements et anti-nucléaires, encore largement marqués sur le plan économique par l'idéologie marxiste. En présentant les Grünen comme une alternative aux partis établis, le programme adopté par les Verts en 1980 affirme ainsi que « *le développement industriel et la société de consommation condamnent l'homme à un dépérissement intellectuel et moral* ».

Les Verts allemands intègrent le jeu démocratique à travers leur première entrée dans les parlements régionaux et au Bundestag en 1983. Ils renoncent progressivement à leur positionnement contestataire au prix d'une division entre les « *Realos* », attachés à la coopération avec les autres partis pour faire avancer les idées réformatrices et les « *Fundis* », qui rejettent la possibilité d'assumer des responsabilités gouvernementales et plaident pour une transformation radicale de la politique. L'alliance avec le parti Bündnis-90 fondé en ex-RDA au lendemain de la chute du mur, ne modifie pas fondamentalement les lignes de fractures d'un conflit interne qui culmine en 1998, lorsque les Verts intègrent au niveau fédéral le gouvernement du Chancelier Gerhard Schröder.

Aujourd'hui, la question de la participation des Verts au gouvernement ne se pose plus. En 2020, les Verts participent à onze gouvernements régionaux sur 16, en coalition avec la CDU et le SPD mais également avec le parti d'extrême gauche *Die Linke* – en Thuringe, à Brême et à Berlin – et avec les Libéraux du FDP dans le Schleswig-Holstein et en Rhénanie-Palatinat. Les Verts gouvernent depuis 2011 dans le *Land* du Bade-Wurtemberg et leur approche responsable lors des négociations pour la formation d'un gouvernement fédéral en 2017 a renforcé aux yeux de l'opinion leur crédibilité.

Bien que s'expriment au niveau des *Länder* plusieurs nuances de vert, oscillant entre l'éco-socialisme des Verts berlinois et le conservatisme vert théorisé par Winfried Kretschmann, et même si la base militante apparaît encore plus à gauche que ses dirigeants, l'élection d'un duo charismatique incarné par Annalena Baerbock et Robert Habeck à la tête du parti en 2018 a définitivement mis un terme aux anciennes divisions. Comme l'explique Amanda Sloat dans une étude de Brookings intitulée : « *Germany's new centrists? The evolution, political prospects, and foreign policy of Germany's Green Party* »¹²,

¹² Brookings Institute, Amanda Sloat, *Germany's new centrists? The evolution, political prospects, and foreign policy of Germany's Green Party*, octobre 2020.

les Verts sont désormais unis derrière une ligne de centre-gauche, qui semble en mesure de donner une cohérence au slogan « *Radikal ist das neue Realistisch* » (La radicalité est le nouveau réalisme).

Une refondation écologique et sociale de l'économie de marché

Rompant avec les accents marxistes de leur programme initial, les Verts allemands s'attachent aujourd'hui à renforcer leurs liens avec les milieux économiques. L'ancien député vert Thomas Gambke a ainsi fondé en 2018 le *Grüner Wirtschaft Dialog*, une plateforme d'échange permettant de structurer les liens des Verts avec le monde économique allemand. Créé en 2018 et présidé par le jeune député Daniel Bayaz, le Conseil économique des Verts (*Wirtschaftsbeirat der Grünen*) réunit quant à lui des personnalités politiques et des représentants d'entreprises, à commencer par Martin Brudermüller, le CEO du géant de la chimie BASF, ou Hagen Pfundner, membre de la puissante Fédération de l'Industrie allemande (BDI), pour évoquer les perspectives d'une transformation écologique et sociale de la société. Joe Kaeser, CEO de Siemens jusqu'en 2021 et l'une des figures de proue du patronat allemand, a ainsi apporté son soutien à la candidate verte Annalena Baerbock en juin 2021 en affirmant que son pragmatisme lui permettait de concilier le renouveau écologique avec la réalité industrielle de l'Allemagne.

Cette proximité nouvelle avec le monde industriel avait comme préalable un rapprochement sur le plan des idées. Dans une interview au quotidien allemand *Handelsblatt*, Annalena Baerbock a ainsi proposé un nouveau « Pacte pour l'industrie » visant à accompagner la transformation des industries particulièrement intensives en énergie et en matière premières. À travers le système de « *Carbon Contracts for Difference* » les Verts veulent inciter l'État à prendre en charge les coûts engendrés par la transformation des processus de production des entreprises qui cherchent à atteindre la neutralité climat. Cette mesure s'accompagne de la mise en place d'un système d'ajustement carbone aux frontières et de la fixation d'un prix du CO₂ au niveau européen. S'il peut éveiller dans l'esprit des milieux économiques le spectre d'un retour à l'économie planifiée, il convient de noter que **la reconnaissance du marché libre comme condition de la prospérité constitue désormais l'un des piliers du positionnement économique des Verts.** Comme l'explique Jens Althoff, directeur du bureau de la Heinrich Böll Stiftung à Paris, « *le marché reste la priorité des Verts mais ce marché doit être régulé, afin de mieux prendre en compte les externalités négatives et de pallier ses défaillances. Le combat des Verts n'est pas un combat contre la logique du marché : c'est un combat contre les rentes et les monopoles qui empêchent le marché de fonctionner efficacement.* ».

Plusieurs mesures concrètes inscrites dans la motion « Une économie adaptée au futur pour une prospérité durable » adoptée par les Verts lors du congrès de Bielfeld en 2019 participent de cette ambition. Se référant à l'économiste Nicolas Stern, les Verts allemands plaident ainsi pour une meilleure prise en compte des externalités négatives à travers la fixation d'un prix plus ambitieux du CO₂. Dans le domaine du numérique, les Verts soutiennent une meilleure régulation des plateformes et une taxation des géants du secteur, afin de rétablir dans le domaine numérique les bases d'une concurrence libre et non faussée. Cette défense du marché n'empêche pas les Verts de proposer des mesures sociales fortes, comme la hausse du salaire minimum à 12 euros (contre 9,5 actuellement), la reconnaissance progressive de la semaine de 30 heures ou l'introduction d'un revenu minimum sans condition.

La nécessité de faire face aux conséquences économiques de la pandémie a par ailleurs conduit les Verts à renforcer leur profil social : dans une interview accordée à l'ARD en août dernier, Robert Habeck, coprésident des Verts allemands, affirmait ainsi qu'une taxation plus élevée du patrimoine ou des prélèvements sur les hauts revenus pourraient permettre de faire face au niveau de dépenses publiques élevé lié à la pandémie. L'une des priorités des Verts allemands réside actuellement dans leur volonté de concilier la transformation verte de l'Allemagne et un impératif de justice sociale. Les Verts proposent ainsi la mise en place d'un « dividende carbone » liée à l'augmentation du prix de la tonne de CO₂. Conscient que leur proposition de fixer le prix du CO₂ à 60 €/tCO₂ dès 2023 aura un impact significatif sur certaines dépenses incompressibles – en particulier le prix de l'essence, qui augmenterait de 0,16 euros d'ici 2023 – les Verts proposent de reverser les dividendes de ce système aux ménages les plus pauvres, à travers la baisse de la contribution sur les énergies renouvelables, le versement aux ménages d'une indemnité financée par les revenus du système de taxation du CO₂ et la création d'un fond de subvention pour la transformation (*Transformationszuschüsse*) visant spécifiquement les ménages les plus fragiles obligés de prendre leur voiture pour travailler afin de financer presque intégralement leur achat de véhicules non polluants.

Investir dans l'économie de demain

Le discours déployé par les Verts dans le domaine économique s'appuie sur l'idée, parfaitement exprimés par Roderick Kefferpütz, selon laquelle les fondements de l'économie allemande qui ont fait le succès du pays ces dernières décennies – la chimie, l'industrie automobile, la construction de machines-outils – appartiennent

désormais au passé, imposant au pays de se réinventer. Conscients que l'Allemagne doit se transformer pour préserver les bases de sa prospérité, les Verts allemands misent sur le soutien à l'innovation, le déploiement d'une politique d'investissements et la mise en place d'une stratégie industrielle européenne pour accompagner dans la durée cette transformation.

L'évolution la plus notable du positionnement économique des Verts réside dans la confiance qu'ils accordent désormais au progrès technique et à l'innovation. Rompant avec la suspicion initialement jetée sur la technique par les écologistes, les Verts allemands sont parvenus à s'imposer comme un parti progressiste, attaché à soutenir la création d'entreprises et particulièrement bien représenté dans la scène allemande des *start-ups*. Interrogé par l'hebdomadaire *Die Zeit*, Annalena Baerbock, plaide ainsi pour la création d'un fonds de venture capital alimenté par l'État pour soutenir les *start-ups* mais également pour la mise en place de crédits d'impôts en faveur des entreprises qui investissent dans l'innovation durable. Dans un sens similaire, les Verts plaident pour une nouvelle stratégie industrielle européenne permettant à l'Europe de renforcer sa souveraineté technologique, dans le domaine des semiconducteurs comme dans celui de l'intelligence artificielle et de la 5G.

Comme l'a montré l'expérience de Verts dans le Bade-Wurtemberg, le pragmatisme économique l'emporte désormais sur l'idéologie et il semble aujourd'hui difficile de définir les contours d'une politique économique proprement verte, distincte de celle des autres partis. **Le domaine dans lequel les Verts se distinguent le plus nettement des partis au pouvoir reste sans doute celui de l'investissement.** Comme l'explique Sven Christian Kindler, porte-parole des Verts pour les questions budgétaires au Bundestag dans une interview : « *Si nous n'investissons pas massivement dans la protection du climat et la numérisation dès maintenant, nous allons manquer la jonction à l'échelle mondiale et pire encore, nous allons détruire nos moyens de subsistance (...) le moment est venu de lancer un fonds d'investissement de 500 milliards d'euros sur les dix prochaines années. Pour cela, nous avons besoin d'une réforme fondamentale du frein à l'endettement, afin que les investissements nets de ce fonds puissent être à l'avenir financés par des prêts* ». Dans le nouveau débat sur la dette qui émerge en Allemagne, la position du parti vert est plus facilement identifiable que celle de ses concurrents. Pour le parti écologiste, le frein à l'endettement représente un « frein à l'investissement » particulièrement dangereux pour un pays souffrant d'un manque chronique d'investissements publics depuis plusieurs années – une opinion désormais partagée par de nombreux économistes et par le BDI.

La Fédération de l'industrie allemande (BDI) a publié en décembre 2020 une évaluation¹³ du programme économique des Verts. Si ce document regarde de façon critique le positionnement économique du parti, c'est moins les orientations choisies que le manque de précision et de mesures concrètes qui est dénoncé dans cette analyse. Cette évaluation est révélatrice à la fois de l'attention nouvelle portée par les milieux d'affaires aux propositions des Verts, mais également de l'ambiguïté que le parti entretient en vue des prochaines élections. Désireux de ménager la possibilité de former une coalition avec les conservateurs comme avec les Libéraux et le SPD, le positionnement économique des Verts reste incertain.

L'hypothèse du conservatisme vert

Pour le parti vert, il s'agit moins d'affirmer une compétence nouvelle dans le domaine économique que de se présenter comme un partenaire crédible de coalition. Longtemps réticents à exercer le pouvoir, les Grünen sont désormais prêts à faire les concessions qui leur permettront d'assumer en Allemagne de nouvelles responsabilités. Aussi bien avec la CDU qu'avec le SPD. Perçue un temps que la possible héritière de Merkel, Annalena Baerbock, la candidate des Verts s'est finalement avérée être un choix décevant. Au cours de l'été 2021, les révélations concernant ses oublis dans ses déclarations d'impôts, quelques arrangements dans son *curriculum vitae*, et la publication d'un ouvrage intitulé « Maintenant », dont certains passages sont de simples copié-collés, ont terni l'aura de celle qui se présentait comme la candidate du renouveau. En occupant la deuxième place dans le prochain gouvernement fédéral et en dirigeant plusieurs ministères stratégiques, les deux *leaders* des Verts allemands, Annalena Baerbock et Robert Habeck, pourront cependant affirmer leur capacité à gouverner et contribuer à faire de l'Allemagne une véritable puissance verte.

L'hypothèse d'une alliance des conservateurs et des Verts reste à ce jour une l'option la plus crédible pour initier l'ère post-Merkel. Inaugurée en Autriche en janvier 2020, cette solution politique originale devrait s'avérer en Allemagne moins radicale, dans la mesure où la CDU est plus centriste que le parti de Sebastian Kurz, et les Verts allemands plus libéraux que leurs homologues autrichiens. Le conservatisme vert, dans sa déclinaison allemande, correspond certes à un nouveau « *Zeitgeist* », le nouvel esprit du temps, mais il ne sera pas fondamentalement une rupture. Comme l'exprime Claire Demesmay, responsable du programme franco-allemand de la DGAP « *si aujourd'hui une coalition avec les verts est possible, c'est*

13 BDI, Évaluation du programme de base de BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN, décembre 2020.

parce que Merkel elle-même a pris trois virages qui rendent la CDU compatible avec les Verts. Le premier, c'est évidemment sur la sortie du nucléaire. Le deuxième virage, c'est sur l'accueil des réfugiés. Et puis le troisième virage, c'est l'accord pour le Fonds de relance européen fondé sur un endettement commun, qui représentait jusqu'ici une des lignes rouges au sein de la CDU. Tout cela fait qu'une coalition noire-verte est désormais possible ». Et celle-ci apparaît comme le prolongement naturel de l'Allemagne modernisée par Angela Merkel.

Du point de vue du contenu, la définition d'un conservatisme vert en Allemagne pourra s'appuyer sur l'expérience des coalitions noir-vertes au niveau des Länder allemands. Le Ministre-Président vert Winfried Kretschmann, qui dirige une coalition éco-conservatrice dans le Bade Wurtemberg, s'est ainsi fait le théoricien du conservatisme vert en publiant en 2018 un essai intitulé *Pour une nouvelle idée du conservatisme*. Dans cet essai, Winfried Kretschmann s'appuie sur la formule du philosophe Odo Marquard « l'avenir a besoin d'une origine » (« *Zukunft braucht herkunft* ») et développe l'idée selon laquelle **les partis de droite auraient échoué à incarner une véritable idée du conservatisme en négligeant la protection de la nature au profit d'une croyance infinie dans le progrès**. Une erreur que la défense du nucléaire, trop longtemps entretenue par la CDU, aurait porté à son paroxysme.

Au cœur du discours de Kretschmann, on trouve le concept de « *Heimat* », hérité de la culture germanique, qui intègre à l'idée de patrie une dimension environnementale. Pour Kretschmann, « la protection de la nature est une protection de la patrie (*Heimat*) dans le meilleur sens du terme ». Au fond cette alliance vert-conservateur conjugue en Allemagne la sécurité morale, la sécurité économique avec la protection de la planète, trois éléments réunis dans le terme de « *Wohlstand* », le bien-être.

3. Le SPD ou la société du respect

Le Ministère des Finances est un immense bâtiment gris aux lignes claires, un modèle d'architecture nazie, qui abritait pendant la dernière guerre le siège de la *Luftwaffe*, l'aviation militaire allemande. C'est dans ce bâtiment habité par un silence pesant que le candidat du parti social-démocrate, le Vice Chancelier et ministre des Finances Olaf Scholz, attend son heure. Olaf Scholz est un homme réservé et intelligent, dont le sérieux et l'humilité sont teintés d'ironie. Comme Angela Merkel, il est un homme du Nord, sobre en paroles et déterminé dans ses actes. Le Parti social-démocrate qu'il dirige est longtemps resté à la traîne dans les sondages,

mais pour lui « les électeurs devront choisir à la fin de la journée, la personne la plus expérimentée pour devenir Chancelier », celle qui sera le plus à même d'apporter une réponse à la principale question de notre époque : « la désintégration de nos sociétés sous l'effet conjugué du progrès technique et de la mondialisation ».

Parmi les principaux candidats à la Chancellerie, Olaf Scholz est en effet perçu comme la personnalité la plus crédible pour succéder à Angela Merkel.

En particulier dans le domaine des relations internationales, les Allemands lui reconnaissent une compétence plus élevée que ses concurrents alors même qu'il ne s'exprime presque pas sur le sujet. Les intempéries qui se sont abattues sur l'Allemagne en juillet 2021 ont par ailleurs profité au candidat du SPD. En l'absence de la Chancelière retenue à Washington, le candidat des sociaux-démocrates, le Vice-Chancelier et Ministre des finances Olaf Scholz, fut le premier à se rendre sur le terrain pour apporter son soutien aux populations sinistrées et leur promettre une aide d'urgence, exprimant ainsi sa stature d'homme d'État et son empathie. Olaf Scholz est celui qui retire le principal bénéfice politique de cette crise. Si l'Allemagne devait élire un Chancelier directement, les sondages le placent largement en tête et il pourrait s'imposer, malgré son manque de charisme, comme le successeur naturel de la Chancelière. Incarnation de la ligne modérée du SPD et de la continuité par rapport au gouvernement actuel, Olaf Scholz doit désormais rétablir la confiance dans une social-démocratie profondément affaiblie, en Allemagne comme dans le reste de l'Europe.

L'effacement du parti social-démocrate en Allemagne

La faiblesse relative du SPD dans les sondages contraste avec la représentation importante de son personnel dans les instances dirigeantes allemandes.

Frank Walter Steinmeier, le Président fédéral, est issu de ses rangs et le SPD est parvenu, au niveau fédéral, à conserver des ministères essentiels (Finances, Affaires étrangères, Environnement, Affaires sociales, Justice et Familles), en formant à l'issue des dernières élections une nouvelle « Grande coalition » dirigée par la Chancelière. 7 des 16 Länder allemands sont dirigés par des sociaux-démocrates, et on compte ainsi autant de Ministre-Présidents CDU que SPD. Les dernières élections régionales, toutes marquées par la réélection du candidat sortant, ont confirmé l'attachement de l'électorat à une forme de stabilité : si deux Länder dirigés par le SPD (Le Schleswig Holstein et la Ville-État de Berlin) voteront le 26 septembre 2021, la réélection de Malu Dreyer à la tête du Land de Rhénanie-Palatinat en 2021 a ainsi confirmé que le SPD n'était pas seulement un héritage de l'histoire politique allemande. À un mois des élections, plusieurs sondages anticipent une victoire du SPD, jusque-là totalement inattendue.

Le parti social-démocrate apparaît comme le plus vieux parti d'Allemagne : fondé à la fin du XIX^e siècle et interdit sous la période nazie, il renaît de ses cendres en Allemagne de l'Ouest au lendemain de la seconde guerre mondiale, mais reste dans l'ombre du Chancelier conservateur Konrad Adenauer durant la période de la reconstruction. En 1959 au congrès de Bad Godesberg, le SPD réalise son aggiornamento et devient un « *Volkspartei* », un parti du peuple, qui accepte de principe de l'économie sociale de marché et renonce à la lutte des classes. Le SPD a donné à l'Allemagne deux Chanceliers qui continuent, chacun à leur manière, de marquer son orientation : Willy Brandt, ancien maire de Berlin, Chancelier de 1969 à 1974 et principal artisan de « *l'Ostpolitik* », soit l'ouverture des relations économiques et diplomatiques avec l'Allemagne de l'Est et l'Europe orientale ; et Helmut Schmidt, Chancelier fédéral de 1974 à 1982, originaire de Hambourg comme l'actuel candidat du SPD.

L'ancien Chancelier Gerhard Schröder, qui a dirigé l'Allemagne de 1998 à 2005 n'est plus, en revanche, une figure de référence pour son parti. **À partir de 1998, le vote en faveur du SPD s'effondre en Allemagne et bien des militants voient dans les réformes Hartz impulsées par Gerard Schröder la principale cause de cet effondrement.** Comme le rappelle Wolfgang Schmidt, Secrétaire d'État au Ministère des finances et principal conseiller d'Olaf Scholz « *En 2005 le taux de chômage atteint 11,5 % et le quotidien populaire BILD titre « Allemagne 5 Millions de chômeurs ». Une majorité des militants est consciente de l'impopularité de ces réformes, mais une majorité équivalente est consciente de leur nécessité* ». Le tournant libéral incarné par les réformes Schröder se sont traduites par une scission au sein du SPD : en 2007, Oskar Lafontaine fonde le parti de gauche radicale *Die Linke* qui atteint près de 10 % lors des dernières élections fédérales et s'est imposé à la tête du gouvernement dans le *Land* de Thuringe, à l'Est du pays. **Cette scission a largement contribué à affaiblir l'identité du parti : Olaf Scholz a pour mission de tourner cette page de l'histoire de la sociale-démocratie.**

L'essoufflement de la sociale démocratie est un phénomène européen et occidental, qui présente en Allemagne un aspect original. Comme le montre une étude¹⁴ de la Friedrich Ebert Stiftung publiée en janvier 2021, le départ des électeurs du SPD n'a pas tant profité au parti d'extrême droite ou aux Verts, qu'à la CDU. Durant ses 15 années de pouvoir, Angela Merkel a en effet pratiqué, avec habileté, la méthode de la « démobilisation asymétrique » consistant à assécher le débat public allemand en s'emparant des thèmes de campagne de ses adversaires pour les transformer

¹⁴ Friedrich Ebert Stiftung, Silja Häusermann, Herbert Kitschelt, Tarik Abou-Chadi, Macarena Ares, Daniel Bischof, Thomas Kurer, Mathilde van Ditmars and Markus Wagner, *Transformation de la gauche, Le mythe de la perte d'électeurs au profit de la droite radicale*, Janvier 2021.

en réformes qu'elle s'approprie. La participation du SPD à la grande coalition entre 2005 et 2008 puis entre 2013 et aujourd'hui, lui a permis de faire avancer des réformes sociales et sociétales au cœur de son programme (salaire minimum et mariage homosexuel notamment) mais sans en tirer de véritables bénéfices politiquement. **Le centre (*Die Mitte*) restait incarné par la CDU.**

« *Never miss the opportunity of a good crisis* »

On observe aujourd'hui un mouvement de balancier : alors que la sociale-démocratisation de la droite allemande a conduit la CDU à devenir la principale force du centre, la crise du coronavirus, en justifiant l'intervention de l'État dans l'économie et en remettant en cause l'orthodoxie budgétaire, a privé la CDU de son principal marqueur identitaire et redonné au SPD une nouvelle forme de légitimité.

Le candidat du SPD Olaf Scholz s'est ainsi trouvé, en tant que ministre des Finances, à la bonne place au bon moment. Comme il l'exprime lui-même, « *Il y a eu dans le passé des critiques à l'égard de mon attachement au budget équilibré et mon refus d'entretenir les déficits publics. J'ai toujours expliqué que ce n'était pas une fin en soi, mais que cela nous permettrait de faire face si une crise survenait. Aujourd'hui, grâce à la solidité de nos finances publiques, nous pouvons affronter la crise avec les coudées franches* ». Et de fait, avec un excédent budgétaire proche de 50 milliards d'euros au début de la crise, le Vice-Chancelier allemand fut en mesure de donner une leçon de keynésianisme à l'Europe : pour ne pas devoir lésiner sur la relance face à des chocs financiers, sanitaires ou écologiques, mieux vaut disposer de marges d'action, en constituant des excédents en période d'expansion.

Désormais libéré des contraintes d'une orthodoxie budgétaire dont il avait été ces dernières années le garant, Olaf Scholz est en mesure de proposer un programme d'avenir qui, tout renouant avec les fondements de la sociale démocratie, pourrait lui permettre de redevenir la principale force du Centre. Après 16 années dominées par la figure d'Angela Merkel et face à l'essoufflement du modèle de la grande coalition, l'électorat allemand semble animé par une volonté de changement. Mais la population reste attachée à la stabilité représentée par l'ère Merkel et les prochaines élections devraient favoriser la force politique capable d'incarner un changement sans véritable rupture. À cet égard, Olaf Scholz apparaît comme un candidat « rassurant ». Ministre du Travail d'Angela Merkel entre 2007 et 2009, Maire de la ville État de Hambourg, l'un des poumons économiques de l'Allemagne de 2011 à 2018, Ministre des finances et Vice-Chancelier d'Allemagne depuis 2018, son expérience gouvernementale est infiniment plus étoffée que celles de ses concurrents. Cette

expérience lui permet de se positionner comme un manager de crise, ayant joué un rôle décisif aussi bien lors de la crise financière de 2008 que durant la pandémie. Elle lui permet également d'appuyer son projet pour l'Allemagne sur des réalisations concrètes, développées à Hambourg, aussi bien dans le domaine de l'environnement que celui du logement, deux axes forts de sa campagne.

Le contexte international est également favorable à Olaf Scholz : en Europe, le rôle moteur qu'il a joué aux côtés de Bruno Le Maire dans la mise en place du plan de relance européen et la définition d'une capacité d'endettement commun lui ont permis de mettre en évidence son engagement européen. C'est ainsi lui qui a popularisé en Allemagne la notion d'un « moment hamiltonien » et qui plaide désormais pour la création de ressources propres en Europe, conscient que ce moment représente une occasion unique pour approfondir l'intégration de l'Union européenne.

L'élection de Joe Biden comme Président des États-Unis a également permis de donner un nouveau souffle à son projet de « meilleure taxation » comme condition de la justice sociale. En Allemagne, Olaf Scholz a pleinement tiré les bénéfices politiques de l'accord historique sur la taxation des entreprises multinationales conclu lors du sommet du G7 le 5 Juin 2021. Quelques jours après ce sommet, il annonçait, sur un ton martial, avoir acheté des données relatives à l'évasion fiscale touchant des personnalités et entreprises allemandes faisant de la lutte contre la fraude fiscale l'un de ses thèmes de campagne favoris. **La réforme fiscale visant à alléger les impôts des ménages modestes en taxant davantage les catégories les plus riches et en introduisant un impôt sur la fortune marque bien la nouvelle orientation du SPD.** Si elle était confirmée, sa responsabilité engagée dans plusieurs scandales financiers liés à la banque Warburg de Hambourg et à la spectaculaire faillite de Wirecard- pourrait cependant destablisier l'actuel Ministre des finances et candidat du SPD.

Un programme fondé sur le respect

Plus d'un siècle après le congrès de Bad Godesberg, il revient à Olaf Scholz d'incarner une nouvelle orientation de la gauche allemande, davantage inspirée par les démocrates américains que par le modèle nordique, qui n'hésite plus à opposer la défense des classes populaires à l'accueil des étrangers. Pour regagner le soutien des classes moyennes et populaire qui constituaient le cœur de l'électorat du SPD, Olaf Scholz a centré sa campagne sur la notion de « respect » qui implique certes une reconnaissance des identités propres à chacun (*Identitätspolitik*), mais se traduit également par une remise en cause originale de la notion de mérite, dans laquelle Olaf Scholz voit la cause profonde de la division de nos sociétés.

En se référant explicitement au dernier essai de Micheal J. Sandel, « Tyrannie of Merit », Olaf Scholz dénonce la survalorisation du mérite dans les sociétés occidentales, laquelle conduirait à justifier les inégalités sur une base fautive tout en culpabilisant ceux qui n'ont pas réussi. Comme l'explique le Professeur Sandel, les élites méritocratiques se sont habituées à répéter le mantra selon lequel ceux qui travaillent dur et respectent les règles doivent pouvoir aller aussi loin que leurs talents les portent, mais elles ne se sont pas rendu compte qu'elles avaient perdu leur capacité d'inspiration. « *Sourdes au ressentiment croissant de ceux qui avaient été exclus des retombées de la mondialisation, elles sont passées à côté de la grogne populaire. La réaction populiste les a pris par surprise, elles n'avaient pas été assez attentives à l'insulte implicitement contenue dans la société méritocratique qu'elles offraient aux citoyens* ». **Olaf Scholz cherche ainsi à définir une nouvelle forme de progressisme, à l'opposé de celui incarné en France par Emmanuel Macron.**

Pour contrer les excès de la méritocratie Olaf Scholz propose une « société du respect » qui passe, pour les travailleurs, par l'élévation du salaire minimum à 12 euros et une renégociation des tarifs au sein des différentes branches afin d'élever leur rémunération, en particulier pour certains bas-salaires dont la crise a révélé combien ils étaient essentiels à nos sociétés ; pour les chômeurs de longue durée, cette société du respect se traduit par une abolition des sanctions imposées par le système Hartz IV au profit d'une indemnité (*Bürgergeld*), permettant aux familles de vivre dignement, tout en allongeant la durée des indemnités. Destiné à tourner la page des réformes Schröder, le nouveau programme du SPD contient également un fort engagement écologique, marqué par une limitation de vitesse à 130 km/h, un investissement massif dans le rail, et un passage à 100 % d'énergies renouvelables à partir de 2040. Mais là encore, la notion de « respect » implique ne pas accélérer trop fortement ces transformations. Olaf Scholz insiste ainsi sur la nécessité d'accompagner les travailleurs et les régions les plus touchées par la transformation de l'économie et reproche aux Verts d'incarner un progressisme arrogant, qui laisse de côté les catégories les plus fragiles de la population.

Fondé sur le slogan « Futur-Respect-Europe », le programme électoral du SPD accorde au projet européen une place centrale. Convaincu de la nécessité d'une Europe plus politique, il plaide pour le passage à la majorité qualifiée dans certains domaines clés, en matière de fiscalité et de politique étrangère notamment. Attaché à développer des ressources propres pour l'Union (à travers la taxation des géants du numérique et la révision du système d'émission de quotas de CO₂), il plaide également pour la réalisation de l'Union fiscale. Mais les questions de défense

sont, quant à elles, absentes du programme du SPD. Dans ce domaine, Olaf Scholz doit en effet composer avec une ligne antimilitariste imposée par la direction de son parti.

Olaf Scholz a échoué à prendre la tête du SPD l'an passé, et il lui revient désormais d'incarner une ligne plus à gauche que celle qu'il défend personnellement, tout en écartant le spectre inquiétant pour une partie de l'électorat d'une éventuelle coalition avec les Verts et la gauche radicale *Die Linke*. C'est là sa principale faiblesse. Mais en évitant de se positionner sur les sujets qui manifestent une opposition entre le parti et son candidat, il pourrait parvenir à incarner un *leadership* modéré et prudent, capable de reconquérir le centre de l'électorat pour s'imposer comme le nouveau Chancelier d'Allemagne.

4. Puissance et stagnation de l'AfD

Lors des élections locales en Saxe-Anhalt du 6 juin le parti Alternative für Deutschland (AfD) n'a pas confirmé la poussée qu'il avait laissé craindre à ses adversaires. Ces élections dans un des « nouveaux *Länder* » d'Allemagne orientale, où l'extrême droite est mieux implantée que dans l'Ouest de l'Allemagne, étaient lestées d'un poids politique particulier dans la mesure où elles représentaient le dernier scrutin avant le vote du 26 septembre devant conduire au nouveau gouvernement fédéral et au remplacement d'Angela Merkel. Dans les sondages, l'AfD se tenait au coude-à-coude avec le parti chrétien-démocrate (CDU) et semblait en mesure de devenir la première force politique de la région. Mais au terme d'une campagne à suspense, c'est la CDU qui l'a emporté avec 37 % des voix, contre 21 % pour l'AfD, qui a reculé de 2 points par rapport aux élections de 2016 – quant aux Verts, qui menacent la CDU au niveau fédéral, ils n'ont obtenu que 6,2 % des suffrages. Outre que ce score représente une victoire stratégique pour Armin Laschet, le candidat des conservateurs pour succéder à Merkel, il indique que **le parti d'extrême droite, après avoir multiplié les succès électoraux durant les dernières années, cesse pour l'instant de progresser et connaît une forme de stagnation au niveau fédéral (environ 11 % dans les sondages). Pour autant, il n'a rien perdu de ses positions et de son influence.** Les résultats en Saxe-Anhalt le confortent en tant que deuxième force politique de la région. Avec plus de 20 %, il est devenu un facteur de blocage à l'est du pays. En Saxe-Anhalt comme en Thuringe, dans le Brandebourg ou en Saxe, plus d'un électeur sur cinq continue à apporter son soutien à ce parti anti-européen et anti-migrants.

L'Allemagne a ressenti comme un choc – et la grande majorité, comme un traumatisme – l'arrivée fracassante de l'AfD au Bundestag lors des élections de 2017, où il est devenu la troisième force parlementaire en remportant 94 sièges, soit 12,6 % des voix. C'était la première fois depuis la fin du régime Nazi qu'un parti d'extrême droite reprenait place au Parlement. Fondé à l'occasion de la crise de la dette publique grecque, en 2013, par des professeurs d'économie, de finances publiques et de droit favorables à la dissolution de la zone euro, **ce parti initialement défini comme « anti-euro » s'est progressivement élargi en parti anti-système. La crise des migrants de 2015 et la main tendue d'Angela Merkel à près d'un million de réfugiés sur le sol allemand lui ont donné l'occasion de s'épanouir.** Il s'est rapproché des groupes hostiles à l'immigration et à l'islam. Nationaliste, eurosceptique et anti-establishment, l'AfD est un parti nationaliste-populiste situé à l'extrême droite – bien qu'il en refuse l'étiquette. Depuis 2015, il s'est associé plus ou moins directement avec des groupes de la droite la plus radicale comme Pegida et n'exclut pas quelques factions racistes, antisémites, islamophobes, xénophobes, identitaires, voire liées aux mouvements néonazis. Avec la crise du Covid-19, l'immigration diminuant, il a opéré une nouvelle mutation en s'imposant comme le parti « anti-mesures et anti-Covid », celui de la contestation contre les masques de protection et autres règles sanitaires. Au moment où Angela Merkel et les dirigeants des *Länder* envisageaient de renforcer les dispositifs anti-Covid, l'AfD a révélé son slogan de campagne pour les élections de septembre : « L'Allemagne. Mais normale » – c'est-à-dire débarrassée des règles contraignantes. L'un des présidents du groupe parlementaire, Alexander Gauland, dénonce la mise en place d'une « dictature sanitaire » et « la pire limitation de liberté de l'histoire de la république d'Allemagne ». Au printemps 2021, des manifestants installés devant la chancellerie brandissaient des pancartes « *Merkel Diktator* ».

Le tsunami qu'a été l'irruption soudaine et massive de l'AfD au Bundestag en 2017 est la conséquence directe du choc tellurique de la crise des migrants de l'automne 2015. Le 31 décembre de la même année a lieu la vague d'agressions sexuelles commises principalement à Cologne, et principalement par des demandeurs d'asile. Le parti qui se nourrit de la peur des immigrés commence à s'implanter dans le paysage politique allemand au cours de l'année 2016, en gagnant des sièges dans plusieurs parlements régionaux. L'attaque terroriste islamiste du 19 décembre 2016 sur un marché de Noël de Berlin, commise au camion-bélier par un Tunisien et revendiquée par l'organisation État islamique, renforce encore les rangs du parti. En août 2018 ont lieu les émeutes anti-migrants de Chemnitz, en Saxe, après la mort d'un homme apparemment tué par deux réfugiés. Ni la pauvreté, ni le sentiment d'être délaissé par Berlin ne suffisent à expliquer le vote pour l'AfD : à l'Est comme à l'Ouest, 39 % de ses électeurs ont des revenus plus élevés que la moyenne

ationale, et les régions où il est le plus implanté sont plutôt plus riches, mieux dotées en investissements publics, peu inégalitaires, tels la Saxe, la Thuringe, mais aussi le Bade-Wurtemberg ou la Bavière. La frustration, à l'Est, liée à la violence de la Réunification, n'est pas non plus la seule motivation des électeurs de l'extrême-droite allemande : ce qui domine, c'est la perception d'avoir été « trahis » par Angela Merkel au profit des étrangers qui leur font « peur ». 95 % d'entre eux pensent que la culture et les valeurs allemandes sont en train de disparaître dans une société « en voie d'islamisation ». On assiste en cela la fin d'une exception allemande : le pays est rattrapé par les débats sur les questions sécuritaires et identitaires dont elle était jusque-là restée à l'abri.

Aujourd'hui, quatre ans après son entrée au Bundestag, l'AfD a gagné en puissance et en visibilité mais entame une période de stagnation. Plusieurs éléments en sont la cause. Le premier est **la perte par l'AfD de la respectabilité démocratique qu'elle entendait représenter à ses débuts. Le parti n'a cessé de se radicaliser** au profit de son courant d'extrême-droite dure, ce qui l'éloigne des perspectives d'une quelconque alliance avec la CDU. Celle-ci avait payé le prix fort – la démission de sa présidente Annegret Kramp-Karrenbauer – de ne pas se positionner clairement face à l'extrême droite lors des élections de Thuringe en 2020. Plusieurs membres de l'AfD ont été accusés de liens avec les mouvements néonazis. En 2020, le porte-parole du groupe parlementaire a dû être exclu pour avoir appelé à « gazer » les réfugiés. La même année, la responsabilité indirecte des attaques terroristes contre des bars à chichas de Hanau – comme celle de Halle devant la synagogue l'année précédente – a été attribuée en partie à l'AfD, à son discours xénophobe et à sa rhétorique stigmatisant les migrants, les musulmans, l'État allemand, les institutions, les médias, qui font le lit d'actes violents. Au vu des déclarations racistes, islamophobes, antisémites ou révisionnistes, et des appels à peine camouflés au coup d'État proférés par des responsables du parti, les autorités allemandes ont accru la pression sur l'AfD à quelques mois des législatives de septembre 2021. Le renseignement intérieur fédéral (BfV) s'est lancé dans une surveillance d'envergure du mouvement. Sous sa pression, le courant le plus radical du parti, « L'aile » (« *Der Flügel* »), fondé par Björn Höcke, chef de file de l'AfD en Thuringe, s'est officiellement dissous en mars 2021.

La deuxième clé d'explication à la stagnation relative de l'AfD est **la difficulté du parti, dans la crise du coronavirus, à se nourrir du ressentiment et du mécontentement qui forment généralement son fonds de commerce**. Il ne parvient pour l'instant à capitaliser sur la crise sanitaire pour trouver un nouvel élan : ni sur la colère suscitée par les mesures sanitaires restrictives, ni sur les difficultés économiques et sociales découlant de la pandémie. Le rôle de parti protestataire

« *Protest Partei* » face aux mesures sanitaires contraignantes est largement assumé par les libéraux du FDP, qui gouvernent en coalition dans de nombreux *Länder*. Dans un contexte difficile et inquiétant, les électeurs préfèrent se fier aux partis de gouvernement déjà en place et aux candidats qui les rassurent, plus que sur un parti trop radicalisé pour être crédible. Au moment de mettre le bulletin dans l'urne, rien ne peut l'emporter autant qu'une garantie de la sacro-sainte « stabilité » allemande.

IV

LA PROSPÉRITÉ EN DÉBAT

Ce n'est pas à l'aune de sa vision ou de ses réformes que l'on peut créditer le bilan d'Angela Merkel. La Chancelière qui a marqué l'histoire est tout sauf une réformatrice, et elle a bénéficié de l'agenda mis en place par son prédécesseur Gerhard Schröder, qui a rétabli la compétitivité de l'économie allemande. Sa force est d'avoir su en accompagner la dynamique pendant seize années, au terme desquelles l'Allemagne est passée du statut d'« homme malade de l'Europe » à celui de quatrième puissance économique mondiale. Parmi les décisions historiques de la Chancelière, on compte la sortie du nucléaire et le soutien aux énergies renouvelables décidé en 2011, et l'accueil des réfugiés en 2015, deux décisions qui chacune à leur façon, apportent une réponse partielle et imparfaite aux deux principaux défis de l'Allemagne : sa dépendance énergétique et une démographie toujours vieillissante. Pour autant, les acteurs économiques allemands envisagent les prochaines élections avec inquiétude : après 15 années attachées à renforcer les bases de la compétitivité de l'économie allemande, l'Allemagne pourrait-elle être tentée par une politique plus redistributive et une accélération de son verdissement ?

1. L'héritage d'Angela Merkel : seize ans d'une Allemagne heureuse ?

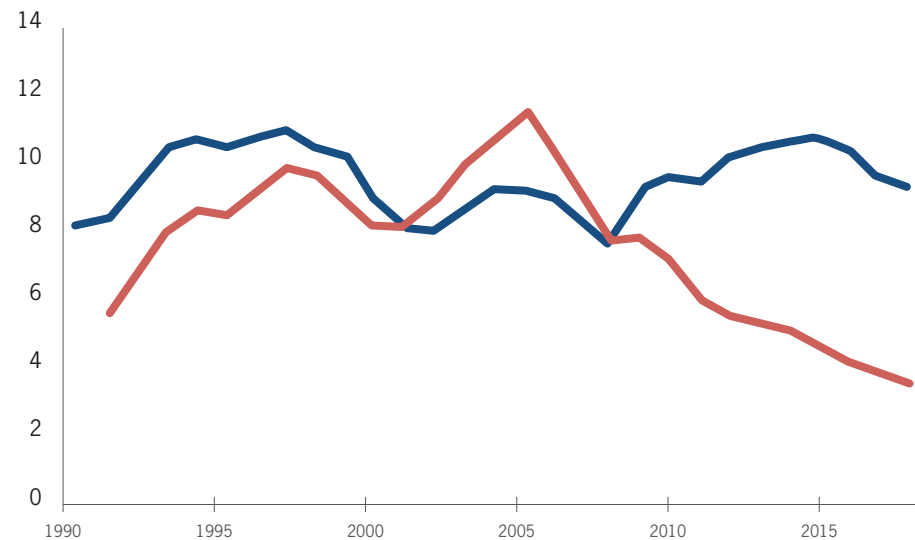
Les dernières grandes réformes économiques en Allemagne ont eu lieu avant l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel, et c'est paradoxalement un homme de gauche, le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, qui a imposé leur tonalité libérale. Sa principale opposante, alors à la tête du parti chrétien-démocrate (CDU), avait eu la clairvoyance de recommander à son groupe parlementaire de voter ces réformes dont elle savait qu'elle en bénéficierait, une fois son tour venu à la Chancellerie. Son intuition n'a pas été démentie. **En 2005, Angela Merkel hérite d'un marché de l'emploi libéralisé qui conduit à la diminution du chômage et même à un boom de l'emploi qualifié de « deuxième miracle économique »** – en référence au « premier miracle » (« *Wirtschaftswunder* ») ayant eu lieu juste après la Deuxième guerre mondiale. Car l'Allemagne des années 1990 et du début des années 2000, ralentie essentiellement par les difficultés de la Réunification, était

loin d'être la puissance qu'elle est aujourd'hui. La croissance était inférieure à la moyenne de la zone euro et le taux de chômage, passé de 8,3 % à 11,3 % de 1995 à 2005, augmentait plus vite que dans les pays voisins.

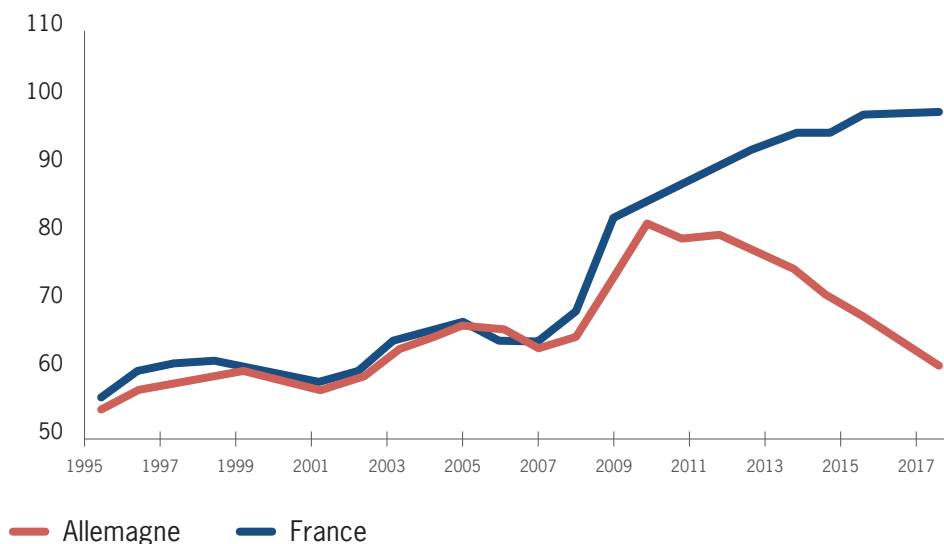
L'ensemble des mesures mises en place par le gouvernement de Gerhard Schröder sous le nom d'« agenda 2010 » avait pour objectif de remédier aux trois principales défaillances de l'économie allemande – perte de compétitivité, croissance faible, chômage –, en introduisant trois axes de réformes : système de protection sociale, fiscalité et réglementation du travail. Il s'agissait notamment de lutter contre le chômage dit « volontaire » et de favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires d'allocations. **Les réformes les plus importantes restent celles relatives au marché du travail, les quatre séries de « lois Hartz »** (du nom de l'ancien directeur du personnel de Volkswagen, Peter Hartz, à qui le Chancelier en avait confié la conception). Elles sont néanmoins déterminantes dans l'accession de l'Allemagne à la prospérité, à la stabilité et à la compétitivité – autant d'éléments qui définissent les années Merkel. Plusieurs études démontrent l'effet direct des lois Hartz sur la forte diminution du chômage en Allemagne – en particulier les plus importantes, intitulées « Hartz IV », qui supprimaient le régime d'assistance chômage pour revaloriser l'aide sociale. Depuis l'arrivée au pouvoir de la Chancelière, l'Allemagne est passée d'un taux de chômage de 11,5 % en 2005 à une situation de plein emploi : 7 % en 2010, 4,6 % en 2015, près de 3,8 % en 2020 (Eurostat). Le taux d'activité est quant à lui passé de 69,4 % à 80 % entre 2005 et 2020 – soit plus qu'en France (de 68,9 % à 71,4 % pendant la même période) (Eurostat). Ces résultats spectaculaires valent aux réformes Schröder, soutenues et poursuivies par Angela Merkel, d'être parfois décrites comme « la clé du miracle économique allemand ». Elles sont en tout cas, confirme le ministre fédéral de l'économie allemande Peter Altmaier, « la condition préalable à la réussite remarquable de l'économie allemande pendant seize ans ».

Comparaison France-Allemagne : un décrochage progressif de la France

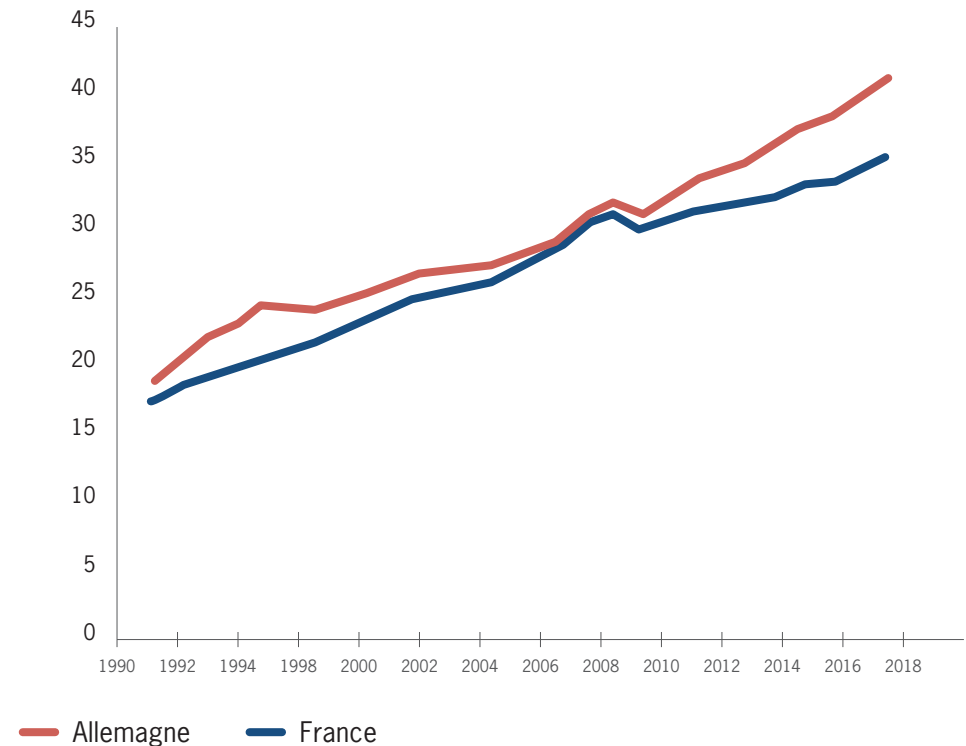
Taux de chômage en % de la population active



Dette brute des administrations publiques en % du PIB



PIB par habitant, en prix courant entre 1991 et 2018 en milliers d'euros



Source : *Cruising at Different Speeds: Similarities and Divergences between the German and the French Economies*, Commission Européenne (2019).

La France et l'Allemagne ont accentué durant cette dernière décennie leurs écarts en matière de croissance, de taux de chômage et d'endettement public. La crise de 2009 a marqué le point de rupture. Plusieurs facteurs d'explication sont fréquemment évoqués : une production davantage tournée vers l'exportation, plus favorable à la compétitivité internationale, mais surtout les réformes du marché du travail, datant de la période Schröder.

Ces réformes n'ont pas cessé de susciter la controverse : à la fois louées pour leur efficacité et blâmées pour leur brutalité, dont ont souffert en premier lieu les chômeurs en fin de droits. Elles ont été contestées y compris à l'intérieur

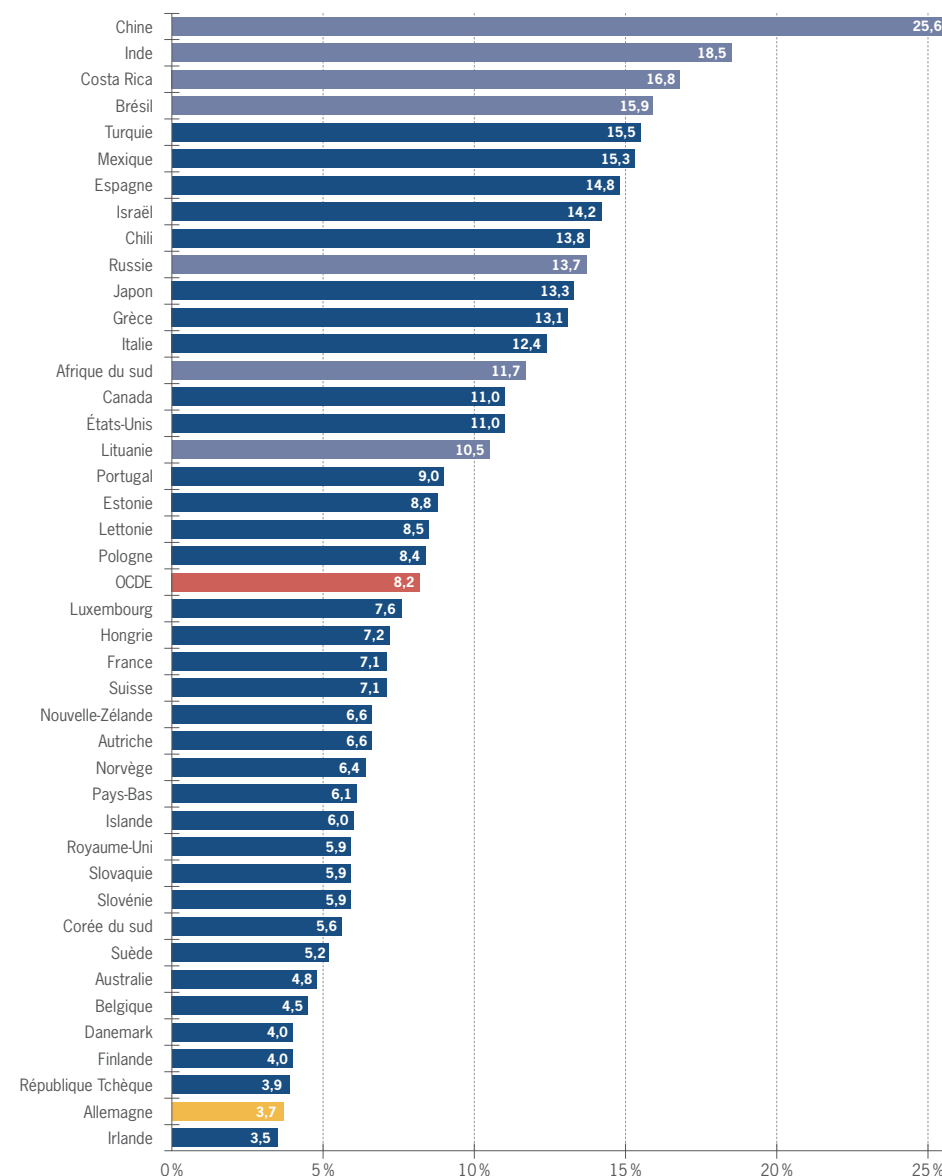
du parti de Gerhard Schröder, le SPD, au point de provoquer le départ d'un de ses anciens présidents, Oskar Lafontaine, qui démissionne en 2005, prend la direction d'une formation regroupant les déçus de la social-démocratie et cofonde, deux ans plus tard, le parti de gauche radicale *Die Linke*. Au-delà des réformes elles-mêmes, les critiques visent la manière dont elles ont été mises en œuvre par la politique économique d'Angela Merkel au cours des seize années.

La baisse du chômage a été accompagnée en Allemagne par des salaires relativement bas, que les patrons et syndicats allemands se sont entendus pour maintenir à la baisse de nombreuses années, notamment dans les secteurs d'exportation. **Ils ont eu pour effet une précarisation du marché du travail** et une explosion du nombre des travailleurs pauvres. Jusqu'en 2015, l'Allemagne était l'un des rares pays européens à n'avoir pas introduit de salaire minimum interprofessionnel légal. Son instauration fut la condition imposée par le parti social-démocrate pour former une grande coalition avec le parti conservateur d'Angela Merkel tout au long de son troisième mandat (2013-2017). Aujourd'hui, environ 7 millions de personnes sont couvertes par le salaire minimum en Allemagne, le reste des salariés étant couverts par des accords de branches. Ce salaire s'élevait, lors de son instauration en 2015, à 8,50 euros par heure et il atteignait 9,35 euros fin 2020. L'un des combats prioritaires de la très puissante Confédération allemande des syndicats, le « *Deutscher Gewerkschaftsbund* » (DGB) est aujourd'hui l'augmentation du salaire minimum à 12 euros également soutenue par les Verts et la SPD.

Une étude de l'OCDE sur les travailleurs pauvres est revenue en 2018 sur l'idée que le marché du travail allemand était marqué par des salaires durablement bas, à travers les minijobs. Comme l'explique Sylvie Goulard, second sous-gouverneur de la Banque de France, « *Les Allemands ont fait le choix d'avoir des gens au travail avec l'idée qu'une partie de la population pourrait y trouver une sorte de tremplin pour se remettre dans un secteur beaucoup plus protégé. Je ne crois pas qu'en France, on puisse dire que nous n'avons pas également un double système. Quand vous discutez avec des jeunes, vous voyez qu'il y en a beaucoup qu'on oblige à être auto entrepreneurs, qui enchaînent les CDD... Je crois que cette question de savoir comment vous assurez aux gens un emploi et qui soit le moins précaire possible est une question qui se pose dans les deux pays et à laquelle les deux pays répondent différemment* ». La croissance qu'a connue l'économie allemande a une double conséquence : le chômage y est relativement bas (autour de 6 % en 2021) et la part de travailleurs pauvres dans l'économie n'est plus, fondamentalement, un problème allemand.

Travailleurs pauvres dans les pays de l'OCDE

Pourcentage vivant dans des ménages dont la personne principale est en âge de travailler et dont au moins un membre travaille, et dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté.



Source : www.oecd.org/social/ministerial

La baisse du coût du travail a rendu l'industrie allemande encore plus compétitive qu'elle ne l'était et favorisé ses excédents commerciaux, les plus importants du monde (de l'ordre de 300 milliards de dollars) pendant plusieurs années consécutives. Ceux-ci n'ont pas été accompagnés par une politique ambitieuse d'investissements publics. Les infrastructures allemandes ne sont pas à la hauteur de sa prospérité. Les entrepreneurs se plaignent que les poids lourds doivent éviter d'emprunter certains ponts, insuffisamment sécurisés. **Pendant les années Merkel, l'Allemagne a épargné beaucoup plus qu'elle n'a investi**, et lorsque l'épargne est supérieure à l'investissement, la différence constitue l'excédent de la balance courante. Deux dynamiques conjointes ont contribué à cette situation : l'obsession de l'équilibre budgétaire, comme on l'a vu précédemment, et la démographie. L'Allemagne vieillit, et les grandes cohortes d'âge approchant de la retraite ont épargné de manière encore plus obsessionnelle que d'ordinaire. Longtemps respectueuse à l'excès du dogme du *Schwarze Null*, par conviction ou par attention portée à son opinion, Angela Merkel a opté pour une politique orthodoxe et n'a pas eu l'audace d'augmenter les investissements publics qui auraient stimulé les investissements privés et préparer l'avenir du pays.

Dans le domaine des investissements aussi, la pandémie de Covid 19 peut servir de facteur déclencheur d'un « changement de philosophie », dans la continuité du plan de relance européen, et ouvrir la possibilité d'un programme massif d'investissements, jugé « indispensable » par le président de la confédération syndicale DGB. Pour Reiner Hoffmann, la position de la CDU/CSU sur un retour rapide du frein à l'endettement et un remboursement des dettes contractées en commun sur une période de 20 ans seulement n'est pas tenable. « *En réduisant trop rapidement la dette, dit-il, nous étoufferons les investissements dont nous avons besoin de toute urgence* ». Ce besoin d'investissement est particulièrement sensible dans le domaine du numérique.

L'Allemagne et le numérique

C'est en 2013 qu'Angela Merkel lance le concept d'Industrie 4.0, la quatrième révolution qui se déploie dans la sphère numérique : une nouvelle façon d'organiser les moyens de production dont l'objectif est la mise en place d'usines dites « intelligentes » (« *smart factories* »). Celles-ci, dont les fondements reposent sur l'Internet des objets et les « systèmes cyber-physiques », sont capables d'une plus grande adaptabilité dans la production et d'une allocation plus efficace des ressources. L'Allemagne se fixe pour objectif à travers ce nouveau concept, de devenir numéro un du numérique en Europe. Elle investit massivement dans les TIC, la robotique, les

réseaux intelligents et investit 100 millions d'euros pour faire avancer la recherche et le développement de certaines innovations cruciales dans le domaine de l'industrie, grâce à deux programmes de soutien « Autonomik pour l'industrie » et « *Smart Service Welt* ».

La Chancelière persévère dans cette voie et lance en 2014 « l'Agenda numérique 2014-2017 ». Conjointement mis en œuvre par les entreprises, les partenaires sociaux, la société civile et le milieu scientifique, l'Agenda numérique définit les étapes importantes de la politique numérique autour de trois objectifs centraux : la croissance et l'emploi, l'accès et la participation ainsi que la confiance et la sécurité. L'ambition de la Chancelière est de structurer, réglementer mais aussi promouvoir le numérique dans les différentes sphères de la société, par exemple : promouvoir la mobilité et fournir de nouvelles ressources au système de santé, mais aussi encourager la transformation numérique au sein de l'administration. La création d'un « droit international du web » est aussi inscrit comme une priorité afin de respecter pleinement les droits de l'Homme. En parallèle, le gouvernement souhaite mettre en avant l'accès des citoyens à la technologie numérique. Les mesures initiées, malgré la volonté apparente de la Chancelière de mettre la transformation numérique au cœur de son mandat, manque de solutions concrètes selon les acteurs de l'écosystème d'innovation allemand.

Sigmar Gabriel, alors ministre fédéral de l'Économie (BMWi), complète en 2016 l'initiative d'Angela Merkel, avec la « Stratégie numérique 2025 ». Celle-ci décrit des mesures et instruments importants nécessaires au-delà même de la période législative en cours, afin de réussir le changement numérique en Allemagne. Ses champs de bataille : la cybersécurité, la fibre (grand plan pour la fibre optique, dont le coût total sur dix ans est estimé à 100 milliards d'euros) et le « made in Germany » pour entraîner les PME dans l'ère digitale.

Capacité d'innovation vs transformation numérique : le paradoxe allemand

Si l'Allemagne arrive à la quatrième place du classement commandé par la Fédération allemande de l'industrie et l'Académie allemande des sciences techniques évaluant les capacités d'innovation des différentes nations, le pays recule à la 17^e place sur la question du numérique, juste derrière la France. Comment expliquer ce décalage ?

Tout d'abord, rappelons que l'Allemagne dispose d'un secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) des plus actifs de l'Union européenne. Le chiffre d'affaires du secteur technologique allemand devrait croître de plus plus de 20 % pour atteindre près de 280 milliards d'euros en 2022. Cela signifie que

le secteur technologique connaîtra une croissance de sept points de pourcentage supérieure à celle du produit intérieur brut nominal au cours de la même période, enregistrant en 2017 un chiffre d'affaires de 160 milliards d'euros, ce qui en fait le cinquième plus grand marché des TIC au monde. Il s'agit également du marché qui emploie le plus de personnes en Allemagne (près d'1 million) après le secteur manufacturier. Selon le *World Economic Forum*, l'Allemagne vient en tête du classement des pays les plus innovants. La recherche et le développement y sont très bien notés – avec plus de 290 dépôts de brevets par million d'habitants. Le résultat s'explique par de forts investissements publics, un fort accent sur l'utilisation de la science à des fins économiques, un excellent paysage universitaire, des centres de recherche extra-universitaire performants, et des entreprises très compétitives. Ce n'est pas par hasard si IBM a choisi l'Allemagne pour y installer son premier ordinateur quantique en dehors des frontières américaines.

Contrairement aux grandes entreprises allemandes qui comptent parmi les *leaders* mondiaux de l'adoption des technologies de données, les petites entreprises et les secteurs avec un moindre contenu technologique ont un taux de pénétration technologique très faible : la transformation numérique y est très lente. En 2013, le gouvernement lance la stratégie « *Mittelstand Digital* » qui encourage l'installation de techniques informatiques modernes dans les PME et ETI. Près de 8 ans plus tard, seulement 8 % des entreprises utilisent des données pour entamer leur transformation numérique. Si le pays est apte à traduire efficacement la recherche en applications pratiques, des logiciels aux produits pharmaceutiques, ce moteur de croissance et d'emploi est présent seulement dans les grandes entreprises.

L'Allemagne possède une volonté et une capacité forte de faire émerger des nouvelles technologies de pointe. Ces technologies sont cependant concentrées dans des entreprises déjà établies. Malgré l'effort constant du gouvernement à favoriser l'émergence de *start-ups*, l'Allemagne n'est pas un pays d'entrepreneurs pour les *start-up* digitales.

a) L'écosystème entrepreneurial allemand

De nombreuses initiatives du gouvernement allemand depuis des années pour accompagner la création de *start-ups* en Allemagne sont à l'œuvre : série de programmes publics accompagnant l'essor des 5 000 *start-ups* du pays à travers des dispositifs de prises de participation « *HighTech Gründerfonds* », d'aides financières, les programmes « *Exist* » ou « *Invest* », le « *German Silicon Valley Accelerator* » ou encore des crédits avantageux accordés par la banque publique d'investissement allemande, *Kreditanstalt für Wiederaufbau*, (KfW). Les *Länder* complètent l'initiative gouvernementale tel que le programme Pro FIT, à destination des entreprises en

phase de lancement, créé par la banque d'investissement du *Land* de Berlin (IBB). Si l'Allemagne est le premier écosystème de l'UE depuis le départ du Royaume-Uni, l'écosystème britannique est valorisé à 585 milliards de dollars, soit plus du double de l'écosystème de l'Allemagne qui est à 291 milliards de dollars. Cependant, Plusieurs raisons peuvent expliquer ce fossé :

- les startups font face à un **manque de capital**, surtout dans les innovations de rupture ou les dernières phases de développement. Le problème n'est pas le volume en circulation, celui existe bien. Mais le capital présent en Allemagne n'est pas investi dans des *start-up* technologiques mais dans l'immobilier ou dans des placements très sûrs. Le capital-risque reste sous-développé en Allemagne. En décembre 2019, pour contrer la frilosité des investisseurs, le gouvernement allemand a formé une commission et financé l'Agence pour les innovations de rupture. Cette nouvelle agence est chargée de lancer des innovations avec des technologies radicalement nouvelles. Les nouveaux investisseurs ont un plus grand potentiel pour transformer les marchés avec de nouveaux produits, services et chaînes de valeur.
- l'Allemagne n'est pas un pays des plus attractifs selon le classement *Doing business* de la Banque Mondiale. Le pays se classe 125 sur 190 économies pour le critère « Démarrer une entreprise » du rapport de 2020¹⁵, en grande partie en raison des **exigences bureaucratiques complexes** de l'Allemagne.
- la **commercialisation** des produits. L'Allemagne, comme beaucoup de pays européens, n'arrive pas à tirer profit de ses inventions (ordinateur en 1941, l'airbag en 1971, le format MP3 en 1982). Tout récemment, nous pouvons citer Siri, le logiciel de reconnaissance vocale d'Apple qui se fonde sur des techniques étudiées par le lauréat allemand de l'intelligence artificielle, Kristian Kersting.

b) Le retard de la transformation numérique allemande

L'Allemagne a un enjeu de **connectivité** qui peut ralentir la numérisation des organisations :

- selon les chiffres de la Commission européenne, 84 % des foyers allemands avaient accès en 2017 à un internet d'un débit égal ou supérieur à 30 Mbits par seconde (à titre de comparaison, la Suisse, l'un des pays les plus numérisés d'Europe, est à 99 %), avec toutefois de fortes divergences régionales : ce taux chute à 36,4 % en zone rurale (93 % en Suisse). En matière de fibre optique (supérieur à 100 Mbps), l'Allemagne fait figure de mouton noir en Europe, avec seulement 7,3 % des foyers qui y ont accès, contre 29,5 % en Suisse. Dans une étude¹⁶ réalisée par Opensignal,

15 Banque mondiale, *Doing Business 2020 – Maintenir le rythme des réformes*, Octobre 2019.

16 Opensignal, Ian Fogg, *Benchmarking the global 5G user experience – October update*, Octobre 2020.

qui évalue les expériences des utilisateurs en matière de réseaux sans fil, l'Allemagne est classée 50^e sur 100 pays pour la disponibilité de la norme 4G – derrière l'Inde, l'Indonésie et le Kirghizstan. Le gouvernement s'est donné pour objectif de fournir un accès au haut débit (plus de 30 Mbps) à l'ensemble du territoire d'ici à 2025. En 2009, Angela Merkel promettait d'assurer d'ici à 2014 un Internet à très haut débit à au moins 75 % des foyers. Mais les travaux coûtent très cher dans les zones les moins densément peuplées. « Assurer le haut débit aux derniers 5 % des foyers coûte plus de dix fois plus cher que pour les 75 % premiers », souligne Bernhard Rohleder, CEO de Bitkom, syndicat des entreprises du numérique allemandes, selon qui cela coûterait au minimum 20 milliards d'euros. Le gouvernement annonçait en 2019 l'injection d'1,1 milliard d'euros d'ici à 2024 pour couvrir les « zones blanches » du réseau de téléphonie mobile. Le scepticisme global autour de la 5G et de ses antennes de radiations cancérigènes n'a pas épargné les Allemands. Le gouvernement a donc lancé en décembre dernier la plateforme « La 5G, on en parle » pour faire émerger un consensus sur l'état des connaissances du réseau 5G.

L'Allemagne, poisson-pilote de la souveraineté technologique

Concernant l'industrie du *software*, l'Allemagne a consolidé sa position de plus grand marché de logiciels en Europe occidentale, avec un chiffre d'affaires de plus de 23 milliards d'euros et une croissance de 6,3 % en glissement annuel en 2017. L'Allemagne est le pays dont le gouvernement dépense le plus dans le *Cloud* en Europe. En revanche, sur la scène internationale, le marché du *Cloud* est encore largement dominé par les Américains.

La prééminence des Américains sur le *Cloud*, et plus largement la domination des grandes plateformes américaines, ont poussé le Parlement allemand à instaurer en 2021 une réforme du droit national de la concurrence qui semble plus contraignante pour les plateformes que le *Digital Markets Act* (DMA) de la Commission européenne publié en décembre 2020. L'Allemagne ne fait pas fi de la proposition européenne, mais se prépare à proposer des alternatives lors des négociations du Parlement et du Conseil qui mèneront à l'adoption de la réglementation européenne. Dans la même visée, sans attendre la mise en place du *Digital Compass* de la Commission européenne, le gouvernement allemand a adopté en 2021 une Stratégie pour les données numériques. Elle se compose de 240 mesures qui vont du développement des infrastructures à celui des compétences numériques des citoyens. Elle vise à une meilleure exploitation du gisement d'innovations que les données numériques recèlent pour la science, l'économie et la société. Le gouvernement veut faire de l'Allemagne un pays pionnier en matière d'« exploitation innovante » et de partage des données.

Bien que l'Allemagne et les États-Unis détiennent une relation de proximité étroite, sur les questions de concurrence et d'oligopoles, l'Allemagne dispose de l'antitrust le plus actif et le plus strict de l'UE. Le *Bundeskartellamt*, l'office fédéral de lutte contre les cartels, a déjà engagé de nombreuses procédures contre les GAFAM. Une réforme contre les déséquilibres de pouvoirs de l'économie numérique est également sur la table, *GWB-Digitalisierungsgesetz*, et renforcera le pouvoir de sanction du *Bundeskartellamt*. L'Allemagne anticipe également la mise au pas des géants du Net visée par le *Digital Services Act* (DSA). Dès 2018, elle fait entrer en vigueur le *NetzDG*, le « *Network Enforcement Act* », premier règlement d'Europe qui impose les plateformes à supprimer les « contenus manifestement illicites » dans les 24 heures suivant une notification. Le projet de « *Medienstaatsvertrag* » (Traité interétatique des médias), quant à lui, publié en décembre 2019, aborde les défis posés par les algorithmes de tri et de recommandation sur YouTube et Netflix et les plateformes intermédiaires telles que Facebook et Google. Le projet vise à empêcher les plateformes vidéo de discriminer le contenu (c'est-à-dire de le rendre moins visible sans raison justifiée) tout en rendant transparent le fonctionnement des algorithmes de recommandation.

L'intégration réussie des réfugiés

La consolidation de la puissance économique allemande n'est qu'un des deux héritages principaux d'Angela Merkel au terme de seize ans de pouvoir. **Sa deuxième obsession, parallèle et non contradictoire avec la première, aura été, avec plus ou moins de succès, le maintien de l'unité**, autant entre les pays de l'Union européenne qu'à l'intérieur de son propre pays. Ecouter, négocier, convaincre et maintenir à la table de négociations les mâles dominants les plus récalcitrants à tout compromis aura été sa marque de fabrique, autant que mettre ensemble les positions contraires des groupes parlementaires et des opinions publiques. Rien ne pouvait mieux convenir à cette centriste absolue que de gouverner pendant trois mandats sur quatre à la tête de grandes coalitions, par lesquelles elle a su faire de son adversaire politique (le SPD) un partenaire constructif. C'est finalement Angela Merkel, reine-mère de l'austérité, qui finit par faire accepter au contribuable allemand rétif le renflouement de la dette grecque. C'est elle qui conduit l'opinion allemande à accepter la révolution du dogme budgétaire et de la mutualisation des dettes, avec le plan de relance européen. C'est elle qui entraîne l'Allemagne dans une vaste entreprise humaniste lors de la crise des migrants de 2015 : parce que la fille de pasteur est une dirigeante morale, et parce que les nouvelles générations d'Allemands, encore proches de leur histoire, se sentent elles aussi investies d'un devoir moral.

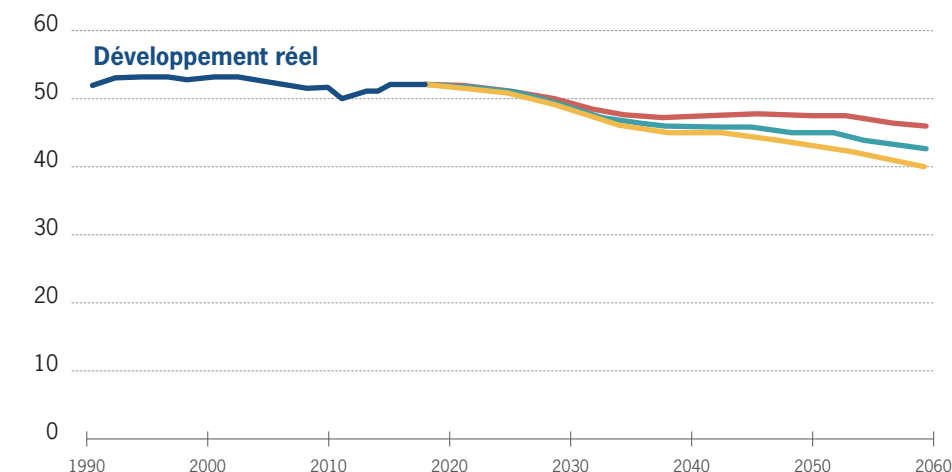
Le 31 août 2015, en décidant d'accueillir les centaines de milliers de demandeurs d'asile qui erraient de la Grèce à la Hongrie, Angela Merkel a prononcé ces quelques mots, « *Wir schaffen das* », qui pourraient être le slogan de son *leadership*. Un épouvantail pour ses contempteurs irrités par l'arrivée de plus d'un million d'étrangers qui se sont installés en Allemagne en 2015-2016. La Chancelière et l'Allemagne ont payé cher politiquement ce geste qui a abouti au retour en force de l'extrême droite dans les parlements fédéral et régionaux en Allemagne. Il a divisé la société allemande, les sociétés européennes, et son propre parti, la CDU, qui s'est déchiré. Comme à son habitude, Angela Merkel s'est adaptée à la situation et a changé progressivement de cap. Elle a assuré que 2015 « ne se reproduirait pas ». Elle a adopté des règles plus strictes en matière d'asile, d'intégration, d'expulsion.

Au prix d'une mobilisation des régions et des cantons et d'importants moyens financiers, le pays a jusqu'à présent plutôt bien géré l'intégration des réfugiés sur le marché du travail. Dans quatre études¹⁷, des chercheurs de l'Institut allemand de recherche économique (DIW Berlin) ont examiné dans quelle mesure les réfugiés sont désormais intégrés en Allemagne et comment ils vivent ensemble et en arrivent à ces conclusions : les réfugiés appartiennent pour la plupart à la moitié la plus éduquée de leur société d'origine ; leurs attentes élevées en matière d'emploi sont partiellement satisfaites ; l'intégration scolaire et extrascolaire des enfants et des jeunes réfugiés est souvent réussie ; les préoccupations de la population locale concernant l'immigration diminuent, mais les réfugiés, en revanche, restent préoccupés par la xénophobie. S'il est faux de prétendre, comme le font souvent les détracteurs d'Angela Merkel, que son geste d'ouverture envers les migrants était motivé par des calculs démographiques – le risque politique était bien supérieur à ce genre de considérations – l'intégration relativement réussie s'avère être un atout positif en Allemagne, alors que le vieillissement de la population est l'une des menaces majeures pour le pays à long terme. Comme le montrent les projections à horizon 2060, l'Allemagne se doit de maintenir un haut niveau d'immigration pour contrer la baisse de sa population active prévue dans les prochaines années. Selon le Président de l'Agence fédérale pour l'emploi, l'Allemagne a ainsi besoin de 400 000 migrants par an pour faire face au manque de main d'œuvre dans le pays.

¹⁷ DIW, Cinq ans après « *Wir Schaffen das* » : DIW Berlin fait le point sur l'intégration des réfugiés, septembre 2020.

Diminution de la population active en Allemagne

(Projection sur les 40 prochaines années – en millions de personnes)



- Variante 1** : développement modéré avec un faible solde migratoire.
 - Variante 2** : développement modéré du taux de natalité, de l'espérance de vie et de la migration.
 - Variante 3** : développement modéré avec un solde migratoire élevé.
- À partir de 2019 : résultats du 14^e calcul coordonné de la population.

Source : Destatis - Office fédéral de la statistique.

Les paradoxes du secteur financier allemand

Certaines faiblesses sont apparues dans le secteur des services financiers ces dernières années. En Allemagne, il existe bien des banques commerciales privées mais également des établissements de droit public comprenant les fameuses caisses d'épargne locales (*Sparkassen*) et les banques publiques régionales (*Landesbanken*). Ces établissements sont étroitement liés à la réussite du *Mittelstand* (les PME) puisque ceux-ci sont très largement financés par ces réseaux.

.../...

Dans les années 2000, l'approche anglosaxonne avec un recours accru au marché financier commença à se diffuser parmi les institutions financières européennes. Les banques publiques régionales allemandes (*Landesbank*) se chargèrent alors de placer les importants excès de liquidité des caisses d'épargne régionales sur les marchés de dette. Néanmoins les *Landesbank* avaient peu d'expérience sur les marchés et étaient assez éloignés de toute discipline de marché. Elles ont fait des placements risqués et lorsqu'arriva la crise de 2009, les difficultés apparurent.

Les *Landesbank* connurent alors des déboires importants, surtout celles qui étaient les plus exposées aux actifs à risque et particulièrement aux crédits subprime. Elles seront contraintes par la suite de réduire radicalement leur offre de crédit. Les *Sparkassen* vont mieux résister et avoir un effet stabilisateur pour le *Mittelstand* après la grande crise financière. Du côté des banques commerciales, les deux plus importantes d'Allemagne ont connu d'importantes difficultés ces dernières années.

Commerzbank, la deuxième banque d'Allemagne, est surtout connue pour être la banque de détail et de financement du *Mittelstand*. Elle fut touchée de plein fouet par la crise financière de 2009 juste après le rachat malheureux de sa compatriote Dresdner Bank. Commerzbank a mené un désengagement très tardif de ses expositions aux Mortgage-Backed Securities américains et a perdu 68 % de ses fonds propres entre 2007 et 2009. En raison de ces pertes, la banque a dû restructurer son activité en Allemagne de manière très importante. L'État a soutenu Commerzbank avec plus de 10 milliards d'euros d'argent public et a même dû monter dans son capital à hauteur de 25 %.

Deutsche Bank, la première banque du pays, ne se porte guère mieux et a eu également de graves difficultés à la suite d'investissements hasardeux lors de la crise de 2009.

Dans le rouge depuis 2015, l'entreprise a brûlé 14 milliards d'euros en cinq ans, et sa valeur boursière a été divisée par quatre. En outre, elle est impliquée dans une succession d'affaires de blanchiment d'argent. Elle a d'ailleurs été épinglée par le régulateur britannique en 2020 pour les défaillances de son contrôle interne. Ces dernières années, Deutsche Bank a dû mener une restructuration radicale avec l'annonce en juillet 2019, de la suppression de
.../...

18 000 emplois jusqu'en 2022, soit 20 % de ses effectifs. Deutsche Bank a aussi mis fin à son activité sur les marchés d'actions et réduit ses opérations dans la banque d'investissement.

Le dernier scandale retentissant du monde financier outre Rhin concerne une *start-up* financière entrée au DAX 30 en 2018 et considérée comme un fleuron de la finance allemande. Wirecard, dont l'activité consistait à garantir des règlements en ligne, étaient soupçonnés depuis 2019 de manipulations financières à la suite d'articles du FT. Le 19 juin 2020, l'entreprise déclara que 1,9 milliard d'euros mentionnés dans son bilan « n'existe très probablement pas ». Le 25 la société se déclara en faillite. Son PDG fut arrêté par les autorités et le scandale éclaboussa le régulateur et même le gouvernement Merkel auxquels il est reproché un certain aveuglement et le manque de supervision. Cette affaire a mis au grand jour des faiblesses profondes de la régulation financière allemande. Une réforme de l'autorité régulatrice allemande, la BAFIN, ainsi qu'une enquête parlementaire sont en cours...

Pour faire face à la concurrence américaine et chinoise, l'Europe a besoin que l'Allemagne dispose d'un système financier solide et les réformes actuelles sont indispensables pour combler les défaillances révélées ces dernières années. Comparé au système anglo-saxon, le système financier européen se caractérise par deux faiblesses : le manque d'ambition dans le financement et un retard sur les fonds propres, le capital risque ou le private equity. En effet, de nombreuses innovations naissent en Europe mais deviennent américaines lorsqu'elles doivent s'internationaliser et lever des montants très élevés. La finance européenne a encore du mal à accompagner ses pépites vers les sommets.

2. « Que tout change pour que rien ne change » : comment l'industrie s'adapte au changement climatique

Seize ans après l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel, l'Allemagne demeure de loin le premier émetteur de gaz à effets de serre de l'Union Européenne, loin devant la France (+ 85 % pour un PIB 40 % plus élevé en 2019) et son électricité est la plus chère de l'UE. Le sujet de la réduction des gaz à effets de serre restera à l'agenda politique encore longtemps. Néanmoins, il faut reconnaître que l'Allemagne prend au sérieux l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050 – qu'elle a même avancé

à 2045 – et l'adoption du paquet climat, révisé en mai 2021, est le signe d'une ambition forte avec des objectifs contraignants. Pour autant, le gouvernement allemand conserve un certain pragmatisme sur la question climatique pour défendre les intérêts de son industrie, comme en témoigne sa volonté d'intégrer le gaz, émetteur non négligeable de CO₂, à la taxonomie verte européenne, qui vise à définir les activités économiques participant à l'objectif de neutralité carbone. L'économie allemande est actuellement marquée par une transformation environnementale qui oblige le pays à mener de fronts trois chantiers : le développement accéléré des énergies renouvelables, la création d'une économie de l'hydrogène et le passage du moteur à combustion au moteur électrique dans le domaine de l'automobile.

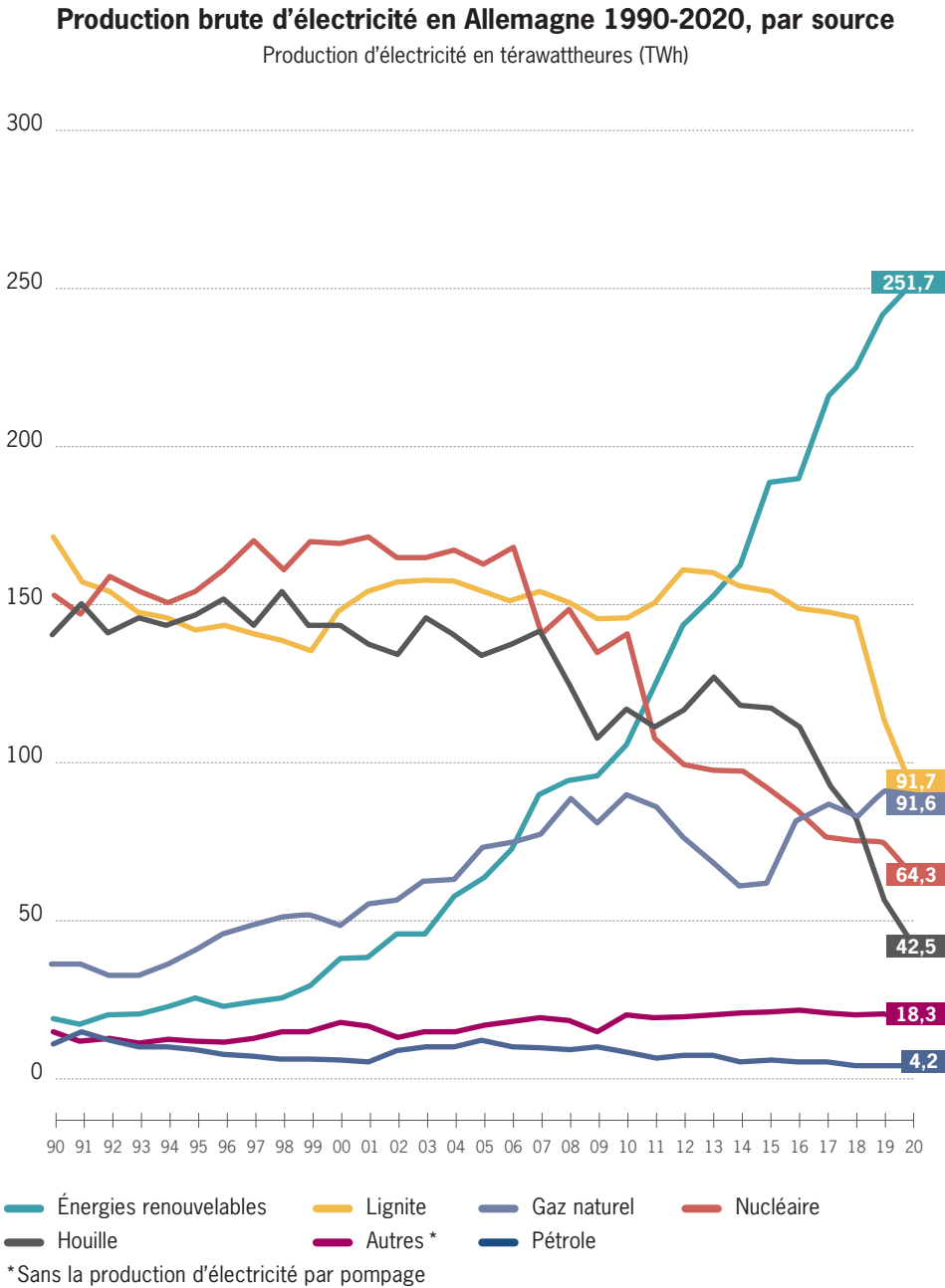
Les contradictions de la « *Klimapolitik* » allemande

En 2007, Angela Merkel avait fait de la lutte contre les gaz à effet de serre la priorité de son gouvernement et avait gagné le surnom de *Klimakanzlerin* (« Chancelière du climat »). Le sujet du climat commençait alors à monter dans l'opinion publique avec d'autant plus de force que l'Allemagne était le principal pays émetteur de CO₂ en Europe. En 2011 dans le contexte de la crise de Fukushima, la Chancelière a pris la décision radicale de sortir du nucléaire avec l'annonce de la fermeture des 17 centrales nucléaires du pays au plus tard le 31 décembre 2022. Cette énergie représentait tout de même 22 % de la production allemande d'électricité en 2010. Fin 2019, alors que des centaines de milliers de manifestants issus du mouvement *Fridays for Future* rappelaient à la Chancelière ses engagements de début de mandat, la grande coalition a adopté un nouveau « paquet climat ». Avec cette loi sur la protection du climat du 12 décembre 2019, l'Allemagne s'engageait à viser la neutralité climatique d'ici 2050 et à réduire de 55 % ses émissions des gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990. Cet effort important s'accompagnait d'investissements massifs : 54 milliards d'euros d'ici à 2023 et jusqu'à 100 milliards d'ici 2030 pour réduire les émissions de CO₂ sans enfreindre la règle du zéro déficit (« *schwarze Null* »).

Politiquement, le débat s'est concentré sur le financement, avec en toile de fond la révolte des gilets jaunes que venait de vivre la France. Les sociaux-démocrates défendaient une augmentation de la fiscalité sur le CO₂ alors que les chrétiens-démocrates cherchaient à limiter cette option en s'appuyant sur les mécanismes de marché. Finalement, le système des certificats d'émission, appliqué auparavant uniquement pour l'industrie et les centrales électriques, fut étendu aux transports et au secteur immobilier. Ce système s'est accompagné de la définition d'un prix de 10 € par tonne de CO₂ appelé à augmenter dans les prochaines années. Cette taxe

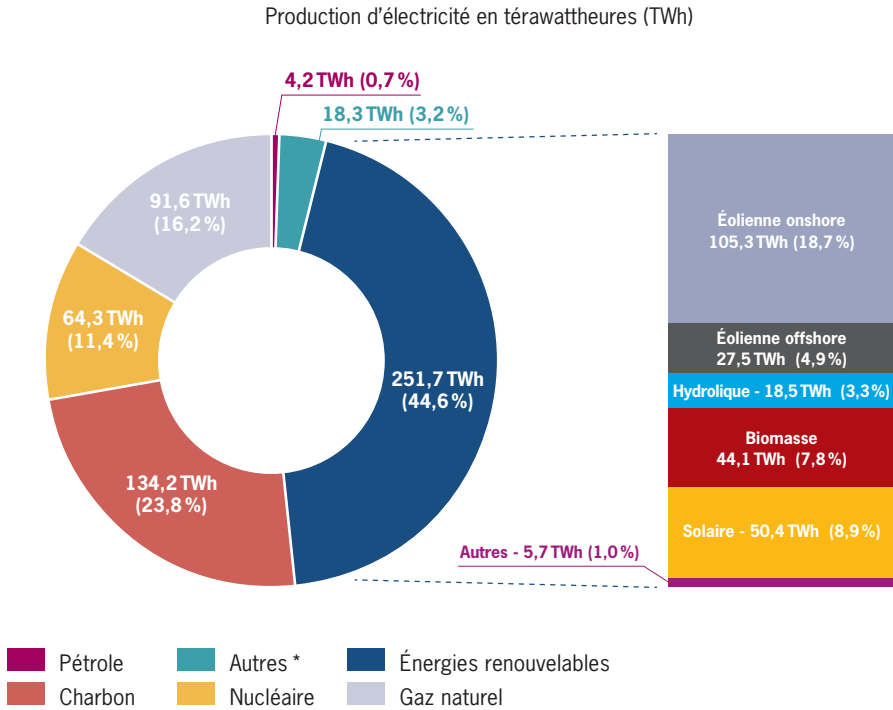
carbone sera finalement rehaussée dès 2020 avec la mise en place début 2021 d'un prix de 25 € par tonne de CO₂ et l'ambition d'augmenter ce montant progressivement pour atteindre 55 € en 2025. Elle concerne toutes les émissions de CO₂ issues de l'utilisation des combustibles dans des secteurs non couverts par le système européen d'échange de quotas. Enfin, la loi sur la protection du climat prévoit un suivi et une évaluation annuelle des émissions. Cela passe par une revue annuelle des performances des grands secteurs de l'économie au regard d'objectifs définis en amont. Chaque ministère est responsable de ses résultats et doit présenter un programme d'urgence si les objectifs ne sont pas atteints.

L'Allemagne tente de mener une transition énergétique en modifiant radicalement et rapidement son mix. L'objectif prioritaire est de sortir définitivement du nucléaire avec la fermeture des six dernières centrales d'ici fin 2022. Malgré la croissance de la part des renouvelables passée de 17 % en 2010 à 45 % en 2020, la nécessité de disposer d'une énergie pilotable disponible en permanence devrait augmenter le recours au gaz et assurer à court terme le maintien du charbon. En effet, l'abandon des énergies fossiles ne peut être intégralement compensé par l'énergie intermittente du renouvelable qui constitue aujourd'hui une petite moitié du mix énergétique allemand. En conséquence, l'abandon de la filière charbon n'est pas envisagé avant 2038 et le grand gagnant de cette évolution rapide du mix sera le gaz dont la production devrait augmenter rapidement dans les prochaines années. C'est pourquoi à court terme, les émissions de CO₂ pourraient même augmenter dans les toutes prochaines années en Allemagne selon les scénarios du groupe d'experts BloombergNEE. Un résultat qui paraît paradoxal lorsqu'on suit le débat animé et la pression politique autour du climat en Allemagne.



Source : AGEBA.

Part des sources d'énergie dans la production brute d'électricité en Allemagne en 2020



Note : les objectifs gouvernementaux en matière d'énergies renouvelables sont exprimés par rapport à la consommation totale d'électricité, et non par rapport à la production. Part des énergies renouvelables dans la consommation brute d'électricité en Allemagne en 2020 (sans accumulation par pompage) : 46,3 %.

Source : AGEBA.

La deuxième grande difficulté que doit affronter l'industrie allemande est le prix de l'électricité qui est le plus élevé d'Europe selon *Eurostat*. Ce prix élevé est principalement dû aux taxes qui doivent permettre la transition énergétique. D'après *Eurostat*, un allemand payait en moyenne en 2020 30,43 centimes d'euro par kWh, contre 18,93 centimes pour le Français et pour une moyenne de 21,34 centimes par kWh dans l'Union européenne.

Enfin le dernier sujet d'inquiétude concerne les conséquences du *Energiewende* sur l'emploi. La hausse progressive du prix du CO₂ et le niveau bas des prix du gaz devraient favoriser la sortie du charbon prévue en 2038. Certains trouvent cette sortie progressive bien trop lente quand d'autres rappellent qu'il s'agit d'une industrie importante pour l'approvisionnement en électricité du pays et qui compte des dizaines de milliers d'emplois. L'État fédéral accompagne cette sortie très progressive et 40 milliards d'euros sont prévus pour la reconversion des régions minières. Les 220 000 salariés des mines de lignite et des centrales à charbon sont soutenus à travers des propositions de formation ou de départ en préretraite. Enfin, plusieurs milliards sont prévus pour dédommager les énergéticiens et encourager le démantèlement des centrales.

L'image positive de l'*Energiewende* est en train d'évoluer dans l'opinion et chez les décideurs allemands. Après un premier rapport il y trois ans, la Cour des comptes fédérale allemande a rendu fin mars 2021 un nouveau rapport très critique sur l'*Energiewende*. Le bilan de la Cour des comptes d'outre-Rhin est sévère : la sécurité d'approvisionnement en électricité n'est plus assurée et il existe un risque de pénurie d'électricité, avec des coûts jugés hors de contrôle. Les premières critiques commencent à se faire entendre sur les conséquences de la transition en termes d'émission de CO₂ et de prix de l'électricité également du côté de la politique. Ainsi le député FDP Torsten Herbst a déclaré en mai 2021 dans le *Financial Times* : « Pourquoi quelqu'un voudrait-il nous imiter ? Nous avons les prix de l'électricité les plus élevés au monde, et des pays comme le Royaume-Uni ont fait beaucoup mieux pour réduire les émissions de CO₂. [...] Notre transition énergétique est un gâchis. » Cette évolution récente de l'image du *Energiewende* met encore plus de pression sur le gouvernement. À celle des militants pour le climat s'ajoute désormais celle de la cour de Karlsruhe.

À la suite de plusieurs plaintes d'ONG et de jeunes citoyens, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a invalidé une partie des dispositions de la loi de 2019 sur la protection du climat dans son arrêt du 29 avril 2021. La plus haute des juridictions allemandes a jugé que l'absence de définition des efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre après 2030 constituait « un fardeau écrasant » pour les générations futures et risquait de conduire à une restriction disproportionnée de leur liberté. La portée de cet arrêt est historique. En conséquence, le gouvernement doit ajuster sa copie en précisant davantage ses efforts pour la période après 2030. Le gouvernement a adopté un nouveau projet de loi climat le 12 mai 2021 qui relève l'objectif de réduction des gaz à effets de serre à -65 % d'ici 2030, ajoute un objectif intermédiaire à -88 % en 2040 et avance la neutralité climatique à 2045, contre 2050 auparavant.

Pour soutenir ces objectifs ambitieux, un pacte climat doté de 8 milliards d'euros supplémentaires accompagne ce projet de loi et soutient principalement l'essor de l'éolien. S'inscrivant dans le mouvement de lutte contre le changement climatique et de mobilité moins énergivore, la société de chemin de fer Deutsche Bahn a annoncé en juin 2021 qu'elle comptait rouvrir vingt lignes désaffectées à travers tout le pays.

Le vrai risque pour l'Allemagne réside dans les conséquences de cette transition à marche forcée. La facture élevée d'électricité entraîne les premières contestations de la part des entreprises et des consommateurs. Enfin, même avec une très forte augmentation de la part des renouvelables, il faudra bien un complément et la solution de monter en puissance le gaz via des importations massives interrogent. Certains experts craignent que cette transition rapide avec une forte proportion de renouvelable limite la capacité de l'Allemagne à couvrir ses besoins en électricité de manière autonome. **D'aucuns soulignent alors le risque géopolitique d'une dépendance accrue de l'Allemagne à des pays extérieurs à l'UE comme l'illustre le débat autour du projet Nord Stream 2.**

L'économie de l'hydrogène vert

La transition énergétique allemande comporte des contradictions de plus en plus visibles avec une énergie intermittente croissante qui ne peut à court ou moyen terme couvrir les besoins très importants de l'Allemagne. Cependant une technologie pourrait permettre de régler en partie cette contradiction à long terme si son potentiel se révélait à la hauteur des enjeux. Il s'agit de l'hydrogène vert qui, bien qu'encore au stade de la R&D, pourrait jouer un rôle important dans la transformation du secteur de l'énergie des 10 à 20 prochaines années.

Avec une part croissante d'énergie renouvelable (45 % en 2020), la difficulté allemande est bien l'intermittence or l'hydrogène pourrait permettre de stocker l'énergie solaire ou éolienne et de la déstocker selon les besoins (par exemple en hiver, la nuit ou lorsqu'il n'y a pas de vent). Consciente de ce potentiel depuis longtemps, l'Allemagne souhaite accélérer pour devenir un *leader* mondial de l'hydrogène. L'hydrogène est une énergie dite « secondaire » qui nécessite une énergie primaire et un processus de fabrication coûteux. La méthode sur laquelle se concentre la France et l'Allemagne est l'électrolyse (décomposition des molécules d'eau pour produire de l'hydrogène et de l'oxygène grâce à un courant électrique) si le courant électrique utilisé est produit à partir d'énergies renouvelables, l'hydrogène est qualifié de « vert ». Cette énergie est alors neutre en carbone, renouvelable, facilement transportable (pipeline) et stockable. Construire une filière de l'hydrogène suppose

des investissements importants avec l'amont de sa chaîne de valeur comprenant la fabrication d'électrolyseurs et la production d'hydrogène grâce à une source d'énergie primaire.

Dans le contexte de la lutte contre le réchauffement climatique et de la relance post-Covid, les applications sont multiples notamment pour les transports (automobile, aéronautique, ferroviaire, maritime) et l'industrie. Dans le premier cas, il peut être utilisé comme carburant et peut également dans le second servir à décarboner certaines industries comme la production d'acier ou de produits chimiques. Concernant la voiture à hydrogène, la plupart des constructeurs pensent que cette énergie est plus adaptée à des gros véhicules ou à des véhicules utilitaires qu'à des voitures légères en raison de la taille des batteries à embarquer. Néanmoins, certains constructeurs comme BMW produisent déjà des véhicules électriques tout hydrogène pour les particuliers.

L'intérêt allemand pour l'hydrogène est ancien et des programmes d'innovation sur cette énergie et sur les piles à combustibles ont été lancés dans les années 2000. Le plan de relance allemand de 130 milliards d'euros annoncé en 2020 fut l'occasion d'une véritable accélération avec un soutien spectaculaire au développement d'une filière allemande de l'hydrogène vert. L'Allemagne réserve près de 9 milliards d'euros du plan au développement de cette technologie dont 7 milliards afin de développer la recherche et les infrastructures pour la production de 5 gigawatts d'hydrogène vert d'ici à 2030 et de 10 gigawatts d'ici à 2040. Les 2 milliards d'euros restants sont prévus pour développer et sécuriser l'approvisionnement grâce à des partenariats internationaux.

L'ambition de l'Allemagne sur l'hydrogène est très élevée. « *Nous posons les jalons pour devenir le numéro un mondial des technologies de l'hydrogène* », a résumé en 2020 le ministre de l'Economie Peter Altmeier lors de la présentation de la stratégie hydrogène du pays. Cet objectif de faire du pays le numéro un mondial de l'hydrogène d'ici une décennie repose sur un plan très précis avec 9 domaines d'action et 37 mesures concrètes, ainsi que des objectifs chiffrés et un calendrier. En termes d'applications, le gouvernement souhaite donner la priorité à la production d'acier (environ 30 % des émissions de CO₂ du secteur industriel allemand) ainsi qu'aux industries chimiques et aux transports de marchandises ou collectifs. Des subventions sont également prévues pour favoriser l'achat de voitures particulières à hydrogène.

Au niveau européen il existe plusieurs programmes de financement auxquels participent l'Allemagne, tels que les projets importants d'intérêt européen commun

(PIIEC) comme le projet Hydrogen Mobility Europe (H2ME) visant à créer un réseau de stations de recharge en hydrogène à travers toute l'Europe. La Commission européenne a aussi présenté en 2020 une stratégie pour une « alliance de l'hydrogène propre » sur le modèle de l'alliance européenne pour les batteries en vue de coordonner les initiatives nationales.

Plusieurs difficultés demeurent pour le développement de l'hydrogène et son utilisation massive dans les transports et l'industrie. D'abord, l'hydrogène vert reste aujourd'hui beaucoup plus cher que l'électricité, le pétrole ou le gaz naturel. En outre, le processus d'électrolyse pour produire de l'hydrogène vert entraîne une déperdition non négligeable d'énergie de l'ordre 30 %, sa production nécessite donc un surplus de consommation d'électricité. Enfin, certaines applications sont encore au stade de la R&D comme l'illustre l'avion à hydrogène pour lequel les questions du poids et de la sécurité ne sont pas encore réglées. Certains industriels pensent donc que l'hydrogène est plutôt une solution à long terme lorsque la technologie sera mieux maîtrisée. Néanmoins, les très nombreux plans hydrogène annoncés par des économies puissantes (comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou le Canada) laissent penser que des investissements massifs et des effets d'entraînement vont fortement bénéficier à cette filière dans les toutes prochaines années.

« Das Auto » un symbole en pleine transformation

Le secteur automobile représente l'un des piliers de l'industrie allemande, générant un chiffre d'affaires proche de 435 milliards d'euros en 2019 et employant près de 833 000 salariés. La part du secteur automobile dans l'emploi du secteur industriel se situe en Allemagne autour de 12 %. Son importance est loin d'être seulement nationale. Le poids de l'industrie automobile allemande est crucial pour le développement économique de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, en Hongrie, en République tchèque et en Slovaquie notamment. L'automobile qui a longtemps fait la fierté de l'industrie allemande traverse une période de crise sans précédent. Affaibli par le scandale du *Dieseldgate*, le secteur automobile allemand se retrouve dans un marché morose qui s'est temporairement effondré pendant la crise du Covid et qui redoute le retour des guerres commerciales et du protectionnisme. En plus de ces turbulences, le secteur doit se réinventer complètement avec l'électrification pour répondre aux exigences climatiques fixées au niveau européen.

Avant la crise du Covid, le marché automobile semblait déjà en berne avec une diminution de la production de voitures à des niveaux historiquement bas pour l'Allemagne (4,7 millions de voitures produites en 2019 le plus bas niveau depuis

1996). Par conséquent, cette mauvaise conjoncture et la nécessité de s'adapter aux nouvelles réglementations européennes ont entraîné l'annonce de nombreux plans de restructuration et licenciement. Fin 2019, Audi annonçait sa volonté de se séparer de 9 500 salariés en Allemagne d'ici à 2025, soit 15 % de ses effectifs outre Rhin. Simultanément, Daimler annonçait, de son côté, 10 000 suppressions d'emplois d'ici à 2022.

Au moment même où l'industrie automobile européenne est sommée d'investir massivement dans sa transformation, elle fait face, en Allemagne, à une crise de confiance sans précédent. La mise en évidence en 2015 de manipulations opérées par Volkswagen pour réduire le taux d'émission de gaz toxiques de ses véhicules (le fameux *Dieseldgate*) a coûté au premier constructeur automobile mondial plusieurs milliards d'euros. Le scandale, qui touche désormais les trois principaux constructeurs automobiles, Volkswagen, Daimler et BMW, contre lesquels plusieurs procédures judiciaires sont engagées, a largement ébranlé le consensus qui régnait jusqu'alors en Allemagne pour soutenir l'industrie automobile. En Allemagne se développe même désormais une nouvelle forme d'« *Autobashing* » : plusieurs villes comme Hambourg, Berlin ou Stuttgart ont choisi d'interdire la circulation des véhicules diesel dans leur centre-ville et les nouvelles générations renoncent de plus en plus à la voiture individuelle.

En 2018, le président américain Donald Trump aurait déclaré à son homologue français Emmanuel Macron qu'il s'emploierait à ce que « *plus aucune Mercedes ne roule sur la Cinquième Avenue à New York* ». Cette citation illustre une autre menace pour l'industrie automobile allemande, celle de la guerre commerciale. Dans la mesure où 75 % des voitures produites en Allemagne sont exportées et plus de 70 % des voitures allemandes sont construites à l'étranger, le secteur automobile est l'une des premières victimes de la contraction du commerce mondial, liée au climat de guerre commerciale entretenu par la Chine et les États-Unis. Au sein de l'Union européenne, l'Allemagne est le premier exportateur automobile vers les États-Unis. En 2020, Volkswagen, BMW et Daimler (Mercedes) ont réalisé 38 % de leurs ventes mondiales en Chine, un record qui illustre aussi cette dépendance à l'export.

Dans ce contexte difficile est apparue la crise du Covid-19 et l'un des secteurs industriels les plus touchés fut l'automobile. Les sites de production en Europe furent à l'arrêt pendant de longs mois et la demande mondiale s'est effondrée mais le choc qu'a subi l'industrie automobile fut moins un choc de production qu'un choc de demande (les usines asiatiques et même chinoises ont continué à tourner). La crise s'est traduite par une baisse de 23,7 % des ventes de voitures neuves en Europe en 2020, Celles-ci sont passées ainsi sous la barre des 10 millions de

véhicules. L'Allemagne, de son côté, enregistre une diminution de 19,1 % en 2020 à la suite de la pandémie de Covid-19. En 2021, Das Auto s'attend à un rebond de 8 % du marché, ce qui reste « bien en dessous » de son niveau pré-Covid.

La pandémie de coronavirus a également bouleversé les chaînes d'approvisionnement mondiales en semi-conducteurs, indispensables pour de nombreuses industries dont la production automobile. Avec la soudaine reprise économique post-coronavirus, la plupart des usines produisant ces puces électroniques, situées en Asie, n'ont pas assez de capacité pour répondre à l'explosion de la demande. Cette pénurie qui dure renforce les difficultés de l'industrie automobile et les réflexions actuelles se concentrent sur l'idée qu'à l'avenir l'enjeu sera pour les constructeurs de renforcer leurs stocks et sans doute pour l'Europe de développer ses propres capacités de production de puces.

La crise Covid et une demande globale à la baisse ont fortement affaibli l'industrie automobile européenne et surtout l'ont privé des milliards d'euros dont elle a besoin pour investir dans les nouveaux modèles électriques.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les constructeurs automobiles sont contraints de respecter une limite moyenne d'émissions de CO₂ de 95 grammes par kilomètre sur leurs ventes de véhicules neufs. En cas de non-respect de ces limites, les pénalités peuvent se chiffrer en centaines de millions d'euros. Cette nouvelle règle oblige l'industrie automobile à investir dans la mise en place de nouveaux modèles électriques, en renonçant progressivement aux moteurs à combustion. Un impératif de transformation invoqué par les constructeurs pour justifier les plans de licenciement intervenus dans le secteur ces dernières années, et ce alors que l'Institut Fraunhofer estime à 130 000 le nombre de postes qui seront supprimés dans l'industrie automobile en Allemagne d'ici 2030.

Au moment de la mise en place de ces strictes normes européennes d'émissions, les constructeurs allemands n'étaient pas en avance sur la production de modèles électriques. Outre-Rhin, il a fallu le scandale du *Dieseldgate* en 2015, pour que Volkswagen, le numéro un mondial, se mette sérieusement à l'électrique. En effet, les constructeurs allemands n'ont longtemps pas cru au marché et au modèle économique des voitures électriques. Malgré un retard au démarrage, le tournant de l'industrie allemande est désormais bien réel et très ambitieux avec des annonces emblématiques comme l'investissement de 30 milliards de dollars par Volkswagen pour construire 6 nouvelles megafactories en Europe d'ici 2030. Le constructeur allemand a l'ambition de devenir le *leader* européen de l'électrique avec, à cet horizon, 70 % des voitures vendues en Europe entièrement électriques.

Pour financer ces investissements massifs dans un contexte commercial morne, la réduction de leurs coûts sera une priorité avec notamment des plans de licenciements car la production de véhicules sur batterie demandent nettement moins de main d'œuvre que les chaînes de production de véhicules thermiques. En termes d'emplois, l'institut économique Ifo estime qu'environ un demi-million d'emplois en Allemagne dépend des véhicules thermiques. Les suppressions de postes liées au passage à la production de modèles électriques, nécessitant moins de main d'œuvre, ne seront que partiellement compensées par les départs en retraite des babyboomers. L'institut économique allemand considère qu'au moins 178 000 emplois pourraient être concernés d'ici à 2025 en Allemagne. Environ 75 000 de ces postes seront supprimés par des départs en retraite sur la période selon l'institut et les 100 000 postes restant semblent donc à risque. Les véhicules électriques nécessitent de nouvelles compétences notamment en informatique, électronique ou chimie cependant la conversion d'électromécanicien vers ces nouveaux métiers à un coût que l'Ifo estime à environ 10 000 euros par employé. Les besoins d'investissements ici encore seront très importants.

Pour soutenir les équipementiers, un fonds de plusieurs centaines de millions d'euros, appelé Best Owner Group, a été lancé par le syndicat IG Metall et plusieurs acteurs du monde automobile. Il est financé par du capital privé et doit permettre de racheter les PME spécialisées dans les pièces pour véhicules essence ou diesel. L'objectif est d'aider les PME du secteur à faire face à ce tournant majeur vers l'électrique en leur apportant du capital. Cela permettra d'éviter des faillites et d'assurer un approvisionnement stable aux constructeurs. « *Nous sommes devant la plus grande crise de l'industrie automobile depuis la Seconde Guerre mondiale* » a déclaré en 2020 le grand spécialiste Ferdinand Dudenhöffer, chercheur à l'Institut for Customer Insight (ICI) de l'Université de St. Gallen, dans un article du journal *Die Zeit*.

La période n'est pas seulement une zone de turbulences pour les constructeurs allemands mais une révolution de leur modèle qui nécessite des investissements colossaux et qui aura certainement un coût important pour l'emploi dans ce secteur. L'enjeu est la place que jouera l'industrie automobile allemande dans la mobilité du futur. Outre les annonces de dizaines de milliards d'investissements, certains signaux semblent montrer déjà que l'Allemagne devrait conserver un rôle important pour l'avenir de l'automobile. Ainsi, l'installation de la Gigafactory Tesla près de Berlin dont Elon Musk espère faire « la plus grosse usine de cellules de batteries du monde, » constitue certes une provocation pour l'industrie automobile traditionnelle, mais replace également l'Allemagne comme plateforme incontournable de l'automobile en Europe. Un autre exemple est le vote le 19 mai 2021 d'une loi au Bundestag

ouvrant la voie à la conduite autonome. Avec ce vote, l'Allemagne deviendra le premier pays au monde à partir de 2022 à intégrer des véhicules sans chauffeur à la mobilité du quotidien.

3. Vers une meilleure répartition de la richesse ?

Pourquoi ne voit-on pas de mendiants dans les rues des grandes villes allemandes ? Peu visible dans les rues comme dans les statistiques officielles, l'extrême pauvreté reste en Allemagne une réalité dont la crise du coronavirus a contribué à renforcer la perception. Dans son dernier rapport¹⁸ sur la pauvreté le *Deutscher Paritätischer Wohlfahrtsverband* affirme ainsi que le niveau de pauvreté a atteint en 2020 son plus haut niveau depuis la réunification, affectant 13,2 millions de citoyens, soit 15,9 % de la population allemande – contre 14,8 % en France selon les derniers chiffres de l'INSEE. S'il convient de relativiser l'image d'un pays en proie à la paupérisation, l'impact de la crise du coronavirus sur la situation économique et sociale de l'Allemagne alimente **le débat sur la nécessité d'une meilleure répartition des richesses – faisant de l'impôt sur la fortune un sujet de débat central dans la perspective des prochaines élections.**

La pauvreté en Allemagne

En Allemagne, les écarts de richesses d'un quartier à l'autre apparaissent d'autant plus marqués qu'ils sont enserrés dans un périmètre restreint – mais il est frappant de constater combien la mendicité est relativement absente du paysage urbain. Les facteurs d'explications varient d'un interlocuteur à l'autre. Le rôle du climat ne peut être complètement exclu : comment survivre dans la rue lorsque les températures atteignent en hiver des niveaux bien inférieurs à zéro ? En février 2021, la fédération allemande des associations d'aide aux sans-abris révélait ainsi que 17 personnes étaient mortes de froid durant l'hiver, un niveau jamais atteint depuis 10 ans – et un drame difficilement supportable dans l'un des pays les plus riches d'Europe.

Le facteur culturel, et en particulier la valeur supérieure accordée au travail, peut également expliquer la faible présence de mendiants. L'apparition en Allemagne de la Réforme protestante marque en effet un changement de regard sur la pauvreté en Europe : alors que les pays catholiques continuent d'exalter la figure du pauvre

¹⁸ Deutscher Paritätischer Wohlfahrtsverband, Dr. Ulrich Schneider, *Pauvreté et sécurité de base*, 2021.

comme une image du Christ, les cités allemandes passées à la Réforme, édictent au milieu du XVI^e siècle les premières ordonnances sur les pauvres qui interdisent la mendicité, et contraignent les pauvres qui le peuvent à travailler. Les autorités municipales qui ont la mission de réorganiser l'assistance aux pauvres, font de la pauvreté un problème non plus théologique, mais économique et d'ordre public, et recourent pour la première fois aux travaux forcés.

Le troisième facteur d'explication est lié à l'organisation du modèle social allemand lequel repose davantage sur les églises locales et sur les associations confessionnelles, en particulier l'Ordre de Malte (Malteser Hilfsdienst e. V.) et l'ordre de Saint Jean (Johanniter-Unfall-Hilfe), qui œuvrent aux côtés de la Croix rouge allemande pour venir en aide aux sans-abris. Comme l'explique l'ancien ambassadeur de France en Allemagne, Nikolaus Meyer Landrut « *C'est vrai qu'il y a moins de SDF en Allemagne qu'en France. Leur prise en charge ne relève pas de l'État fédéral mais des communes et des Länders, qui eux même s'appuient sur les associations pour mettre en place des structures d'accueil et d'hébergement. Ils s'appuient également sur les églises, qui ont des moyens importants en Allemagne grâce au Kirchensteuer (l'impôt pour l'église)* ».

L'impact de la pandémie sur les inégalités

La comparaison internationale conduit souvent à vouloir mettre en évidence le caractère plus inégalitaire de l'Allemagne par rapport à ses principaux voisins. Selon les derniers chiffres de l'OCDE, le taux de pauvreté atteint un ratio plus élevé en Allemagne (0,104) qu'en France (0,085) et en Pologne (0,098), mais moins élevé qu'en Italie (0,139). On remarque par ailleurs que la répartition de la pauvreté selon les générations diffère en Allemagne de celle des autres pays : alors que la pauvreté affecte de façon équilibrée les générations en Allemagne, elle épargne largement les personnes de plus de 66 ans en France et en Italie, et affecte particulièrement les retraités en Pologne. L'intensité de la pauvreté – définie comme l'écart relatif entre le revenu moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté – permet par ailleurs de relativiser l'idée d'une pauvreté sensiblement plus élevée en Allemagne qu'en France. Toujours selon l'OCDE, ce ratio est à peu près équivalent dans les deux pays (0,242 en France et 0,251 en Allemagne), légèrement supérieur en Pologne (0,282) et bien plus élevé en Italie (0,404). Enfin le coefficient de Gini, principal indicateur de mesures des inégalités, révèle que les inégalités de revenus sont plus élevées en Allemagne qu'en Pologne, mais moins fortes qu'en France ou en Italie.

Fondée sur des indicateurs statistiques, la comparaison internationale ne donne

qu'une image imparfaite des situations vécues. Il revient au sociologue allemand Georg Simmel d'avoir mis en évidence au début du XX^e siècle le caractère relatif de la pauvreté au sein d'une société – et par là, la difficulté à comparer la pauvreté dans des sociétés différentes. Comme l'explique une ancienne Présidente de l'intergroupe de lutte contre la pauvreté au Parlement européen : « *Il y a des éléments très différents dans la société française et dans la société allemande : le coût du logement par exemple est en Allemagne extrêmement bas. Donc, si avec des revenus beaucoup moins élevés, vous n'avez pas de problème à trouver un toit, vous n'êtes pas dans la même situation de précarité qu'une personne salariée qui n'arrive pas à se loger en France, où vous avez cette précarité par rapport au logement* ». De fait, on ne saurait ignorer que la faiblesse des loyers dans les principales villes allemandes contribue à y rendre la pauvreté plus supportable que dans d'autres pays.

Comprendre la façon dont le débat sur les inégalités se structure en Allemagne implique de revenir à une analyse des enjeux proprement allemands.

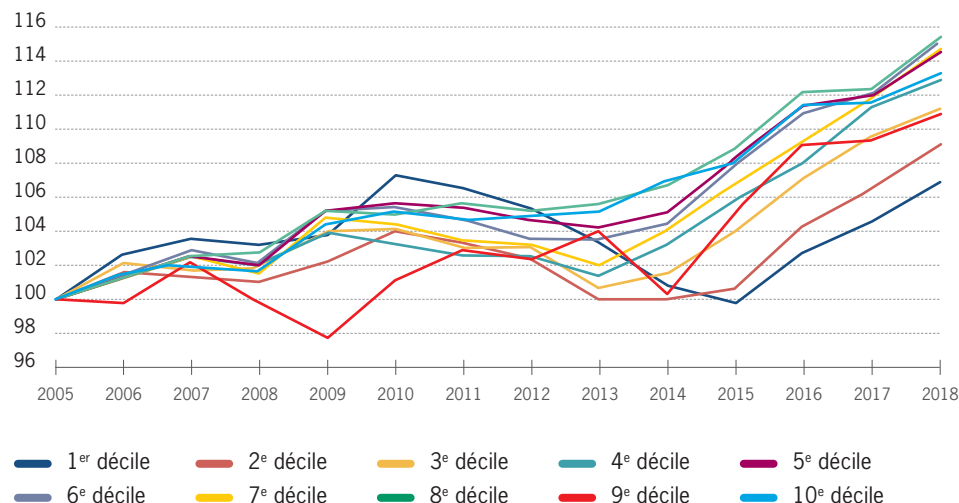
Deux études importantes, publiées au cours des derniers mois, ont contribué à renouveler en profondeur le débat sur les inégalités. La première étude¹⁹, publiée en juillet 2020 par le DIW, l'Institut allemand pour la recherche économique, se concentre sur la répartition de la fortune en Allemagne et révèle que **63 % de la richesse nationale est détenue par 10 % de la population, alors que 1 % de la population détient 35 % de la richesse nationale, soit une concentration de richesse bien plus importante que ce qui était envisagée jusqu'à présent.** La seconde étude²⁰, publiée par le gouvernement fédéral en mai 2021, dresse un portrait de la pauvreté et de la richesse en Allemagne (*Armut-und Reichstumbericht*) et révèle que **la prospérité de ces 10 dernières années a profité à l'ensemble de la population allemande, en particulier aux classes moyennes et aux revenus les plus modestes, qui voient leurs revenus affectés positivement par l'introduction du salaire minimum (Mindestlohn).** Comme le souligne le Ministre du travail Hubertus Heil « *L'Allemagne n'est pas une société menacée par le déclin* » (*Deutschland ist keine Abstiegs-gesellschaft*).

19 DIW Berlin, La concentration d'actifs en Allemagne est plus élevée qu'on ne le pensait, Juillet 2020.

20 Gouvernement fédéral allemand, Le sixième rapport sur la pauvreté et la richesse du gouvernement fédéral, mai 2021.

Évolution du revenu disponible en fonction des différents déciles de la population

(En pourcentage, normalisé selon la sélection)



Note : revenu réel aux prix de 2015 : uniquement les personnes dans les ménages privés. Revenus annuels collectés l'année suivante, pondérés en fonction des besoins selon l'échelle d'équivalence modifiée de l'OCDE.

Source : DIW Berlin 2021.

Ce rapport sur la richesse et la pauvreté en Allemagne démontre également la capacité de l'intervention publique à limiter, durant la crise, les conséquences économiques et sociales de la pandémie. Paradoxalement, la crise du coronavirus correspond pour l'instant à une réduction des inégalités. Les premiers résultats de recherche indiquent ainsi que les trois paquets de protection sociale ont largement évité des effets de dispersion des revenus et que l'emploi a été maintenu grâce au chômage partiel, ce que confirme le DIW.

Mais ce rapport contient également sa part d'ombre. **S'il révèle que la mobilité sociale ascendante est une réalité pour la classe moyenne allemande, il montre aussi la difficulté pour les catégories les plus fragiles de la population de sortir d'un état de pauvreté durable.** Dans la perspective des prochaines élections, la présentation de ce rapport a permis aux Verts, comme au SPD et au parti de gauche radicale *Die Linke*, de relancer leur revendication d'**élever le**

salair minimum à 12 euros – contre 9,50 euros à présent et d'assurer une meilleure répartition en taxant les très hauts revenus.

Vers un retour de l'impôt sur la fortune ?

La crise sanitaire a justifié une intervention inédite de l'État sur l'économie allemande assurant, à court terme, la minimisation de ces conséquences économiques et sociales. Sur le long terme en revanche, les économistes comme le gouvernement sont conscients que cette crise devrait affecter négativement les catégories les plus fragiles de la population. Comme l'explique Clemens Fuest, le Président de l'Ifo (*Institute for Economic Research*), l'un des principaux centres de recherche sur l'économie en Allemagne : « la crise devrait accentuer les divergences entre personnes hautement qualifiées par rapport aux personnes moins qualifiées sur les perspectives d'emploi comme sur le niveau des revenus. Et ce pour deux raisons : la crise va accélérer le changement structural de l'économie – la numérisation, la décarbonisation le recours au home office – et il est facile pour les personnes hautement qualifiées de faire face à ces changements. Parallèlement pendant la pandémie, la fermeture des écoles a particulièrement pénalisé les élèves issus de milieux moins favorisés, qui se trouvaient dans des conditions plus difficiles pour étudier chez eux. Le fossé éducatif s'est creusé accentuant les divergences dans la société. C'est aujourd'hui le principal point d'attention du gouvernement ». Pour Clemens Fuest, la principale réforme à mettre en place pour lutter contre l'accroissement des inégalités au lendemain de la pandémie réside dans une hausse significative des investissements dans l'éducation.

D'autres propositions fleurissent cependant dans le débat public à la veille des élections. Le SPD, les Verts et *Die Linke* se sont prononcés, comme à chaque élection, en faveur de la réintroduction de l'impôt sur la fortune – abandonné en 1997 sous le Chancelier Helmut Kohl. Ce possible retour de l'impôt sur la fortune est appuyé cette fois, par de grandes organisations internationales, comme le FMI et l'OCDE, qui voient dans l'imposition des hauts patrimoines un moyen de ramener les comptes publics à l'équilibre après l'explosion des dépenses liées à la pandémie. **Signe de l'inquiétude que suscite dans les milieux d'affaires cette évolution, le Bundesverband Deutscher Industrie (BDI), le puissant syndicat de l'industrie allemande, a publié le 23 avril 2021 une note²¹ analysant l'impact négatif que l'impôt sur la fortune aurait sur le « Standort Deutschland » (l'Allemagne comme lieu de production).** Dans cette note, le BDI souligne qu'une telle mesure

21 BDI, Benjamin Koller, *L'impôt sur la fortune nuit à la place économique allemande*, avril 2021.

aurait pour conséquence une fuite des capitaux vers l'étranger et un ralentissement de l'investissement privé, dans une phase de redémarrage et de transformation de l'économie particulièrement intensive en capitaux. Le BDI rappelle ainsi que la taxation des entreprises, qui atteint en Allemagne, 30 % contre 23,5 % en moyenne dans les pays de l'OCDE, est déjà l'une des plus élevées d'Europe.

Ces dernières années, les conservateurs allemands avaient coutume d'opposer à leur partenaires allemands et européens l'idée que « la question de la répartition de la richesse ne se pose qu'une fois la richesse créée ». Leur sortie du pouvoir pourrait ouvrir une nouvelle page de l'histoire économique allemande : après 15 années de prospérité attachée à renforcer les bases de la compétitivité allemande – et dans un contexte post-pandémique qui renouvelle la question des inégalités – l'Allemagne pourrait être amenée, après Merkel, à choisir la voie d'une fiscalité plus redistributive et moins favorable à sa compétitivité.

L'AFFIRMATION DE LA PUISSANCE ALLEMANDE

L'Allemagne s'est imposée comme une puissance centrale en Europe, à l'écart des grands discours politiques, en utilisant sa position géographique, son poids économique et en renforçant ses capacités militaires. Mais il manque une ligne directrice à sa politique extérieure qui reste compartimentée et dominée par ses intérêts industriels, énergétiques ou stratégiques. L'Allemagne peut-elle continuer à tenir une position essentiellement mercantiliste dans un monde où deux des grandes puissances dont elle dépend économiquement, la Chine et la Russie, défient de plus en plus ouvertement la démocratie et l'état de droit ? C'est l'un des enjeux majeurs de l'Allemagne d'après Merkel. Tout en assumant sa dépendance stratégique vis-à-vis des États-Unis, l'Allemagne considère que le renforcement de la « capacité d'action » de l'Europe est la condition sine qua none pour continuer de peser au sein du nouveau partenariat transatlantique inauguré par l'élection de Joe Biden.

1. L'Allemagne, une puissance qui s'assume en Europe ?

Wolfgang Schäuble est l'une des personnalités les plus respectées et les plus énigmatiques de la vie politique allemande. Écarté de la succession d'Helmut Kohl par Angela Merkel, il a gouverné à ses côtés en « ennemi » loyal, d'abord comme ministre de l'Intérieur, puis comme ministre des Finances, assumant le rôle de garant de l'austérité durant la crise grecque, avant d'être élu Président du Bundestag en 2017. Interrogé sur le risque que représenterait, dans un contexte post-pandémique, un éventuel décrochage de l'économie française par rapport aux performances de l'Allemagne, il répond : « Je n'ai pas le sentiment d'une hégémonie allemande dans le domaine économique, absolument pas. Depuis plusieurs années, notre taux de croissance annuel se situe en dessous de la moyenne européenne. Et nos excédents commerciaux sont très liés au marché chinois, qui sur le long terme est plutôt un risque pour l'économie allemande... L'hégémonie allemande n'est pas mon problème, non, le vrai problème c'est comment l'Europe garde la maîtrise de son destin et continue de pouvoir influencer également les autres parties du monde, sans avoir

à choisir entre le capitalisme américain et le modèle étatique chinois. Nous avons besoin de construire une alternative pour l’Europe ».

Critiquée à la fois pour son manque de *leadership* et son absence de vision européenne, mais également pour l’influence excessive qu’elle exerce au sein des institutions, **l’Allemagne s’est imposée au cours des dernières années comme une puissance centrale dont les intérêts économique et stratégique sont désormais inséparables de ceux de l’Union.**

L’Allemagne, puissance centrale en Europe

Dans son rapport à l’Europe, l’Allemagne a toujours été confrontée au dilemme de l’hégémonie inachevée : trop puissante pour s’intégrer et trop faible pour dominer. Un regard rétrospectif sur l’évolution de l’Union européenne au cours des 10 dernières années révèle pourtant combien l’Allemagne, qualifiée de *reluctant hegemon*, s’est vu placée au gré des crises dans une situation de *leadership*, appelée à la fois à préserver l’unité de l’Europe et à renforcer sa capacité d’action (*Handlungsfähigkeit*). Comme l’explique le politologue allemand Herfried Münkler, théoricien de l’Allemagne comme « puissance centrale » (*Macht in der Mitte*), **l’avènement de la puissance allemande en Europe procède moins d’une volonté hégémonique que de l’effacement de ses partenaires européens.**

Loin des discours lyriques sur la puissance et la souveraineté, l’Allemagne est devenue une puissance géopolitique incontestable au gré d’évolutions discrètes et maîtrisées :

- La première réside dans **l’élargissement de l’Union vers sa partie orientale**, qui a placé le pays dans une position géographique centrale à l’échelle du continent. « *La géographie a fait qu’économiquement l’Allemagne a beaucoup profité de l’élargissement à l’Est et aujourd’hui si on regarde la construction des chaînes de valeurs de l’industrie allemande, l’Europe de l’est et l’Europe centrale jouent un rôle très important pour certains secteurs industriels comme l’automobile* » affirme ainsi Daniela Schwarzer, ancienne directrice de la DGAP. Aucun pays n’a su, aussi bien que l’Allemagne, utiliser le potentiel économique des pays d’Europe centrale et occidentale au moment de leur entrée dans l’Union. Les exportations de la Hongrie (27,7 %), de la Pologne (28,15 %), de la République tchèque (32,41 %) et, dans une moindre mesure, de la Slovaquie (22,17 %) sont largement dominées par l’Allemagne, qui a su utiliser cet espace comme prolongement de son site de production industriel. La relation de l’Allemagne avec les États d’Europe centrale et orientale, longtemps vécue comme une forme de « domination », tend aujourd’hui

à se rééquilibrer. La Pologne est ainsi devenue en 2020 le 5^e partenaire commerciale de l’Allemagne et selon la puissante Commission de l’Est de l’économie allemande (*Ostausschuss der Deutschen Wirtschaft*) le commerce avec les pays d’Europe centrale et orientale, marqués par des taux de croissance plus élevés que dans le reste de l’Europe, a soutenu la croissance de l’économie allemande en 2020. L’intensité des liens économiques et commerciaux entre l’Allemagne et les États du groupe de Visegrad n’a pas empêché certaines tensions géopolitiques, notamment au moment de la crise des réfugiés, mais elles expliquent en partie pourquoi l’Allemagne reste réticente à soutenir les projets de coopération renforcée qui excluraient ses partenaires orientaux.

- Cette évolution géographique n’aurait pas eu de conséquences majeures, si elle ne s’était accompagnée **d’un retrait progressif des États-Unis de la politique de sécurité européenne**, initiée sous la présidence de Barack Obama. Ainsi lors de la crise ukrainienne, l’Allemagne s’est vue assigner la responsabilité de définir une ligne commune aux États européens, acceptable pour les États de l’Est directement menacés par l’expansionnisme russe et pour ceux du Sud, moins préoccupés par l’annexion de la Crimée. Si l’Allemagne s’est longtemps abritée sous le parapluie américain, le retrait des États-Unis, accentué sous la présidence de Donald Trump, et la politique toujours plus agressive du Président russe, ont conduit l’Allemagne à prendre conscience que l’Europe devait désormais « *prendre son destin en main* ».
- La troisième évolution décisive réside dans **l’importance croissante prise par l’économie, comme facteur de puissance**. Le fait que l’Allemagne soit le premier contributeur net au budget de l’Union et le premier bénéficiaire du marché commun a renforcé l’idée qu’il revenait à l’Allemagne de concilier les attentes contradictoires des pays du vieux continent. Si une partie de l’Europe, conduite par la France, plaide depuis des années pour une capacité d’endettement européen et la nécessité d’investir en commun, d’autres partenaires de l’Allemagne, en particulier les Pays Bas (son deuxième partenaire commercial), mais également l’Autriche, le Danemark et la Suède, attendent des dirigeants allemands qu’ils s’érigent en garant de la discipline budgétaire au niveau européen. L’engagement décisif et tardif de l’Allemagne en faveur du sauvetage de la Grèce, motivé par la nécessité de sauver l’Euro, et son engagement tout aussi décisif en faveur du plan de relance européen, motivé par la nécessité de préserver le marché unique, ont chacun à leur manière, consacré le rôle de puissance d’équilibre prise par l’Allemagne en Europe.

L’Union européenne, telle qu’elle fonctionne actuellement, apparaît à bien des égards comme un projet allemand. Au lendemain du rejet par la France et les Pays-Bas du traité constitutionnel européen, c’est en effet la Chancellerie allemande et son

conseiller pour les Affaires européennes, Uwe Corsepius, qui, à travers la déclaration de Berlin, ont le plus œuvré à l’élaboration du Traité de Lisbonne. Soutenu par l’idée que « *L’Europe ira de l’avant grâce à sa pensée rationnelle, sa libre concurrence et son marché intérieur* », les principaux équilibres définis dans ce traité régissent encore aujourd’hui le fonctionnement de l’Union.

Du point de vue institutionnel, on ne peut occulter la surreprésentation du personnel politique allemand aux postes européens stratégiques – qu’il s’agisse de la présidence de la Commission, des présidents des principales commissions au parlement européen (Affaires étrangères, Commerce international, Marché intérieur, Agriculture, Culture et éducation), des présidences de la Banque européenne d’investissement (BEI), de la Cour des comptes européenne ou du Mécanisme européen de stabilité (MES), pour n’en citer que quelques-uns... Mais il serait erroné de voir dans cette évolution le résultat d’un projet de domination. « *L’Allemagne n’ira bien que si l’Europe va bien* » : cette déclaration de la Chancelière, répétée plusieurs fois au cours de la crise sanitaire, révèle combien les intérêts de l’Allemagne sont aujourd’hui inséparables de l’intérêt général européen. Critiquée pour son manque d’engagement en faveur de l’Europe, Angela Merkel s’est attachée, au cours des dernières années, à préserver les équilibres issus du traité de Lisbonne et à tenter malgré le Brexit de maintenir l’unité européenne au détriment, parfois, de son affirmation.

Les obstacles à l’affirmation d’une Europe puissance

Les élections fédérales de septembre 2021, en permettant l’avènement à la tête de l’Allemagne d’une nouvelle génération, pourraient ouvrir la voie à un renouveau du projet européen. Si l’engagement européen des trois principaux candidats à la Chancellerie ne fait aucun doute, il convient cependant de tempérer l’espoir de voir émerger un véritable *leadership* allemand en Europe : le concept d’Europe puissance, si ardemment défendu par la France, se heurte en effet encore en Allemagne, à plusieurs obstacles qu’un changement de génération ne saurait complètement lever.

Les spécificités du système institutionnel allemand – en particulier la relative faiblesse du chancelier allemand par rapport au Président français – représentent le premier obstacle à l’affirmation de l’Allemagne sur la scène européenne. Contrairement à la France, le pouvoir réside en Allemagne au Bundestag, imposant au chef du gouvernement de s’assurer du soutien de son Parlement avant de pouvoir défendre une position à Bruxelles. Le système constitutionnel allemand est par ailleurs marqué par

l’influence de la cour de Karlsruhe, garante de l’Ordolibéralisme allemand, et dont deux arrêts ont rappelé ces derniers temps combien son action pouvait entraver l’affirmation du projet européen. Le 5 mai 2020, la Cour constitutionnelle allemande (*Bundesverfassungsgericht*) a ainsi rendu un arrêt dans lequel elle estime que la BCE a outrepassé son mandat en adoptant en 2015 un programme d’achats de titres publics sur les marchés. Cet arrêt, qui intervient peu de temps après l’édiction de mesures non conventionnelles par la BCE face à la pandémie, a, pendant quelques jours, menacé la possibilité pour l’Union européenne de répondre efficacement à la crise du coronavirus. Les juges de la Cour Suprême allemande ont par ailleurs exigé le 24 mars dernier la suspension du processus de ratification par l’Allemagne du plan de relance européen de 750 milliards d’euros, souhaitant d’abord se prononcer sur une plainte déposée par le parti d’extrême droite AfD qui ciblait le mécanisme de dette commune. Ces deux arrêts révèlent combien la cour de Karlsruhe et sa volonté de faire prévaloir le droit constitutionnel allemand sur le droit européen dans l’ordre juridique interne représente encore un frein institutionnel à l’affirmation d’une Europe puissance impulsée par l’Allemagne. La Commission européenne a d’ailleurs engagé en Juin 2021 une procédure d’infraction contre l’Allemagne, qui devrait susciter d’intenses débats dans un pays marqué par la passion du droit.

Le concept même de « puissance » apparaît en Allemagne problématique au regard de son hégémonie passée. Le déchirement entre la puissance et le remords est très profond chez les Allemands, dans la mesure où le nazisme a pu apparaître comme le dernier grand projet de puissance imposé à l’Europe. Le nazisme visait en effet à organiser le territoire européen et la vie politique européenne autour d’un concept qui a entraîné un peuple entier dans l’abîme. Depuis, il y a en Allemagne une méfiance totale vis-à-vis de tout ce qui pourrait être un concept de puissance et de souveraineté. C’est ce qui explique, selon Frank Weise, le Président de la Hertie Stiftung que la position du « *Leading from behind* » qui avait permis à l’Allemagne d’avancer ses propositions en les faisant passer pour françaises ou franco-allemandes, continue aujourd’hui encore, d’avoir la faveur des Allemands. **Le départ d’Angela Merkel offre ainsi au Président français l’occasion d’affirmer un leadership unique sur l’Europe, s’il parvient à prendre en compte les positions de ses partenaires – et à assurer sa réélection.**

Les propositions européennes du Président, en particulier sa volonté de promouvoir une autonomie stratégique européenne, se sont heurtées en Allemagne à un mur d’incompréhension. Deux facteurs d’explication permettent de comprendre les réticences opposées par l’Allemagne à ce concept, si ardemment soutenu par le Président français. D’une part, la crainte de voir Marine Le Pen prendre le pouvoir en 2022 est prise très au sérieux en Allemagne, ce qui conduit certains décideurs

allemands à adopter une position attentiste, soucieuse de ne pas sacrifier leur entente avec les États-Unis sur l’autel d’une relation franco-allemande dont l’année 2022 pourrait consacrer la rupture. **D’autre part « l’autonomie » est perçue en Allemagne comme une « illusion » dans la mesure où cette idée d’autonomie est totalement étrangère au pays.** L’Allemagne, depuis la seconde guerre mondiale n’a jamais été « autonome » : elle est inscrite fondamentalement dans un système d’alliances, et dans un monde marqué par l’interdépendance – vis-à-vis de certains marchés, de certaines technologies, comme pour son approvisionnement énergétique – l’Allemagne préfère le terme de « capacité d’agir » (*Handlungsfähigkeit*). Une capacité d’agir à l’échelle européenne qu’elle s’attache incontestablement à renforcer.

Le réarmement de l’Allemagne

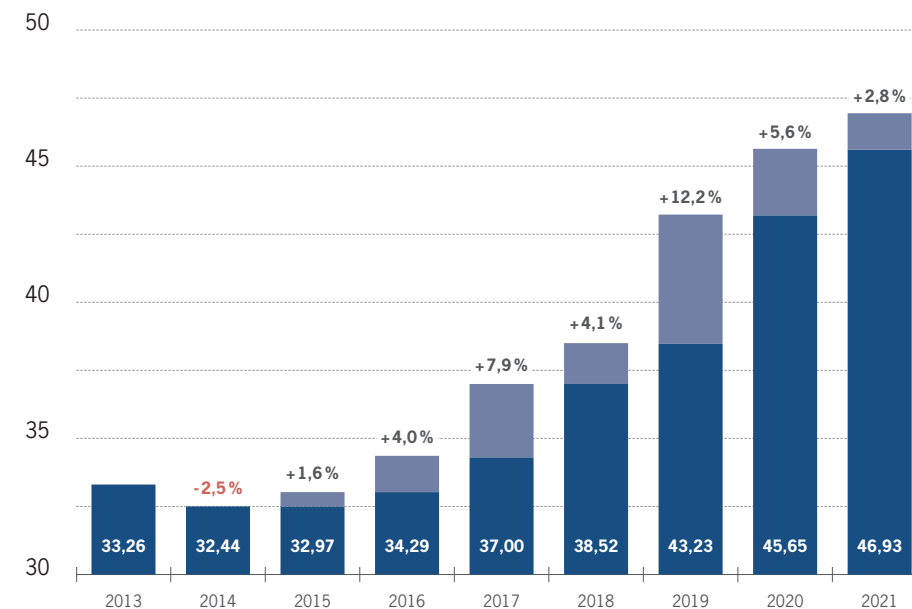
Longtemps cantonnée dans son rôle de « grande Suisse », l’Allemagne a opéré, en 10 ans, un tournant dans son rapport à l’engagement militaire. En 2010, Horst Kohler, alors Président fédéral de la république allemande, était contraint à la démission après avoir affirmé, en rentrant d’Afghanistan, qu’une puissance économique et commerciale de la taille de l’Allemagne devait « être en mesure d’intervenir militairement pour défendre ses intérêts stratégiques, ou contenir un risque de déstabilisation dans une région donnée, notamment pour sécuriser les voies commerciales ».

Le scandale suscité à l’époque par cette déclaration est révélateur des préjugés anti-interventionnistes qui animent, au fond, la société allemande. Le dernier sondage de la Körber Stiftung²² qui analyse les attentes des Allemands vis-à-vis de la politique étrangère et de sécurité, révèle ainsi qu’en 2020, 49 % des Allemands jugent que l’Allemagne devrait se tenir en retrait des crises internationales, contre 43 % qui jugent nécessaire un rôle renforcé du pays dans ces crises. Ces résultats témoignent des avancées et des limites du discours sur les nouvelles responsabilités de l’Allemagne sur la scène internationale, portées par les élites allemandes depuis le consensus de Munich en 2014. Depuis ce consensus pourtant, le renforcement des capacités de défense allemandes est devenu une priorité et se traduit par une hausse constante des dépenses militaires – lesquelles dépassent désormais, en volume, les dépenses militaires françaises – et par une volonté de moderniser une armée, encore insuffisamment préparée pour agir efficacement sur le terrain des opérations.

²² Körber Stiftung, Dr. Liana Fix, Julia Ganter, The Berlin Pulse, juin 2021.

Évolution du budget de la défense

(En milliards d’euros – Budget cible de 2013 à 2021)



■ Variation par rapport à l’année précédente en pourcentage

Source : Bundeswehr 2021.

En 2021, le Ministère allemand de la Défense a ainsi engagé avec l’inspection générale des armées une réflexion sur l’avenir de la *Bundeswehr* qui dresse un état des lieux critique de l’état de l’armée allemande, affirmant, notamment, que la « *Bundeswehr n’est pas encore prête à affronter les défis et menaces de demain* », et propose d’engager dans la perspective des prochaines élections une réflexion sur la modernisation de l’armée. Une récente note²³ de la DGAP intitulée « *Germany and Defense* » établit la liste des déficits structurels que l’armée allemande doit aujourd’hui surmonter :

- Un manque de compréhension des questions de défense en tant qu’élément essentiel de la puissance, dans la mesure où les élites politiques allemandes peinent à reconnaître que la puissance militaire est redevenue un élément structurant du nouvel ordre mondial.

²³ DGAP, Dr. Claudia Major, Dr. Christian Mölling, *Germany and Defense*, mai 2021.

- Un faible niveau de préparation des forces armées, lié à des décennies de sous-investissement, de mauvaise gestion et de manque d’attention de la part de la politique, ayant réduit l’avancée technologique de la *Bundeswehr* et affecté la disponibilité des forces pour la défense collective ou les opérations de déploiement.
- Un système de *public procurement* totalement obsolète, marqué par l’excès de réglementation et qui constitue un obstacle considérable au renforcement rapide des capacités.
- Un manque de soutien public et une perception insuffisante des menaces par l’opinion publique allemande.

Le rôle de plus en plus central pris par les questions de défense en Allemagne se manifeste à travers plusieurs controverses relatives, par exemple, à la possibilité d’engager des drones de combats (une nécessité à laquelle le SPD reste opposée), à l’envoi d’armes en Ukraine (une proposition du coprésident des Verts, Robert Habeck, ayant suscité d’intenses discussions au sein du parti et au delà) ou à la volonté de tenir l’objectif des dépenses militaires atteignant les 2 % du PIB (un engagement de l’Allemagne dont seul Armin Laschet reconnaît aujourd’hui l’opportunité). **Quels que soient les résultats des prochaines élections, l’Allemagne reste réticente à envoyer des hommes sur le terrain. Mais cette réticence historique n’est pas aussi problématique qu’il y paraît. D’une part parce que l’art de la guerre évolue. Il est marqué désormais par l’importance croissante de la cybersécurité et du spatial, offrant ainsi à l’Allemagne un nouveau chemin vers la construction d’une « Europe de la défense », dont la constitution d’une coalition conservatrice et verte apparaît, à ce jour, comme la meilleure garantie. D’autre part parce que l’intervention militaire est désormais une composante de la politique allemande de sécurité : la participation de la Bundeswehr aux opérations d’évacuation en Afghanistan, ainsi que l’envoi en mer de Chine du Sud de la frégate Bayern, en août 2021, marquent à cet égard une nouvelle étape de l’affirmation d’une Allemagne prête à assumer davantage de responsabilités sur la scène internationale.**

2. La géopolitique allemande est-elle toujours dominée par les intérêts de l’industrie ?

La politique d’Angela Merkel restera marquée par une forme de complaisance vis-à-vis des régimes autocratiques, en raison de la dépendance accrue de l’industrie allemande à la Russie et à la Chine. La priorité donnée à la défense des intérêts économiques allemands s’est accompagnée d’une forme de bonne conscience, ou

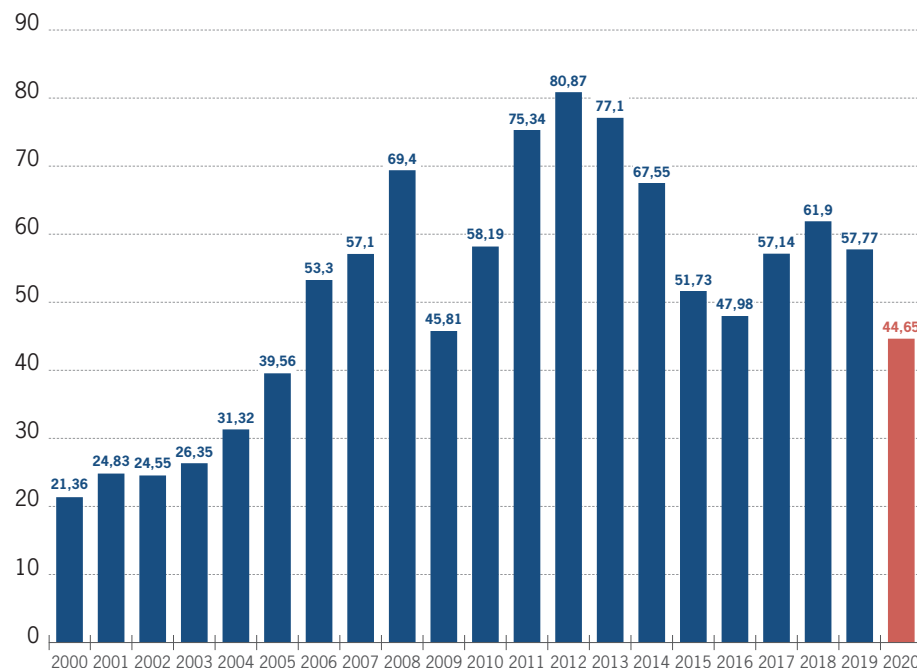
d’utopie revisitée en méthode Coué : l’idée que le commerce, à terme, agit positivement sur la démocratie. Comme les autres pays occidentaux, à commencer par les États-Unis, l’Allemagne croyait ou faisait semblant de croire aux mérites politiques du marché. Elle entretenait cette conviction que le développement économique de la Chine déboucherait inévitablement un jour ou l’autre sur la libéralisation du système politique chinois. La montée en force d’une classe moyenne de plusieurs centaines de millions de personnes dans l’empire du milieu ne pouvait qu’affaiblir le monopole du parti communiste sur le pouvoir à Pékin. L’horizon d’une relation économique de plus en plus étroite avec la Chine permettrait la perspective d’une ouverture politique de ce pays. « Le changement par le commerce », disait-on à Berlin – mais aussi à Washington, Paris et Londres. La stratégie du « *Wandel durch Handel* ». La même chose valait pour la Russie. Le temps des illusions est passé et l’Allemagne se trouve sous pression pour réorienter sa politique vis-à-vis de ces États.

L’affaiblissement des relations germano-russes

L’affaire *Nord Stream 2*, le laborieux feuilleton de ces deux gros tuyaux jumeaux sous-marins de 1 200 kilomètres de long qui constituent le gazoduc destiné à doubler la capacité de transport de gaz de la Russie à l’Allemagne, est l’illustration par excellence de la situation d’interdépendance dans laquelle s’est placée l’Allemagne vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine – Nord Stream étant contrôlé à 51 % par Gazprom, l’un des géants russes de l’énergie. L’Allemagne est le deuxième partenaire européen de la Russie et le troisième partenaire mondial derrière la Chine et les Pays-Bas : 45 milliards d’euros d’échanges au niveau commercial. À l’inverse, les investissements directs des entreprises allemandes dans l’économie russe n’ont atteint qu’1,3 milliard d’euros au cours des neuf mois précédant septembre 2020, selon la Chambre de commerce russo-allemande et 3 971 entreprises allemandes sont implantées dans le pays en 2020, et 4 274 en 2019. Cela signifie que la Russie n’occupe plus que la quatrième place dans le commerce allemand avec l’Europe de l’Est, après la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. En décidant brutalement l’arrêt du nucléaire après l’accident de la centrale de Fukushima en 2011, tout en s’engageant pour une diminution programmée de l’usage du charbon et alors que les énergies renouvelables sont encore loin d’avoir atteint la capacité de compensation suffisante, Angela Merkel a misé sur l’importation de gaz qui représente quelque 15 % du mix énergétique allemand.

Commerce germano-russe de marchandise

(en milliards d’euros)



L’Allemagne aurait les moyens de contourner le pays de Vladimir Poutine, qui n’est pas le seul producteur de gaz, mais le faire acheminer depuis d’autres pays que la voisine Russie a un coût. Le premier pipeline, *Nord Stream 1*, est en service depuis 2012, et 39 % du gaz allemand provient de Russie. Malgré les contestations de toutes parts, la Chancelière a toujours défendu ce passage sous la Baltique permettant d’acheminer directement en Allemagne le gaz venu du nord de la Sibérie... décidant ainsi de priver la Pologne et l’Ukraine, l’itinéraire traditionnel, de recettes de transit. Une mauvaise manière faite à Varsovie et à Kiev, qui réjouit Vladimir Poutine et chagrine les alliés de l’OTAN, au premier rang desquels les États-Unis.

La polémique suscitée en Allemagne, par l’opposition des États-Unis au projet et les sanctions américaines à l’encontre des entreprises occidentales impliquées dans le gazoduc, avait entraîné l’interruption du chantier *Nord Stream 2*. Il est désormais achevé et le Président Joe Biden a décidé de lever les sanctions prises par son prédécesseur Donald Trump, ouvrant la voie de facto à sa mise en service dans le courant de l’été 2021. En contrepartie,

l’Allemagne s’est engagée à verser à l’Ukraine une partie de leur manque à gagner correspondant aux revenus du transit gazier. Elle a obtenu de Vladimir Poutine l’engagement de maintenir une partie du transit de gaz via l’Ukraine, mais celui-ci l’a conditionné à une augmentation de la demande allemande : autant dire que cet engagement est illusoire, dans la mesure où l’Allemagne sera amenée au contraire à réduire sa consommation d’énergie fossile. La dernière visite d’Angela Merkel à Moscou, le 20 août 2020, a d’ailleurs globalement laissé le goût amer d’une victoire du président russe, indifférent aux remarques de la Chancelière sur son annexion illégale de la Crimée, sur son soutien au dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko, comme à sa demande de libération de l’opposant Alexei Navalny.

Mais le projet *Nord Stream 2* n’en reste pas moins un enjeu des élections allemandes à venir. S’il est soutenu par la CDU/CSU comme par le SPD et les milieux d’affaires, les Verts, probables partenaires de la future coalition, se sont toujours positionnés contre et en font un casus belli. Chez eux, il en va à la fois de la défense de l’environnement mais aussi d’une volonté de durcissement à l’encontre d’un régime russe chaque jour de plus en plus dictatorial. *Leader* des Grünen, le parti vert, Annalena Baerbock incarne parfaitement cette double sensibilité. Cette affaire, qui divise à Berlin et déplaît à Washington, souligne la grande difficulté qu’il y a aujourd’hui à être à la fois l’un des piliers de l’Alliance atlantique et un partenaire privilégié de la Russie.

Cette même ligne de fracture traverse les partis allemands sur le comportement à adopter face à la Chine de Xi Jinping. Les Verts sont partisans d’un durcissement à l’adresse de Pékin. La CDU-CSU est divisée, entre une tendance également favorable à un durcissement, emmenée par la ministre fédérale de la défense Annegret Kramp Karrenbauer ou le député et ancien ministre Norbert Röttgen, et une autre prudemment plus modérée, défendue par Angela Merkel ou son successeur officiel, le candidat CDU/CSU à la chancellerie, Armin Laschet. Un débat identique traverse les sociaux-démocrates. L’Allemagne a construit ces dernières années une relation d’interdépendance économique avec la Chine. Au fil de son développement, celle-ci est devenue en 2017 le premier partenaire commercial de l’Allemagne, devant les États-Unis et la France. Volkswagen vend moins de voitures sur son marché intérieur (3 millions de véhicules) qu’elle n’en exporte en Chine (3,5 millions). Siemens réalise un dixième de son chiffre d’affaires sur le marché chinois. La relation avec la Chine se chiffre en centaines de milliers d’emplois en Allemagne.

Un bon exemple en est fourni par l’empressement d’Angela Merkel à convaincre ses partenaires du Conseil européen de signer un traité entre l’UE-Chine sur les

investissements (désigné sous les initiales « CAI »), alors que son pays assurait la présidence tournante de l’Union européenne, en décembre 2020. La Chancelière a mis un point d’honneur à ce que texte soit l’une des réalisations de sa présidence, sans même attendre l’entrée en fonction de l’Américain Joe Biden élu quelques semaines plus tôt. Le CAI confortait la défense des intérêts européens dans une Chine dont les marchés sont encore trop souvent fermés. Il a été considéré comme insuffisamment préparé et lacunaire. Mais surtout, et pour le malheur d’Angela Merkel, sa présentation a coïncidé avec les révélations les plus dures sur le traitement réservé aux Ouïghours. Des organisations telles que Human Rights Watch (HRW) dénoncent les violences de masse infligées par Pékin contre la minorité musulmanes du Xinjiang, accusant la Chine de « crime contre l’humanité » et appellent la communauté internationale à sanctionner le gouvernement chinois. Le CAI a été recalé devant le Parlement européen et vertement critiqué en Allemagne où, selon une étude Pew²⁴, 73 % de la population a une image négative de la Chine. Comme le révèle un récent sondage de la Körber Stiftung, 76 % des Allemands sont désormais favorables à ce que des sanctions soient imposées à la Chine en cas de violation des droits de l’homme, et seulement 18 % souhaitent favoriser les intérêts économiques et industriels de l’Allemagne. Conclusion : ce qui était possible, pour Berlin, avec la Chine de Jiang Zemin ou celle de Hu Jintao ne l’est plus avec la Chine de Xi Jinping.

La dépendance économique de l’Allemagne à la Chine et à la Russie n’a jamais empêché Angela Merkel de tenir des positions fermes, vis-à-vis de l’un et de l’autre. La Chancelière n’a pas été la dernière à décider de sanctionner la Chine au nom du martyr des Ouïghours. Elle n’a pas non plus rechigné à traiter, avec ses 26 alliés de l’UE, la Chine de « rival systémique ». À la tête d’un pays doté du statut de puissance mondiale, elle a même pu s’autoriser à recevoir le Dalaï Lama, en 2007, sans encourir le courroux de Pékin – à la différence de ses homologues britanniques ou français. *Idem* vis-à-vis de Vladimir Poutine. Elle n’a jamais modéré face à lui ses reproches sur le peu de cas fait en Russie aux droits de l’homme et à la démocratie. En août 2020, elle n’a pas hésité à accueillir dans un hôpital allemand l’ennemi public numéro un du président russe, Alexeï Navalny, ni à réagir publiquement lorsque la nature du poison qui lui avait été administré, analysé par l’armée allemande avant d’être confirmée par des laboratoires français et suédois, révélait la signature des agents russes : le Novichok.

²⁴ Pew Research Center, Laura Silver, Kat Devlin, Christine Huang, *Unfavorable Views of China Reach Historic Highs in Many Countries*, Octobre 2020.

Jusqu’ici, Angela Merkel est parvenue à gérer avec talent et efficacité les inévitables moments de tension avec la Chine et avec la Russie. Sans grandiloquence, sans discours flamboyant, mais avec un sens éminent de ses intérêts bien compris, la diplomatie allemande a su préserver les besoins politico-stratégiques du pays avec ceux d’une économie ultra-performante. Le fait que la Chine elle-même dépende fortement de l’Allemagne pour ses importations comme pour ses exportations jouait en faveur de cette dernière. L’Allemagne « compartimentalisait » avec succès. Sa politique étrangère s’exerçait en forme de triptyque : sécurité stratégique avec l’OTAN, approvisionnement énergétique avec le gaz russe, développement des industries d’exportation avec le marché chinois. L’assurance stratégique, la communauté de valeurs démocratiques, l’amitié politique, c’était avec l’Ouest – l’Allemagne jouait son rôle de partenaire fondamental des États-Unis en Europe, avant comme après la chute du mur de Berlin. L’approvisionnement énergétique – à l’instar de nombre d’autres pays européens –, c’était avec la Russie. Enfin, le marché le plus porteur pour une Allemagne comptant parmi les tout premiers exportateurs mondiaux, c’était la Chine, celle de Deng Xiaoping, puis des présidents Jiang Zemin (1993-2003) et Hu Jintao (2003-2013). Sur ce positionnement, héritage de la deuxième guerre mondiale et de la Guerre froide tout à la fois, Bonn puis Berlin ont bâti une politique étrangère originale. Celle-ci a combiné, avec un maximum d’efficacité, l’attachement traditionnel à la relation transatlantique et les liens économiques que l’Allemagne allait tisser, au fil des ans, avec les deux géants de l’Est – son voisin russe et la Chine émergente.

Les temps ont changé. De nouveaux éléments viennent perturber cet équilibre allemand sur la scène internationale. Ces éléments viennent de Moscou et de Pékin et portent deux noms : Vladimir Poutine et Xi Jinping. Les temps ont changé car les régimes russes et chinois ont changé. Le premier glisse vers la dictature et le revanchisme, le second vers un expansionnisme agressif. Pour l’un comme pour l’autre, l’affrontement est aussi idéologique. Poutine juge la démocratie libérale « obsolète ». Xi parle de la nécessité de « lutter contre les idées hostiles », celles de l’Occident. Le Kremlin affiche sa détestation de l’Occident et multiplie les provocations pour manifester le retour de la Russie dans la cour des Grands. Le congrès du PCC en 2017 annonce les ambitions du pays. La Chine vise la prépondérance mondiale dans les technologies du futur. Elle ambitionne d’exercer une influence dans les affaires du monde à la hauteur de sa force économique. En filigrane, le message, venu de Pékin comme de Moscou – la Russie jouant le rôle de premier assistant du « parrain » chinois – est clair : deux cents ans de domination occidentale prennent fin ; les États-Unis sont sur la pente du déclin ; le temps de l’ordre américain s’achève ; la démocratie n’est pas l’avenir politique du monde.

Le camp occidental a assisté, au fil des ans, à la montée en force de la Russie et de la Chine, alors qu’il était lui-même affaibli par une série d’errements – guerre d’Irak en 2003, crise financière en 2008, crise des dettes souveraines dans la zone euro 2009-2011. De 2000 à 2010, Poutine, le cours du brut aidant, a assuré le redressement de la Russie – économique, social (un peu) et militaro-stratégique (beaucoup). De 2013 à aujourd’hui, Xi a incarné un pays saisi par l’hybris de sa réussite – sociale, économique, technologique et militaire. Dans le monde idéal du « *Wandel durch Handel* » on aurait pu penser que l’un, le Russe, en aurait profité pour consolider la toute nouvelle expérience démocratique dans son pays, et que l’autre, le Chinois, sûr de sa force, aurait libéralisé quelque peu le carcan politique enserrant la deuxième économie du monde. Il n’en n’a rien été : Poutine et Xi se sont offert l’un et l’autre la possibilité de conserver le pouvoir à vie. Ils ont durci la répression intérieure et défié les Occidentaux à l’extérieur. De la Crimée ukrainienne, annexée par Moscou en 2014, à la militarisation de la mer de Chine par Pékin, en passant par les cyberattaques russes dénoncées par Berlin, le meurtre d’un opposant tchéchène au cœur de la capitale allemande en 2019, la tentative d’assassinat de l’opposant russe Alexei Navalny et le martyr des Ouïgours du Xinjiang, la nouvelle Russie et la nouvelle Chine ont donné tort à la théorie du « changement par le commerce ».

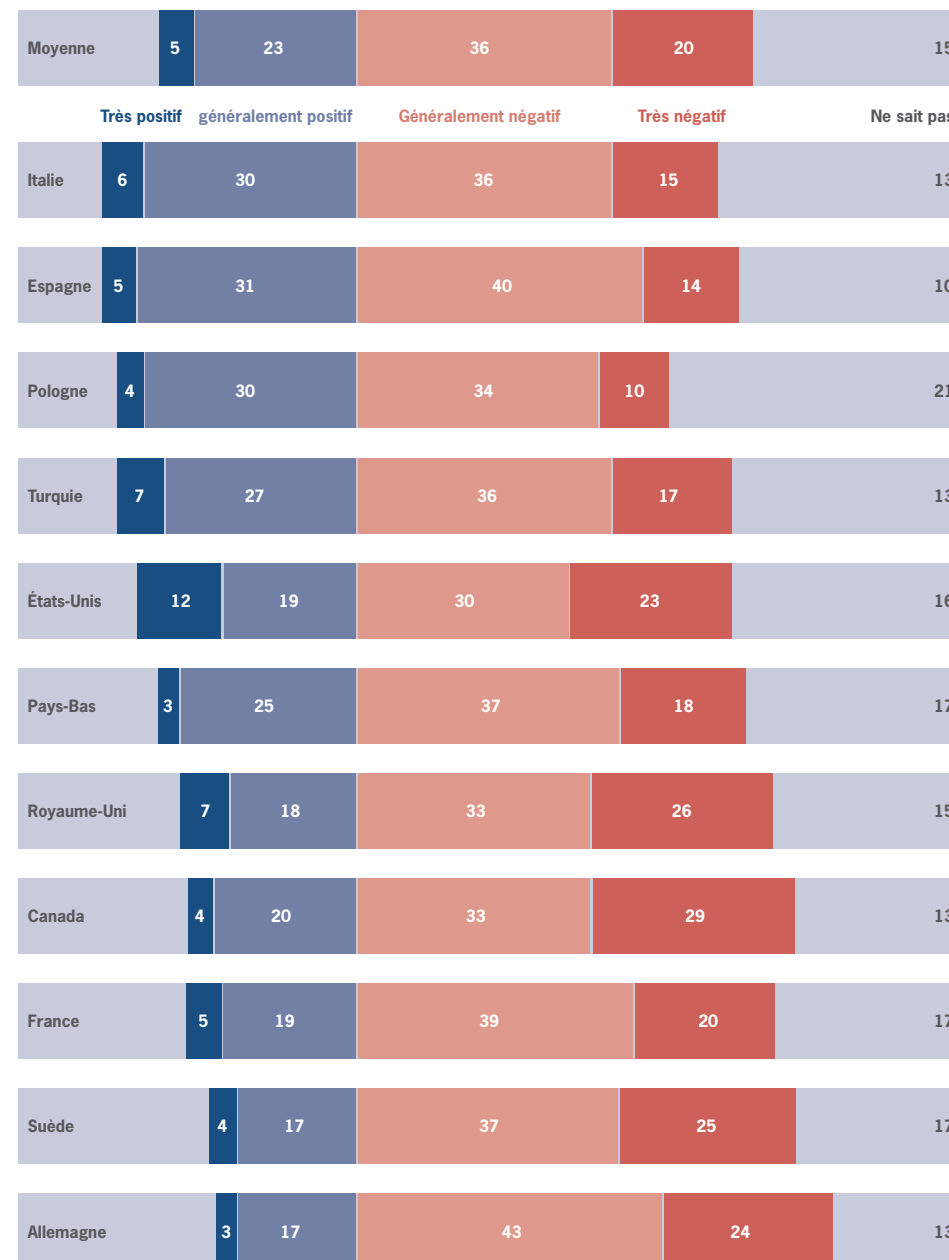
112

Les temps ont changé, et l’après-Merkel correspondra à la fin d’une certaine naïveté. L’Allemagne y est déjà obligée par Pékin, qui s’apprête à pénaliser les entreprises étrangères participant aux sanctions économiques contre la Chine. Cette fois, la première puissance européenne est concernée. Elle n’échappe pas à la grande confrontation de l’époque. L’Allemagne y est obligée par son propre patronat, le BDI. Les grands patrons savent que les consommateurs ne toléreront pas longtemps que l’on ferme les yeux sur la situation au Xinjiang. Le Bundestag prépare une législation destinée à protéger les salariés des sous-traitants étrangers des entreprises allemandes. L’UE ne qualifie plus la Chine de « partenaire » mais de « rival systémique » et ce changement de regard sur la Chine fut largement impulsé par la prise de position de la fédération de l’Industrie allemande (BDI). À Bruxelles, l’Allemagne défend désormais l’idée d’un contrôle des investissements chinois en Europe.

La crainte d’une domination de la Chine dans des domaines qui peuvent toucher à la sécurité, longtemps inexistante à Berlin, s’est imposée. L’Allemagne ne confiera pas l’installation des infrastructures de la 5G – la nouvelle révolution de la téléphonie mobile – à une société chinoise comme Huawei sans y regarder à deux fois. **Aujourd’hui, l’État fédéral se dote des instruments d’une surveillance pointilleuse des prises de participation chinoises sur le marché allemand.** Selon la Bertelsmann Stiftung et le German Marshall Fund, l’Allemagne est le pays qui regarde l’ascension de la Chine avec le plus d’appréhension.

Sentiment sur l’influence de la chine dans les affaires mondiales

Que pensez-vous de l’influence de la Chine dans les affaires mondiales ?



113

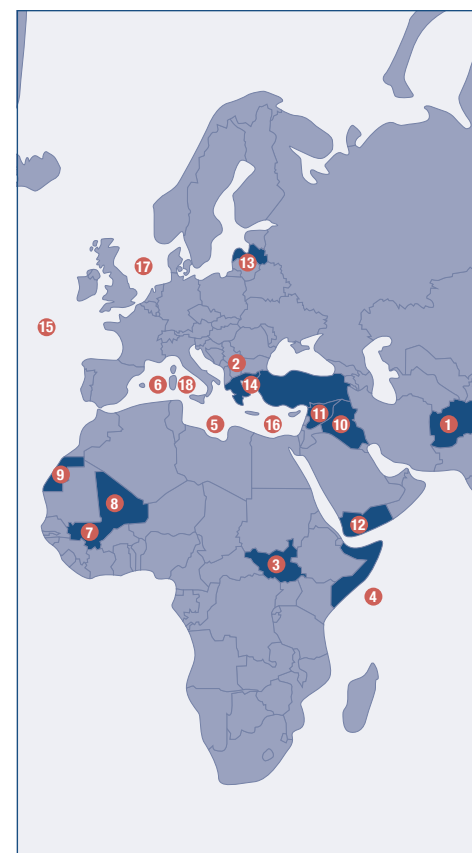
La politique africaine de l’Allemagne

Pour Stephan Steinlein, le bras droit du Président fédéral, « *plusieurs questions se posent aujourd’hui à l’Allemagne : l’avenir de sa relation avec la Chine et les États-Unis ; la possibilité de maintenir l’Europe telle qu’elle est. Il nous faut également définir une nouvelle relation face à l’Afrique et au monde arabe, dont la Crise des réfugiés a montré combien ces espaces étaient importants pour nous.* » L’Afrique est longtemps restée un continent étranger à l’Allemagne. Le passé colonial de cette dernière semblait presque oublié dans l’opinion publique, l’immigration d’origine africaine restait relativement faible et l’absence de coordination au niveau des différents ministères ne permettait pas de définir une véritable politique africaine du gouvernement allemand. Devenue ces dernières années un sujet majeur outre-Rhin, l’Afrique apparaît désormais comme une des priorités de la diplomatie allemande.

Le positionnement de l’Allemagne en Afrique accuse encore un léger retard par rapport à l’ancienneté de la présence française. L’Allemagne a longtemps dirigé son activité diplomatique et ses investissements économiques vers l’Europe centrale et orientale, laissant à la France le soin d’entretenir seule son aire d’influence africaine. Si les investissements allemands vers l’Afrique ont augmenté de 1,5 milliards d’euros en 2018, ils restent largement en deçà des investissements français. L’Afrika-Verein, l’association regroupant les grandes entreprises allemandes présentes en Afrique, estime ainsi que le stock d’investissements allemands s’établit autour de 10,4 milliards d’euros, dont 65 % en Afrique du Sud, alors que les investissements français, répartis plus équitablement sur le continent, sont estimés à près de 57,9 milliards d’euros.

Cette position de retrait par rapport à la France s’exprime également dans le domaine militaire. Malgré le « tournant africain » de l’Allemagne que représente l’engagement de l’armée allemande au Sahel via notamment sa participation à la Mission intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali (MINUSMA), l’Allemagne intervient essentiellement comme une force d’appui et de soutien logistique pour les troupes françaises présentes sur le terrain.

Interventions et missions de la Bundeswehr



Interventions

1. *Resolute support*, Afghanistan.
2. KFOR (Force de paix au Kosovo), Kosovo.
3. UNMISS (United Nation Mission in South Sudan), Sud-Soudan.
4. EUNAVFOR Somalia Atlanta (Force navale de l'Union européenne Somalie Atlanta), Djibouti.
5. EUNAVFOR MED Irini (Force navale de l'Union européenne Méditerranée Irini), Méditerranée.
6. *Sea Guardian*, Mer Méditerranée.
7. EUTM Mali (European Union Training Mission Mali), Mali.
8. MINUSMA (Multidimensional Integrated Stabilization Mission Mali), Mali.
9. MINURSO (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental), Sahara Ouest.
10. Lutte contre Daesh/renforcement des capacités en Irak, Syrie/Irak (Jordanie).
11. FINUL (Force intérimaire des Nations Unies au Liban), Liban (Chypre).
12. UNMHA (Mission des Nations Unies à l'appui de l'accord de Hodeidah), Yémen.

Missions

13. Présence avancée renforcée, Lituanie.
14. Mer Égée (SNMG 2), Mer Méditerranée.
15. SNMG 1 (Groupe maritime permanent OTAN), Atlantique Nord.
16. SNMG 2, Mer Méditerranée.
17. SNMCMG 1 (Groupe permanent OTAN de lutte contre les mines), Atlantique.
18. SNMCMG 2, Mer Méditerranée.

Le « tournant africain » de l’Allemagne recouvre pourtant une réalité, dont il convient d’analyser les causes en commençant par voir comment l’Afrique s’est imposée ces dernières années dans le débat public allemand.

- Un premier facteur d’évolution est lié à la redécouverte par l’Allemagne de son passé colonial. Effacé de la mémoire collective après le Traité de Versailles qui prive l’Allemagne de ses possessions africaines (Togo, Cameroun, Tanganyika – la partie continentale de la Tanzanie contemporaine, Namibie, Rwanda, Burundi), la violence du passé colonial allemand a resurgi ces dernières années à travers le combat pour la reconnaissance du massacre des Hereros et des Namas perpétrés par l’Empire allemand dans l’actuelle Namibie. Cette redécouverte s’effectue

également à travers le débat sur la provenance des œuvres d’art africaines issues des collections ethnologiques allemandes, présentées prochainement dans le « Humboldt Forum », le Château des rois de Prusse reconstruit au cœur de Berlin.

- Un deuxième facteur d’évolution est lié à la reconnaissance du potentiel économique que représente l’Afrique pour les entreprises allemandes. Même si le volume des échanges allemands avec l’ensemble du continent africain reste inférieur au niveau des échanges avec la Hongrie, force est de constater que les entreprises allemandes ont su transformer le marché africain en terre d’opportunités. Dès 2017, le volume d’exportation des entreprises allemandes vers le continent africain atteint près de 25,6 milliards d’euros, permettant à l’Allemagne de détrôner pendant un temps la France comme premier fournisseur européen du continent.
- Le troisième facteur – et de loin le plus important – est lié à la crise des réfugiés. Alors qu’en 2015, l’Allemagne accueille en une année près de 900 000 migrants principalement originaires du Moyen-Orient, la Chancelière Angela Merkel commence à insister sur le fait que « *le développement de l’Afrique est le grand enjeu de notre époque* ». En Allemagne, une distinction très claire s’opère entre les réfugiés originaires du Proche et Moyen Orient et les nouveaux migrants économiques largement issus du Maghreb et de l’Afrique subsaharienne. Si leur nombre reste limité, ces nouveaux arrivants représentent une composante nouvelle de la démographie allemande, appelée à se renforcer aux vues des prévisions démographiques africaines. La croissance économique de l’Afrique s’impose alors comme une réponse au défi migratoire et le concept de *Fluchtursachenbekämpfung*, littéralement « *lutte contre les causes de l’immigration* », devient central dans le débat public allemand.

C’est ainsi largement pour contenir les migrations que le gouvernement allemand a défini une nouvelle stratégie africaine, dont les lignes directrices furent dévoilées en mars dernier. Berlin s’attache désormais à renforcer sa présence en Afrique de l’Ouest en s’appuyant sur ses entreprises et la mobilisation des capitaux privés.

En effet, c’est bien le secteur privé qui est au cœur du grand « plan Merkel » pour l’Afrique. Malgré la présence de quelques opérateurs historiques, comme le géant de l’énergie et des transports Siemens, le fabricant de machines-outils et de pièces automobiles Bosch ou le pharmacien Merck, les entreprises allemandes restent relativement peu présentes en Afrique. Selon Günter Nooke, responsable de la politique africaine du gouvernement fédéral, l’Allemagne « *doit passer du statut d’exportateur à celui d’investisseur et de partenaire* ». Encourager les entreprises allemandes à investir en Afrique apparaît désormais comme la pierre angulaire de la stratégie africaine de l’Allemagne et cet objectif se décline à plusieurs niveaux.

- Le ministère allemand de la Coopération internationale et du Développement (BMZ) porte depuis 2017 le projet d’un « Plan Marshall avec l’Afrique », une référence directe au soutien apporté par les États-Unis à l’Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ce « Plan Marshall » est conçu comme une stratégie globale, intégrant l’Union européenne, les États membres et l’Union africaine, et fixant comme priorités le commerce « équitable », l’accroissement des investissements privés et le renforcement de l’entrepreneuriat. L’objectif de ce plan est de « *mettre un terme à l’époque de l’aide au développement* », tout en orientant les investissements privés vers le soutien aux énergies renouvelables et la protection de l’environnement. Pour encourager ces investissements, le ministre allemand de la Coopération, Gerd Müller (CSU), et le ministre allemand de l’Économie, Peter Altmaier (CDU), ont annoncé, le 19 novembre dernier, le lancement d’un nouveau programme accordant jusqu’à 85 millions d’euros de crédits pour les investisseurs privés en Afrique. Ce programme s’ajoute au fonds d’un milliard d’euros lancé par la Chancelière en octobre 2018 pour soutenir l’investissement en Afrique des PME. L’ambition affichée par ce « Plan Marshall » est d’inspirer au niveau de l’UE le prochain partenariat Europe-Afrique qui doit se substituer en 2021 à l’Accord de Cotonou.
- Le Ministère allemand des Finances est, quant à lui, en première ligne pour la mise en œuvre de l’initiative « *Compact with Africa* », qui représente l’un des piliers les plus ambitieux de la politique africaine de l’Allemagne. Lancée en 2017 à l’occasion de la présidence allemande du G20, cette initiative associe le G20, la Banque mondiale, le FMI, la Banque africaine de développement et 12 pays d’Afrique ayant volontairement choisi de rejoindre cette initiative. Son objectif est d’encourager les investissements privés sur le continent. Il s’agit à la fois d’identifier les projets utiles et de mobiliser les entreprises capables de les réaliser, mais également de créer les conditions d’un cadre réglementaire et juridique propice aux affaires. Deux ans après le lancement de cette initiative, une conférence à Berlin le 19 novembre 2019 devait en dresser le bilan : au regard du dernier rapport²⁵ « *Doing Business* » de la Banque mondiale, force est de constater que les 12 États africains ayant rejoint l’initiative « Compact » ont mené des réformes qui contribuent au renforcement de leur attractivité vis-à-vis des investisseurs étrangers. La liste des pays ayant rejoint l’initiative montre bien le parti-pris de l’Allemagne dans sa politique africaine. Il s’agit moins de développer une approche globale d’éradication de la pauvreté que d’accompagner les États déjà engagés sur la voie de la croissance en accompagnant leur transformation et leur attractivité. En d’autres termes, l’Allemagne soutient les États africains dont le potentiel économique est déjà avéré.

²⁵ Banque mondiale, *Doing Business 2020 – Maintenir le rythme des réformes*, Octobre 2019.

Appuyée sur les entreprises privées, la politique africaine d’Angela Merkel fait apparaître ses premiers effets. Dans le dernier baromètre CIAN des Leaders d’opinion en Afrique, l’image de l’Allemagne auprès des décideurs africains devance de 16 points celle de la France, plaçant l’Allemagne en deuxième position, derrière les États-Unis.

La relation germano-turque

En août 2020 à la suite de l’envoi d’un navire turc dans les eaux grecques pour faire de la prospection gazière, la situation en Méditerranée orientale s’est fortement tendue pendant plusieurs semaines. La France a rapidement envoyé des navires de guerre ainsi que deux rafales pour soutenir la Grèce tandis que l’Allemagne, qui exerçait alors la présidence de l’UE, cherchait à jouer les médiateurs pour trouver une solution consensuelle de sortie de crise. Au-delà des nombreuses explications possibles de cette différence de réaction, cet épisode nous rappelle aussi combien l’Allemagne et la Turquie entretiennent des liens particuliers. Cette relation spéciale provient d’abord du poids de la population d’origine turque en Allemagne mais également du lien économique fort entre les deux pays, ce qui n’a pas empêché, sous l’ère Merkel, une longue série de crises entre les deux nations.

La Turquie, un interlocuteur incontournable pour l’Allemagne

Les décomptes diffèrent en fonction des critères retenus mais la population d’origine turque compterait plus de 3 millions de personnes en Allemagne aujourd’hui parmi lesquelles environ 1,5 millions seraient des étrangers turcs résidant outre-Rhin. En tenant compte des liens de descendance partielle, les estimations de la population d’origine turque totale en Allemagne serait bien plus élevée mais le recensement allemand ne recueille pas de données sur l’appartenance ethnique, cette évaluation serait donc hasardeuse. Il s’agit de la première communauté étrangère d’Allemagne et son intégration est l’objet de nombreux débats dans le pays. Le turc est la deuxième langue la plus parlée du pays. Ces populations turques sont arrivées à partir des années 1960 et 1970 attirées par les opportunités de travail en Allemagne de l’Ouest. Ce mouvement des fameux Gastarbeiter (travailleurs immigrés) fut renforcé dans les années 1980 avec la mise en place du regroupement familial.

.../...

Outre l’aspect démographique, la Turquie est également un partenaire économique et stratégique important pour l’Allemagne. L’Allemagne est le premier importateur de biens depuis la Turquie avec 16,6 milliards d’euros et le deuxième exportateur avec 19,3 milliards d’euros de biens en 2019 vers la Turquie, ce qui la place derrière la Russie et juste devant la Chine pour les exportations avec 9,2 % du flux commercial vers la Turquie. Par ailleurs, environ 7 000 entreprises allemandes sont présentes en Turquie et de nombreux hommes d’affaires d’origine turque font du commerce en Allemagne. Enfin, un certain nombre de chaînes d’approvisionnement industriel allemand se situent en Turquie. Ce pays joue donc un rôle important pour l’économie allemande. Et inversement, l’Allemagne est un partenaire capital pour la Turquie même si au gré des tensions politiques les échanges ont pu se contracter certaines années.

Sur les sujets de Défense, l’Allemagne a vendu régulièrement du matériel militaire, notamment des tanks et des sous-marins, à son partenaire de l’OTAN dans les années 2000. Sous la pression des Verts et de *Die Linke* ces ventes d’armes se sont nettement ralenties dans les années 2010 et ont même été gelées totalement pendant une période.

Alors que l’Allemagne était le principal soutien de l’adhésion de la Turquie à l’UE sous le gouvernement Schröder, les choses ont changé avec l’arrivée d’Angela Merkel. À la tête d’un parti plus divisé sur la question et avec des partenaires européens désormais très sceptiques, la Chancelière est restée prudente sur ce processus en privilégiant l’option d’un « partenariat privilégié ». Pendant son mandat, la Chancelière a dû faire face à une multitude de crises avec un partenaire turc qui semble s’être durci au fur à mesure des années. Parmi les principales tensions entre les deux pays, citons l’accord sur les migrants entre l’UE et la Turquie en 2016 signé à l’initiative d’Angela Merkel, les tensions diplomatiques à la suite de satires sur le président Erdogan par des humoristes allemands en 2016, la reconnaissance du génocide arménien par le Bundestag, l’arrestation en Turquie du journaliste germano-turc Deniz Yücel en 2017, les meetings électoraux de l’AKP en Allemagne, l’offensive militaire turques en Syrie contre les forces kurdes en 2019 ou la crise en Méditerranée orientale en 2020.

.../...

Ces dernières années, la Turquie a adopté une position de plus en plus hostile aux pays occidentaux et le président Erdogan réagit très violemment aux interpellations européennes à la suite de mesures turcs contraires aux droits de l’homme. La dégradation des relations germano-turques semble parfois atteindre un niveau proche de la rupture. Même vue d’Allemagne, la perspective d’une intégration dans l’Union Européenne paraît désormais très lointaine. L’enjeu pour la Turquie du président Erdogan est aujourd’hui de s’affirmer comme une puissance régionale mais aussi de se positionner comme le *leader* islamo-sunnite de toute la région, ce qui est une rupture complète avec la tradition Kémaliste de la Turquie et avec l’ambition de rejoindre un jour l’Union.

Devant cette évolution inquiétante, Berlin semble parfois réticent à hausser le ton face à Ankara. Certes, l’Allemagne a des intérêts économiques en jeu mais d’un point de vue économique la Turquie a beaucoup plus à perdre que l’Allemagne qui dispose de beaucoup d’autres partenaires commerciaux bien plus importants. L’Allemagne prend essentiellement en compte le rôle de « verrou » des flux migratoires de la Turquie sur lequel s’appuie l’Europe à la suite de l’accord de 2016. L’explication de cette prudence se trouve enfin du côté de l’importante communauté turque d’Allemagne, dont certains sont toujours citoyens turcs et votent aux élections de leurs pays d’origine. En avril 2017, 63 % des 700 000 électeurs turcs d’Allemagne se sont prononcés en faveur de la politique d’Erdogan et surtout en faveur de réformes jugés « anti-démocratiques » par les Européens.

3. Tentation atlantiste versus autonomie stratégique européenne

L’Allemagne se voit d’autant plus obligée à modifier le paradigme de sa politique étrangère qu’elle entretient une relation privilégiée avec les États-Unis – qui la respectent pour sa puissance économique et avec lesquels elle enregistre un excédent commercial. Elle est aussi l’enfant chéri de l’alliance atlantique. Plus qu’aucun autre pays, l’Allemagne a bénéficié de son appartenance à l’OTAN, dont elle est géographiquement la base la plus avancée face à la Russie, comme elle l’était face à l’ex-URSS. Avec l’organisation atlantique en parapluie ultra-protecteur, les Allemands se sont trouvés plus que d’autres libérés du souci de leur défense, et même excusés pour leur maigre contribution au budget de l’alliance. Dans le paysage géopolitique hérité de l’après-guerre, tout le monde y trouvait son compte – les autres Européens, Moscou et Washington.

Implication des US dans la sécurité de l’Europe

Quelle doit être l’implication des États-Unis dans la défense et la sécurité de l’Europe ?

Une majorité de personnes pense que les États-Unis doivent être assez ou très impliqués dans la défense et la sécurité de l’Europe, sauf en Suède, qui est divisée, et en Turquie.

Allemagne

2021	69 %
2020	59 %

France

2021	55 %
2020	45 %

Source : GMF Transatlantic Trends 2021.

Un événement supplémentaire récent a toutefois renforcé le statut de l’Allemagne en tant que partenaire privilégié de Washington au sein de l’Alliance atlantique. Le Brexit. Le départ du Royaume-Uni a privé l’Allemagne d’un puissant allié libre-échangiste au sein de l’Union européenne. Aux côtés de l’Allemagne, Londres a poussé l’Europe dans le grand bain de la mondialisation économique néo-libérale. Le chancelier Helmut Kohl a trouvé en ses homologues britanniques des alliés de poids pour défendre l’élargissement sans fin de l’Union – sans se préoccuper de savoir si le club ainsi agrandi pourrait fonctionner comme avant.

Or les États-Unis ont décidé de relever le gant et se sont lancés dans une confrontation multiforme : avec la Chine prioritairement, mais aussi avec la Russie. Non réglementé, à cheval entre le réel et le virtuel, le cyberspace est l’un des lieux privilégiés de cet affrontement entre titans de l’époque. Quelle que soit la part qu’ont prise les Américains dans la dégradation de l’image du camp démocratique, la diplomatie allemande subit directement l’impact de ce conflit entre l’Amérique, d’un côté, et la Chine et la Russie, de l’autre. **C’est afin de rallier prioritairement ses alliés européens dans une approche transatlantique commune face à la Chine que Joe Biden a levé les sanctions à l’encontre des entreprises occidentales participant au projet Nord Stream 2.** Dans ce nouveau contexte, que certains qualifient de guerre froide, l’équilibrisme diplomatique allemand devient pour le moins difficile. Éminent éditorialiste à l’hebdomadaire *Die Zeit*, Josef Joffe exhorte l’Allemagne à poursuivre sur la voie du « centrisme diplomatique » : Berlin ne doit pas se laisser entraîner par les États-Unis dans des conflits avec « les deux géants de l’Est » ; les Allemands

doivent maintenir leurs distances par rapport aux États-Unis ; ils doivent rester en bons termes avec chacune de ses trois grandes puissances. Rester l’allié stratégique de Washington tout en développant ses relations avec les grands rivaux de l’Amérique que sont devenus la Chine et la Russie ? Autant dire mission impossible. Comme le souligne l’Ambassadeur Michel Duclos, conseiller spécial de l’Institut Montaigne, l’Allemagne, tout en rejetant le concept d’autonomie stratégique européenne pour ne pas déplaire aux Américains, est l’État européen qui mène la politique étrangère la moins alignée sur Washington : l’accord sur les investissements chinois et le projet *Nord Stream 2* sont les illustrations les plus emblématiques de ce mélange si particulier de souveraineté et de dépendance assumée sous forme de défi.

Quelle peut être la nouvelle « synthèse » de politique étrangère allemande dans un monde dominé par une confrontation entre les États-Unis et la Chine – celle-ci étant le plus souvent soutenue par la Russie – qui devrait marquer la génération à venir ? Angela Merkel s’est efforcée de tenir, au coup par coup, le cap du « centrisme diplomatique ». Elle a défendu *Nord Stream 2* mais a sanctionné Moscou pour la Crimée puis pour Navalny. Elle s’est rendue presque tous les ans en Chine, elle sait l’incertitude de ce marché, mais elle a sanctionné Pékin sur les Ouïghours. Cela ne fait pas une politique.

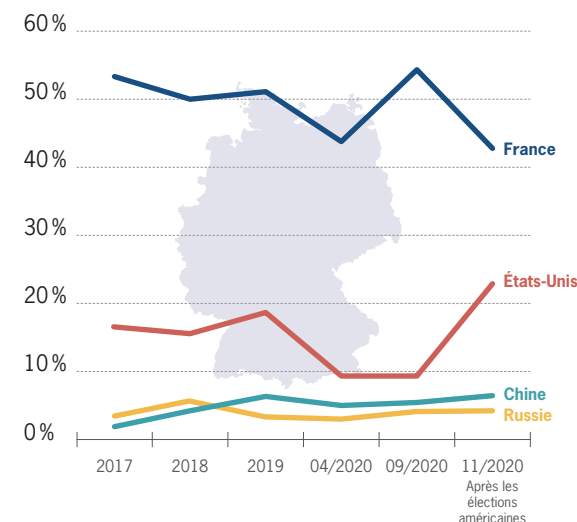
Face à cette Russie et à cette Chine-là, l’Allemagne paraît avoir saisi l’importance du niveau européen. Elle entend être plus proactive dans sa participation à une politique européenne de sécurité commune et transatlantique. Dans le discours au moins, Berlin reconnaît désormais que l’UE doit se doter de capacités « autonomes » face à la Russie, à la Chine et même aux États-Unis. L’expérience amère de la déroute afghane devrait achever de convaincre Berlin de la nécessité de renforcer sa capacité d’agir.

Cet effort doit être mené dans un large spectre de secteurs allant de la défense au numérique jusqu’aux industries de la santé, puisque le Covid-19 est passé par là. L’Allemagne assume sa dépendance stratégique vis-à-vis des États-Unis et voit dans le concept d’autonomie stratégique européenne une illusion. Pour autant, elle considère que le renforcement de la capacité d’action de l’Europe, est la condition pour continuer de peser au sein du partenariat transatlantique renouvelé par l’élection de Joe Biden. « Nous devons être plus européens pour rester transatlantiques » résume la position de l’Allemagne à la levée récente des sanctions américaines contre les entreprises impliquées dans *Nord Stream 2* et les égards dont Joe Biden a gratifié Angela Merkel aux sommets du G7 et de l’OTAN, ainsi qu’à la Maison Blanche où elle a été la première dirigeante européenne à être invitée (juillet 2021), la Chancelière a su convaincre le président américain que l’Allemagne était le premier partenaire des États-Unis dans la période post-Trump.

Le rapprochement germano-américain

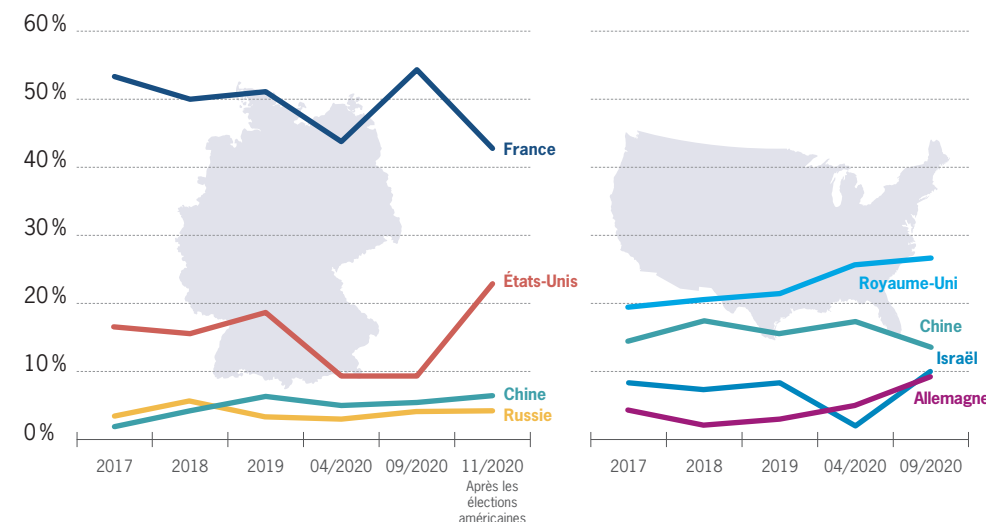
Allemands interrogés :

Quel pays est actuellement le partenaire le plus important pour l’Allemagne ?



Américains interrogés :

Quel pays est actuellement le partenaire le plus important pour les États-Unis ?



Source : *The Berlin Pulse* 2020, Körber-Stiftung.

Une constante de la politique étrangère allemande reste la permanence de l’engagement de l’Allemagne en faveur du principe dit du « multilatéralisme ». Aussi barbare que confuse, l’expression signifie l’attachement à une communauté internationale régulée par un certain nombre de principes – traités et chartes – auxquels on souscrit en adhérant aux organisations inter-étatiques du système de l’ONU, notamment. Tout le monde est pour « le multilatéralisme ». Mais avec la puissance vient la tentation de l’unilatéralisme : les États les plus puissants, quand ça les arrange, violent allègrement leurs engagements « multilatéraux ». L’Allemagne devra s’y faire : aujourd’hui, le multilatéralisme perd du terrain plus qu’il n’en gagne.

L’Allemagne de demain connaîtra un paysage stratégique bouleversé. Quelque chose se dérobe sous ses pieds. Sa politique étrangère, celle qu’Angela Merkel a poursuivie dans le sillage du chancelier Gerhard Schröder, va perdre de sa pertinence. L’équilibre n’est plus adapté – qu’il s’agisse

de la relation à la Chine de Xi Jinping ou à la Russie de Vladimir Poutine. Du compromis de coalition du prochain gouvernement dépendra la position allemande sur la scène internationale. Quel qu'il soit, Angela Merkel sera sans doute la dernière Chancelière à avoir pratiqué l'exercice du « centrisme diplomatique ».

CONCLUSION

CONSERVATRICE OU SOCIALE-DÉMOCRATE, UNE ALLEMAGNE VERTE ?

Dans cette Allemagne « où il ne se passe rien », si prospère et si tranquille que Volker Schlöndorff ne voudrait même pas en faire un film, les élections du 26 septembre annoncent pourtant la fin d'une ère, celle des années Merkel. Le suspense des résultats est total. Comme ailleurs en Europe, les deux grands « *Volkspartei* » ont poursuivi leur lente érosion et pour la première fois, selon tous les pronostics, les scores additionnés de la CDU et du SPD ne pourront suffire à obtenir une majorité. Une nouvelle « grande coalition », pour peu qu'elle ait été souhaitée par les intéressés, n'est donc plus à l'ordre du jour.

Jamais la politique allemande d'après-guerre n'est apparue aussi mouvante. La candidate Verte Annalena Baerbock, bénéficiaire d'un engouement passager, n'a pas su tirer profit des inondations meurtrières de l'été en Allemagne, qui accréditaient pourtant un programme fondé sur l'urgence écologique. Son inexpérience profite à l'outsider social-démocrate Olaf Scholz, pourtant de peu de charisme et à la tête d'un parti en chute libre, mais politiquement expérimenté et rassurant, et qui a spectaculairement remonté dans les sondages dans le courant de l'été.

Quant au candidat conservateur Armin Laschet, il a perdu sa place de favori dans la course à la chancellerie, à la tête d'un parti chrétien-démocrate à la fois dévoré et maintenu en respiration artificielle par la personnalité et la longévité de sa figure tutélaire. En imprimant sur la CDU une teinte sociale-démocrate, Angela Merkel a déboussolé une partie de ses électeurs, les plus conservateurs comme les plus libéraux. À force d'en être la seule incarnation, elle l'a vidée de sa propre identité. Entièrement « merkelisé », le grand parti chrétien-démocrate doit se redéfinir sans elle. Armin Laschet a embarqué à bord d'un vaisseau fantôme.

Quel que soit le résultat des élections, celles-ci devraient être marquées par un score remarquable des Grünen. Et ce parti Vert, selon toute vraisemblance, sera partie prenante de la future coalition gouvernementale, aux côtés des conservateurs ou des sociaux-démocrates. La politique allemande en sera alors considérablement infléchie.

Annalena Baerbock a fait de son positionnement géopolitique son principal argument. Profondément pro-européenne, elle plaide pour un renforcement des capacités de défense de l'Union et souhaite que l'Europe affirme une position plus souveraine face aux régimes autoritaires. Elle milite pour l'Europe de la défense souhaitée par Emmanuel Macron, qu'elle a rencontré en février 2020, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité. Elle a conditionné l'entrée des Verts dans le prochain gouvernement à la sortie de l'Allemagne du Charbon à l'horizon 2030 (au lieu de 2038 prévu actuellement). La possible participation des Verts au prochain gouvernement n'aura donc pas seulement des implications sur la politique climatique, mais aussi sur l'affirmation d'une Allemagne plus géopolitique.

Dans un entretien qu'elle a accordé récemment à la FAZ, la candidate des Verts a présenté une approche "réaliste" des questions de sécurité et de défense, marquée par le dialogue et la fermeté. **Pour elle, l'Europe doit affirmer davantage ses valeurs face aux régimes autoritaires comme la Chine ou la Russie.** Concrètement, cela signifie notamment que l'Allemagne doit renoncer au projet de pipeline *Nord Stream 2* et que l'Europe doit exclure l'entreprise chinoise Huawei de la construction des infrastructures de 5G.

Une coalition constituée des conservateurs et des Verts pourrait ainsi buter sur les questions de politique étrangère. Armin Laschet se situe dans la droite ligne d'Angela Merkel concernant le soutien au projet *Nord Stream 2*, fortement contesté par les Verts qui en ont fait l'un de leurs principaux chevaux de bataille.

Armin Laschet doit par ailleurs donner des gages à la partie la plus conservatrice de son électorat, qui redoute plus que tout que la crise afghane ne débouche comme en 2015 sur une nouvelle crise des réfugiés. L'accueil des réfugiés afghans pourrait ainsi devenir une nouvelle pomme de discorde entre la CDU et les Verts.

Ce n'est pas un petit désaccord. Si cette divergence cruciale amenait la potentielle coalition Noire-Verte à un point de rupture, elle pourrait là encore favoriser un retour dans le jeu gouvernemental d'Olaf Scholz, qui pourrait ainsi prendre la direction d'une coalition unissant les Sociaux-démocrates soit avec les Verts et les Libéraux, soit avec les Verts et le parti de gauche plus radicale, *Die Linke*.

La présence fort d'un parti « géopolitique » au sein du gouvernement, quelle qu'en soit la configuration, devrait être pour l'Allemagne le véritable point de rupture des années Merkel.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier **Lucas Cherfils** pour le soutien essentiel apporté à la réalisation de ce travail ainsi que **Claire Demesmay**, responsable du programme franco-allemand de la DGAP et **Sylvie Goulard**, sous-gouverneur de la Banque de France, pour leurs relectures attentives.

L'Institut Montaigne remercie toutes les personnes rencontrées ou auditionnées pour l'élaboration de cette note, en particulier :

Liste des personnes interrogées

- **Peter Altmaier**, ministre fédéral de l'Économie et de l'énergie
- **Franziska Brantner**, députée et porte-parole des Verts, Bundestag
- **Thierry Breton**, commissaire européen au Marché intérieur, Commission européenne
- **Cécile Boutelet**, correspondante Économie du Monde à Berlin
- **Henri de Castries**, président, Institut Montaigne
- **Uwe Corsepius**, conseiller Union Européenne, Chancellerie fédérale
- **Claire Demesmay**, responsable du programme franco-allemand, DGAP
- **Anne Marie Descôtes**, ambassadrice de France en Allemagne
- **Matthias Fekl**, associé fondateur Duprey-Fekl Avocats, ancien ministre de l'Intérieur
- **Clemens Fuest**, président, IFO Institute
- **Sylvie Goulard**, second sous-gouverneur de la Banque de France, ancienne ministre des Armées
- **Tina Hildebrandt**, directrice du bureau de Berlin, *Die Zeit*
- **Reiner Hofmann**, président, Confédération allemande des syndicats (DGB)
- **Roderick Kefferpütz**, analyste senior au Mercator Institute for China Studies (MERICS)
- **Markus Kerber**, secrétaire d'État au ministère fédéral de l'Intérieur et ancien directeur général du BDI
- **Jörg Kramer**, *chief economist*, Commerzbank
- **Gunther Krichbaum**, président de la commission des Affaires européennes, Bundestag
- **Rüdiger Kruse**, député, rapporteur de la CDU pour le financement des infrastructures de transport et du numérique, Bundestag
- **Christine Lagarde**, présidente, BCE
- **Hans-Dieter Lucas**, ambassadeur d'Allemagne en France et à Monaco

- **Bruno Le Maire**, ministre de l'Économie, des finances et de la relance
- **Ulrich Matthes**, acteur et président, Deutsche Filmakademie
- **Katja Meier**, ministre de l'Europe et de la Justice du *Land* de Saxe
- **Nikolaus Meyer-Landrut**, Chef de la délégation de l'Union européenne en Turquie, ancien ambassadeur d'Allemagne en France
- **Édouard Michon**, *Senior strategist*, Group Strategy, Allianz
- **Bernard de Montferrand**, *senior advisor* chez Roland Berger ; ancien ambassadeur de France en Allemagne
- **Nora Müller**, directrice exécutive, Körber Stiftung
- **Philippe Oddo**, *CEO*, Oddo BHF Group
- **Nicolas Petrovic**, *CEO*, Siemens France
- **Gero von Randow**, ancien correspondant à Paris, *Die Zeit*
- **Wolfgang Schmidt**, secrétaire d'État, ministère fédéral des Finances
- **Wolfgang Schäuble**, président, Bundestag
- **Volker Schlöndorff**, réalisateur
- **Olaf Scholz**, ministre fédéral des Finances
- **Reinhold von Eben-Worlée**, *CEO*, E.H. Worlée & Co. ; président, Die Familienunternehmen
- **Sven Schulze**, maire de Chemnitz
- **Daniela Schwarzer**, directrice Open Society Foundations
- **Stephan Steinlein**, secrétaire d'État, Présidence de la République fédérale allemande
- **Constanze Stelzenmüller**, *senior fellow*, Brookings
- **François Villeroy de Galhau**, gouverneur, Banque de France
- **Stefan Vopel**, directeur, Bertelsmann Stiftung
- **Frank Weise**, président, Hertie Foundation
- **Jakob von Weizsäcker**, *chief economist*, ministère fédéral des Finances
- **Thomas Wieder**, correspondant à Berlin, Le Monde

Les opinions exprimées dans cette note n'engagent
ni les personnes précédemment citées
ni les institutions qu'elles représentent.

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT MONTAIGNE

- Quinquennat Macron : le grand décryptage (août 2021)
- Une Chine décarbonée est-elle possible ? (juillet 2021)
- Villes, à vos données ! (juillet 2021)
- Vu de Pékin : le rebond de l'économie chinoise (juin 2021)
- Régions : le renouveau de l'action publique ? (juin 2021)
- La stabilité du Maghreb, un impératif pour l'Europe (mai 2021)
- Bien-vieillir : faire mûrir nos ambitions (mai 2021)
- Relance en Afrique : quel rôle pour les entreprises (mai 2021)
- Religion au travail : croire au dialogue – Baromètre du Fait Religieux en Entreprise (mai 2021)
- FinTech chinoise : l'heure de la reprise en main (avril 2021)
- Enseignement supérieur et recherche : il est temps d'agir ! (avril 2021)
- Filière santé : gagnons la course à l'innovation (mars 2021)
- Rééquilibrer le développement de nos territoires (mars 2021)
- China Trends n° 8 – L'armée chinoise en Asie : puissance et coercition (février 2021)
- Repenser la défense face aux crises du 21^e siècle (février 2021)
- Les militants du djihad (janvier 2021)
- Compétitivité de la vallée de la Seine : comment redresser la barre ? (janvier 2021)
- Semi-conducteurs : la quête de la Chine (janvier 2021)
- Compétitivité de la vallée de la Seine : comment redresser la barre ? (janvier 2021)
- Vaccination en France : l'enjeu de la confiance (décembre 2020)
- Santé mentale : faire face à la crise (décembre 2020)
- Construire la métropole Aix-Marseille-Provence de 2030 (novembre 2020)
- Allemagne-France : pour une politique européenne commune à l'égard de la Chine (novembre 2020)
- Plan de relance : répondre à l'urgence économique (novembre 2020)
- Réformer les retraites en temps de crise (octobre 2020)
- Les quartiers pauvres ont un avenir (octobre 2020)
- Trump ou Biden – comment reconstruire la relation transatlantique ? (octobre 2020)
- Le capitalisme responsable : une chance pour l'Europe (septembre 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : neuf idées efficaces en faveur de l'emploi (septembre 2020)
- Information Manipulations Around Covid-19 : France Under Attack (juillet 2020)
- Les entreprises françaises en Afrique face à la crise du Covid-19 (juin 2020)
- Transatlantic Trends 2020 (juillet 2020)
- Europe's Pushback on China (juin 2020)
- E-santé : augmentons la dose ! (juin 2020)
- Dividende carbone : une carte à jouer pour l'Europe (juin 2020)
- L'action publique face à la crise du Covid-19 (juin 2020)

- Seine-Saint-Denis : les batailles de l'emploi et de l'insertion (mai 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : relançons l'investissement (mai 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : l'enjeu du temps de travail (mai 2020)
- Internet : le péril jeune ? (avril 2020)
- Covid-19 : l'Asie orientale face à la pandémie (avril 2020)
- Algorithmes : contrôle des biais S.V.P. (mars 2020)
- Retraites : pour un régime équilibré (mars 2020)
- Espace : le réveil de l'Europe ? (février 2020)
- Données personnelles : comment gagner la bataille ? (décembre 2019)
- Transition énergétique : faisons jouer nos réseaux (décembre 2019)
- Religion au travail : croire au dialogue – Baromètre du Fait Religieux Entreprise 2019 (novembre 2019)
- Taxes de production : préservons les entreprises dans les territoires (octobre 2019)
- Médicaments innovants : prévenir pour mieux guérir (septembre 2019)
- Rénovation énergétique : chantier accessible à tous (juillet 2019)
- Agir pour la parité : performance à la clé (juillet 2019)
- Pour réussir la transition énergétique (juin 2019)
- Europe-Afrique : partenaires particuliers (juin 2019)
- Media polarization « à la française » ? Comparing the French and American ecosystems (mai 2019)
- L'Europe et la 5G : le cas Huawei (partie 2, mai 2019)
- L'Europe et la 5G : passons la cinquième ! (partie 1, mai 2019)
- Système de santé : soyez consultés ! (avril 2019)
- Travailleurs des plateformes : liberté oui, protection aussi (avril 2019)
- Action publique : pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple (mars 2019)
- La France en morceaux : baromètre des Territoires 2019 (février 2019)
- Énergie solaire en Afrique : un avenir rayonnant ? (février 2019)
- IA et emploi en santé : quoi de neuf docteur ? (janvier 2019)
- Cybermenace : avis de tempête (novembre 2018)
- Partenariat franco-britannique de défense et de sécurité : améliorer notre coopération (novembre 2018)
- Sauver le droit d'asile (octobre 2018)
- Industrie du futur, prêts, partez ! (septembre 2018)
- La fabrique de l'islamisme (septembre 2018)
- Protection sociale : une mise à jour vitale (mars 2018)
- Innovation en santé : soignons nos talents (mars 2018)
- Travail en prison : préparer (vraiment) l'après (février 2018)
- ETI : taille intermédiaire, gros potentiel (janvier 2018)
- Réforme de la formation professionnelle : allons jusqu'au bout ! (janvier 2018)
- Espace : l'Europe contre-attaque ? (décembre 2017)

- Justice : faites entrer le numérique (novembre 2017)
- Apprentissage : les trois clés d'une véritable transformation (octobre 2017)
- Prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui ? (septembre 2017)
- Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France (août 2017)
- Enseignement supérieur et numérique : connectez-vous ! (juin 2017)
- Syrie : en finir avec une guerre sans fin (juin 2017)
- Énergie : priorité au climat ! (juin 2017)
- Quelle place pour la voiture demain ? (mai 2017)
- Sécurité nationale : quels moyens pour quelles priorités ? (avril 2017)
- Tourisme en France : cliquez ici pour rafraîchir (mars 2017)
- L'Europe dont nous avons besoin (mars 2017)
- Dernière chance pour le paritarisme de gestion (mars 2017)
- L'impossible État actionnaire ? (janvier 2017)
- Un capital emploi formation pour tous (janvier 2017)
- Économie circulaire, réconcilier croissance et environnement (novembre 2016)
- Traité transatlantique : pourquoi persévérer (octobre 2016)
- Un islam français est possible (septembre 2016)
- Refonder la sécurité nationale (septembre 2016)
- Brexain ou Brexit : Europe, prépare ton avenir ! (juin 2016)
- Réanimer le système de santé – Propositions pour 2017 (juin 2016)
- Nucléaire : l'heure des choix (juin 2016)
- Un autre droit du travail est possible (mai 2016)
- Les primaires pour les Nuls (avril 2016)
- Le numérique pour réussir dès l'école primaire (mars 2016)
- Retraites : pour une réforme durable (février 2016)
- Décentralisation : sortons de la confusion / Repenser l'action publique dans les territoires (janvier 2016)
- Terreur dans l'Hexagone (décembre 2015)
- Climat et entreprises : de la mobilisation à l'action / Sept propositions pour préparer l'après-COP21 (novembre 2015)
- Discriminations religieuses à l'embauche : une réalité (octobre 2015)
- Pour en finir avec le chômage (septembre 2015)
- Sauver le dialogue social (septembre 2015)
- Politique du logement : faire sauter les verrous (juillet 2015)
- Faire du bien vieillir un projet de société (juin 2015)
- Dépense publique : le temps de l'action (mai 2015)
- Apprentissage : un vaccin contre le chômage des jeunes (mai 2015)
- Big Data et objets connectés. Faire de la France un champion de la révolution numérique (avril 2015)
- Université : pour une nouvelle ambition (avril 2015)

- Rallumer la télévision : 10 propositions pour faire rayonner l'audiovisuel français (février 2015)
- Marché du travail : la grande fracture (février 2015)
- Concilier efficacité économique et démocratie : l'exemple mutualiste (décembre 2014)
- Résidences Seniors : une alternative à développer (décembre 2014)
- Business schools : rester des champions dans la compétition internationale (novembre 2014)
- Prévention des maladies psychiatriques : pour en finir avec le retard français (octobre 2014)
- Temps de travail : mettre fin aux blocages (octobre 2014)
- Réforme de la formation professionnelle : entre avancées, occasions manquées et pari financier (septembre 2014)
- Dix ans de politiques de diversité : quel bilan ? (septembre 2014)
- Et la confiance, bordel ? (août 2014)
- Gaz de schiste : comment avancer (juillet 2014)
- Pour une véritable politique publique du renseignement (juillet 2014)
- Rester le leader mondial du tourisme, un enjeu vital pour la France (juin 2014)
- 1 151 milliards d'euros de dépenses publiques : quels résultats ? (février 2014)
- Comment renforcer l'Europe politique (janvier 2014)
- Améliorer l'équité et l'efficacité de l'assurance-chômage (décembre 2013)
- Santé : faire le pari de l'innovation (décembre 2013)
- Afrique-France : mettre en œuvre le co-développement Contribution au XXVI^e sommet Afrique-France (décembre 2013)
- Chômage : inverser la courbe (octobre 2013)
- Mettre la fiscalité au service de la croissance (septembre 2013)
- Vive le long terme ! Les entreprises familiales au service de la croissance et de l'emploi (septembre 2013)
- Habitat : pour une transition énergétique ambitieuse (septembre 2013)
- Commerce extérieur : refuser le déclin
Propositions pour renforcer notre présence dans les échanges internationaux (juillet 2013)
- Pour des logements sobres en consommation d'énergie (juillet 2013)
- 10 propositions pour refonder le patronat (juin 2013)
- Accès aux soins : en finir avec la fracture territoriale (mai 2013)
- Nouvelle réglementation européenne des agences de notation : quels bénéfices attendre ? (avril 2013)
- Remettre la formation professionnelle au service de l'emploi et de la compétitivité (mars 2013)
- Faire vivre la promesse laïque (mars 2013)
- Pour un « New Deal » numérique (février 2013)
- Intérêt général : que peut l'entreprise ? (janvier 2013)
- Redonner sens et efficacité à la dépense publique 15 propositions pour 60 milliards d'économies (décembre 2012)

- Les juges et l'économie : une défiance française ? (décembre 2012)
- Restaurer la compétitivité de l'économie française (novembre 2012)
- Faire de la transition énergétique un levier de compétitivité (novembre 2012)
- Réformer la mise en examen Un impératif pour renforcer l'État de droit (novembre 2012)
- Transport de voyageurs : comment réformer un modèle à bout de souffle ? (novembre 2012)
- Comment concilier régulation financière et croissance : 20 propositions (novembre 2012)
- Taxe professionnelle et finances locales : premier pas vers une réforme globale ? (septembre 2012)
- Remettre la notation financière à sa juste place (juillet 2012)
- Réformer par temps de crise (mai 2012)
- Insatisfaction au travail : sortir de l'exception française (avril 2012)
- Vademecum 2007 – 2012 : Objectif Croissance (mars 2012)
- Financement des entreprises : propositions pour la présidentielle (mars 2012)
- Une fiscalité au service de la « social compétitivité » (mars 2012)
- La France au miroir de l'Italie (février 2012)
- Pour des réseaux électriques intelligents (février 2012)
- Un CDI pour tous (novembre 2011)
- Repenser la politique familiale (octobre 2011)
- Formation professionnelle : pour en finir avec les réformes inabouties (octobre 2011)
- Banlieue de la République (septembre 2011)
- De la naissance à la croissance : comment développer nos PME (juin 2011)
- Reconstruire le dialogue social (juin 2011)
- Adapter la formation des ingénieurs à la mondialisation (février 2011)
- « Vous avez le droit de garder le silence... » Comment réformer la garde à vue (décembre 2010)
- Gone for Good ? Partis pour de bon ?
Les expatriés de l'enseignement supérieur français aux États-Unis (novembre 2010)
- 15 propositions pour l'emploi des jeunes et des seniors (septembre 2010)
- Afrique – France. Réinventer le co-développement (juin 2010)
- Vaincre l'échec à l'école primaire (avril 2010)
- Pour un Eurobond. Une stratégie coordonnée pour sortir de la crise (février 2010)
- Réforme des retraites : vers un big-bang ? (mai 2009)
- Mesurer la qualité des soins (février 2009)
- Ouvrir la politique à la diversité (janvier 2009)
- Engager le citoyen dans la vie associative (novembre 2008)
- Comment rendre la prison (enfin) utile (septembre 2008)
- Infrastructures de transport : lesquelles bâtir, comment les choisir ? (juillet 2008)
- HLM, parc privé
Deux pistes pour que tous aient un toit (juin 2008)

- Comment communiquer la réforme (mai 2008)
- Après le Japon, la France... Faire du vieillissement un moteur de croissance (décembre 2007)
- Au nom de l'Islam... Quel dialogue avec les minorités musulmanes en Europe ? (septembre 2007)
- L'exemple inattendu des Vets
Comment ressusciter un système public de santé (juin 2007)
- Vademecum 2007-2012 – Moderniser la France (mai 2007)
- Après Erasmus, Amicus. Pour un service civique universel européen (avril 2007)
- Quelle politique de l'énergie pour l'Union européenne ? (mars 2007)
- Sortir de l'immobilité sociale à la française (novembre 2006)
- Avoir des leaders dans la compétition universitaire mondiale (octobre 2006)
- Comment sauver la presse quotidienne d'information (août 2006)
- Pourquoi nos PME ne grandissent pas (juillet 2006)
- Mondialisation : réconcilier la France avec la compétitivité (juin 2006)
- TVA, CSG, IR, cotisations... Comment financer la protection sociale (mai 2006)
- Pauvreté, exclusion : ce que peut faire l'entreprise (février 2006)
- Ouvrir les grandes écoles à la diversité (janvier 2006)
- Immobilier de l'État : quoi vendre, pourquoi, comment (décembre 2005)
- 15 pistes (parmi d'autres...) pour moderniser la sphère publique (novembre 2005)
- Ambition pour l'agriculture, libertés pour les agriculteurs (juillet 2005)
- Hôpital : le modèle invisible (juin 2005)
- Un Contrôleur général pour les Finances publiques (février 2005)
- Les oubliés de l'égalité des chances (janvier 2004 – Réédition septembre 2005)

Pour les publications antérieures se référer à notre site internet :
www.institutmontaigne.org

INSTITUT MONTAIGNE



ABB FRANCE
ABBVIE
ACCENTURE
ACCURACY
ACTIVEO
ADECCO
ADEO
ADIT
ADVANCY
AIR FRANCE - KLM
AIR LIQUIDE
AIRBUS
ALKEN ASSET MANAGEMENT
ALLEN & OVERY
ALLIANZ
ALVAREZ & MARSAL FRANCE
AMAZON
AMBER CAPITAL
AMUNDI
ANTIN INFRASTRUCTURE PARTNERS
ARCHERY STRATEGY CONSULTING
ARCHIMED
ARDIAN
ASTORG
ASTRAZENECA
AUGUST DEBOUZY
AVRIL
AXA
BAKER & MCKENZIE
BEARINGPOINT
BESSÉ
BG GROUP
BNP PARIBAS
BOLLORE
BOUYGUES
BROUSSE VERGEZ
BRUNSWICK
CAISSE DES DÉPÔTS
CANDRIAM
CAPGEMINI
CAPITAL GROUP
CAREIT ASSET ET PROPERTY MANAGEMENT
CARREFOUR
CASINO
CHUBB
CIS
CISCO SYSTEMS FRANCE
CLUB TOP 20
CMA CGM

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

INSTITUT MONTAIGNE



CNP ASSURANCES
COHEN AMIR-ASLANI
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM
CONSEIL SUPÉRIEUR DU NOTARIAT
CORRÈZE & ZAMBÈZE
CRÉDIT AGRICOLE
D'ANGELIN & CO. LTD
DASSAULT SYSTÈMES
DE PARDIEU BROCAS MAFFEI
DENTSU AEGIS NETWORK
DOCTOLIB
DRIVE INNOVATION INSIGHT - DII
ECL GROUP
EDENRED
EDF
EDHEC BUSINESS SCHOOL
EDWARDS LIFESCIENCES
ELSAN
ENEDIS
ENGIE
EQT
EQUANCY
ESL & NETWORK
ETHIQUE & DÉVELOPPEMENT
EUROGROUP CONSULTING
FIVES
FONCIA GROUPE
FONCIÈRE INEA
GALILEO GLOBAL EDUCATION
GETLINK
GIDE LOYRETTE NOUEL
GOOGLE
GRAS SAVOYE
GROUPAMA
GROUPE EDMOND DE ROTHSCHILD
GROUPE M6
GROUPE ORANGE
HAMEUR ET CIE
HENNER
HSBC CONTINENTAL EUROPE
IBM FRANCE
IFPASS
ING BANK FRANCE
INKARN
INSTITUT MÉRIEUX
INTERNATIONAL SOS
INTERPARFUMS
IONIS EDUCATION GROUP
ISRP

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

INSTITUT MONTAIGNE



IZIWORK
JEANTET ASSOCIÉS
JOLT CAPITAL
KANTAR
KATALYSE
KEARNEY
KEDGE BUSINESS SCHOOL
KKR
KPMG S.A.
LA BANQUE POSTALE
LA COMPAGNIE FRUITIÈRE
LINEDATA SERVICES
LINKEDIN
LIVANOVA
L'ORÉAL
LOXAM
LVMH - MOËT-HENNESSY - LOUIS VUITTON
M.CHARRAIRE
MACSF
MALAKOFF HUMANIS
MAREMMA
MAZARS
MCKINSEY & COMPANY FRANCE
MÉDIA-PARTICIPATIONS
MEDIOBANCA
MERCER
MERIDIAM
MICHELIN
MICROSOFT FRANCE
MITSUBISHI FRANCE S.A.S
MOELIS & COMPANY
NATIXIS
NEHS
NESTLÉ
NEXITY
ODDO BHF
ONDRA PARTNERS
ONEPOINT
ONET
OPTIGESTION
ORANO
ORTEC GROUP
OWKIN
PAI PARTNERS
PERGAMON
POLYTANE
PRODWARE
PRUDENTIA CAPITAL
PWC FRANCE & MAGHREB

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

INSTITUT MONTAIGNE



RAISE
RAMSAY GÉNÉRALE DE SANTÉ
RANDSTAD
RATP
RELX GROUP
RENAULT
REXEL
RICOL LASTEYRIE
RIVOLIER
ROCHE
ROLAND BERGER
ROTHSCHILD MARTIN MAUREL
RTE
SAFRAN
SANOFI
SAP FRANCE
SCHNEIDER ELECTRIC
SERVIER
SGS
SIA PARTNERS
SIACI SAINT HONORÉ
SIEMENS
SIEMENS ENERGY
SIER CONSTRUCTEUR
SNCF
SNCF RÉSEAU
SODEXO
SPVIE
STAN
SUEZ
SYSTEMIS
TALAN
TECNET PARTICIPATIONS SARL
TEREGA
THE BOSTON CONSULTING GROUP
TILDER
TOTALENERGIES
UBS FRANCE
VEOLIA
VERLINGUE
VINCI
VIVENDI
WAKAM
WAVESTONE
WAZE
WENDEL
WILLIS TOWERS WATSON
WORDAPPEAL
ZURICH

138

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

www.institutmontaigne.org

INSTITUT MONTAIGNE



COMITÉ DIRECTEUR

PRÉSIDENT

Henri de Castries président, Institut Montaigne

MEMBRES

David Azéma associé, Perella Weinberg Partners

Emmanuelle Barbara *Senior Partner*, August Debouzy

Marguerite Bérard directrice des Réseaux France, BNP Paribas

Jean-Pierre Clamadieu président du Conseil d'Administration, ENGIE

Paul Hermelin président du Conseil d'administration, Capgemini

Marwan Lahoud président, Ace Capital Partners

Natalie Rastoin présidente, Polytane ; *Senior Advisor*, WPP

René Ricol président, Ricol Lasteyrie

Jean-Dominique Senard président du Conseil d'administration, Groupe Renault

Arnaud Vaissié président-directeur général, International SOS

Natacha Valla économiste ; doyenne de l'École de Management et d'Innovation, Sciences Po

Florence Verzelen directrice générale adjointe, Dassault Systèmes

Philippe Wahl président-directeur général, Groupe La Poste

PRÉSIDENT D'HONNEUR

Claude Bébéar fondateur et président d'honneur, AXA

Photo de couverture © Drop of Light. www.shutterstock.com

Imprimé en France
Dépôt légal : août 2021
ISSN : 1771-6756

INSTITUT MONTAIGNE



IL N'EST DÉSIR PLUS NATUREL QUE LE DÉSIR DE CONNAISSANCE

Quelle Allemagne après Merkel ?

L'Allemagne se trouve aujourd'hui dans un moment de basculement. La révolution numérique et environnementale oblige le modèle économique qui a fait sa force ces dernières années à se transformer, et le départ d'Angela Merkel, en septembre 2021, bouleverse le paysage politique. Parallèlement, l'Allemagne doit composer avec son nouveau statut de puissance, qui l'oblige à assumer davantage de responsabilités sur le plan économique, politique mais également militaire.

Comment l'Allemagne, considérée il y a 20 ans comme « l'homme malade de l'Europe », est-elle parvenue à s'affirmer comme la puissance centrale du continent ? Quelles sont les conséquences économiques et géopolitiques de cette affirmation ? Et comment l'Allemagne se prépare-t-elle à « l'après Merkel » ? L'Institut Montaigne propose une plongée dans l'Allemagne contemporaine, donnant à voir la façon dont le pays, marqué par 16 années de prospérité et de stabilité, s'affirme aujourd'hui comme une puissance modérée, prête à assumer davantage de responsabilités sur la scène internationale.

Rejoignez-nous sur :



Suivez chaque semaine notre actualité
en vous abonnant à notre newsletter sur :
www.institutmontaigne.org

Institut Montaigne

59, rue La Boétie - 75008 Paris

Tél. +33 (0)1 53 89 05 60

www.institutmontaigne.org

ISSN 1771-6756
AOÛT 2021